

Sylvie Normandeau
Françoise Guay
Elizabeth Harper
Dominique Damant
Maryse Rinfret-Raynor

Prévention de la violence envers les filles.
Les programmes doivent-ils être
spécifiques selon le genre ?

Actes du colloque tenu à Montréal le 25 octobre 2002

Collection

RÉFLEXIONS

17

**PRÉVENTION DE LA VIOLENCE ENVERS LES FILLES.
LES PROGRAMMES DOIVENT-ILS ÊTRE SPÉCIFIQUES
SELON LE GENRE ?**

Actes du colloque tenu à Montréal le 25 octobre 2002

Sous la direction de

**Sylvie NORMANDEAU
Françoise GUAY
Elizabeth HARPER
Dominique DAMANT
Maryse RINFRET-RAYNOR**

Colloque organisé par

**le Centre de recherche interdisciplinaire
sur la violence familiale et
la violence faite aux femmes
(CRI-VIFF)**

et

**L'Institut de recherche pour le
développement social des jeunes
(IRDS)**

Mars 2007

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Vedette principale au titre :

Prévention de la violence envers les filles : les programmes doivent-ils être spécifiques selon le genre? : actes du colloque tenu à Montréal le 25 octobre 2002

Publ. aussi en anglais sous le titre: Preventing violence against girls: should programs be gender-specific?.

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 978-2-921768-64-1

1. Violence envers les adolescents - Canada - Prévention - Congrès. 2. Violence envers les femmes - Canada - Prévention - Congrès. 3. Adolescentes handicapées sociales, Services aux - Canada - Congrès. 4. Violence dans les écoles - Canada - Prévention - Congrès. 5. Filles victimes d'abus sexuels, Services aux - Canada - Congrès. I. Normandeau, Sylvie. II. Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes. III. Institut de recherche pour le développement social des jeunes.

HV6626.23.C3P74 2007

362.70835'20971

C2007-940674-2

Sauf dans les cas où le genre est mentionné de façon explicite, le masculin est utilisé dans ce texte comme représentant les deux sexes, sans discrimination à l'égard des hommes et des femmes.

Les propos tenus dans ce document n'engagent que leurs auteurs et ne traduisent pas nécessairement le point de vue officiel du CRI-VIFF. Le CRI-VIFF n'est nullement responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des renseignements contenus dans le document.

Table des matières

Introduction_____	V
-------------------	---

I – LES VIOLENCES VÉCUES PAR LES FILLES EN MILIEU SCOLAIRE

Des réalités gommées : la violence du racisme dans la vie des filles de minorités visibles, immigrantes ou réfugiées _____	3
<i>Margaret A. Jackson</i>	

Le harcèlement sexuel, face cachée de la violence dans la vie des filles _____	11
<i>Janet Izumi, Helene Berman, Barbara Macquarrie et Anna-Lee Straatman</i>	

II - LES PROGRAMMES DE PRÉVENTIONS EN MILIEU SCOLAIRE ET DANS LA COMMUNAUTÉ

Prévenir la violence à l'égard des filles et des jeunes femmes : les programmes doivent-ils souligner le genre ? _____	21
<i>Leslie M. Tutty et Cathryn Bradshaw</i>	

Les programmes de prévention de la violence en milieu scolaire ou communautaire : les facteurs qui influencent leur diffusion ou leur adoption par les milieux _____	33
<i>Sylvie Normandeau, Dominique Damant et Maryse Rinfret-Raynor</i>	

« Elle disait... » Des voix de filles contre la violence _____	43
<i>Catherine Ann Cameron et l'équipe du Creating Peaceful Learning Environments</i>	

III – LES VIOLENCES VÉCUES PAR LES FILLES EN MILIEUX MARGINALISÉS

« Des vies jetables » : prévenir la violence contre les filles exploitées dans la prostitution _____	53
<i>Leslie M. Tutty et Kendra Nixon</i>	

Le travail du sexe, une réalité genrée ? _____	63
<i>Dominique Damant, Lina Noël et Michel Dorais</i>	

Filles et gangs de rue : quand le rêve tourne au cauchemar _____	67
<i>Marie-Marthe Cousineau, Michèle Fournier et Sylvie Hamel</i>	

IV – PANEL: LES PROGRAMMES DE PRÉVENTION EN MILIEUX MARGINALISÉS DOIVENT-ILS ÊTRE SPÉCIFIQUES SELON LE GENRE ?

Présentation de Chantal Fredette, Centre Jeunesse de Montréal-Institut Universitaire _____	81
Présentation de Claudine Laurin, Bureau de Consultation Jeunesse _____	82
Présentation de Michèle Burque, Stella _____	83
Notes sur les conférencières _____	87

Introduction

Ce document présente les communications qui ont été faites dans le cadre du colloque *Prévention de la violence envers les filles. Les programmes doivent-ils être spécifiques selon le genre ?*, colloque auquel ont participé des conférenciers-ères de partout au Canada, et qui s'est tenu à Montréal le 25 octobre 2002. Le colloque constituait le point d'arrivée des travaux de collaboration et d'échange entre cinq centres canadiens d'excellence, réunis sous le chapeau de « L'Alliance des cinq centres de recherche contre la violence »¹, sur la question de la prévention de la violence auprès des petites filles. Ce sont le Centre de recherche FREDa sur la violence faite aux femmes et aux enfants, de Colombie-Britannique; les centres RESOLVE (Recherche et éducation pour des solutions à la violence) du Manitoba, de Saskatchewan et d'Alberta; le Centre de recherche sur la violence faite aux femmes et aux enfants de l'Ontario; le Centre interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF), du Québec; le Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence dans la famille, du Nouveau-Brunswick. L'Institut de recherche pour le développement social des jeunes (IRDS) a aussi étroitement collaboré à la réalisation du colloque.

Le colloque constituait le troisième volet du projet dit « des petites filles », entrepris en 1998 avec le concours de Condition Féminine Canada en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention de la violence pour les petites filles. En 1998, l'Alliance avait amorcé le travail en dressant un bilan des recherches et des ressources d'intervention existantes, afin d'identifier les domaines non couverts et les stratégies d'intervention qui se sont révélées fructueuses. Dans un deuxième temps, chacun des centres a réalisé un projet de recherche portant sur un aspect de la prévention de la violence auprès des petites filles. À l'intérieur du cadre très général de la prévention de la violence, les centres ont ainsi développé, chacun, une approche originale du thème. Le colloque s'inscrivait dans le dernier volet du projet, celui de la diffusion des travaux faits sur cette thématique par les membres de l'Alliance. Le colloque ne s'est toutefois pas limité à la présentation de ces travaux; il a également proposé aux chercheuses de l'Alliance et à d'autres d'aborder le thème à partir d'un questionnement quant à la spécificité des réalités vécues par les filles et à la pertinence de prendre en compte, ou non, cette spécificité dans les programmes de prévention de la violence.

La grande majorité des programmes qui visent à prévenir la violence — que ce soit dans la famille, à l'école ou dans les relations amoureuses — utilisent l'école pour rejoindre les filles et les garçons. Toutefois, un certain nombre de jeunes filles ne sont pas rejointes par de tels programmes; soit elles ne se trouvent plus en milieu scolaire régulier, soit ces programmes ne correspondent pas aux réalités complexes auxquelles elles font face, réalité de la rue, du milieu des gangs ou de la prostitution. La question a donc été celle de la violence vécue par ces jeunes filles et, encore une fois, de la pertinence, ou non, d'élaborer des programmes qui soient spécifiques selon le genre. Dans le cadre du colloque, ces réalités ont été abordées en deux temps que nous reprendrons ici : dans un premier temps, des communications portant sur les violences que peuvent vivre les filles en milieu scolaire, puis, les communications portant sur l'évaluation des programmes de prévention en milieu scolaire et dans la communauté; et, dans un deuxième temps, les communications portant sur les réalités de violence que peuvent vivre des jeunes filles en milieu marginalisé ainsi qu'une réflexion sur les formes que devrait prendre l'intervention auprès d'elles.

Lieu privilégié de socialisation entre l'enfance et l'entrée dans l'âge adulte, l'école constitue en quelque sorte un milieu naturel pour ces programmes qui cherchent à sensibiliser les jeunes le plus tôt possible. Mais l'école constitue également un environnement social dynamique où les filles

¹ Les cinq centres d'excellence canadiens ont été créés en 1992 par le CRSH et Santé Canada pour contrer la violence familiale et la violence faite aux femmes. Ils se sont regroupés en 1997 sous la bannière de « L'Alliance des cinq centres de recherche sur la violence ».

peuvent vivre de la violence. Les premières communications ont ainsi porté sur les réalités de violence vécue par les filles en milieu scolaire. C'est le cas de l'étude menée par le centre FREDa de Colombie-Britannique, dont les résultats ont été présentés par Margaret Jackson. Celle-ci a souligné le racisme vécu en milieu scolaire par les jeunes filles immigrantes ou réfugiées appartenant à des minorités visibles, notamment les nouvelles arrivantes, et le peu de soutien que celles-ci reçoivent de l'administration de l'école. Étant donné l'orientation féministe du projet, plusieurs communications portent sur les réalités vécues par les filles et font état d'un souci tout particulier de rejoindre celles-ci. Quelques-unes ont toutefois comparé les représentations de la violence que peuvent avoir les filles et les garçons. C'est le cas de l'étude réalisée par le Centre de recherche sur la violence faite aux femmes et aux enfants de l'Ontario sur les représentations et l'expérience du harcèlement sexuel à l'école des garçons et des filles dont les résultats ont été présentés par Janet Izumi et Helene Berman. Cette étude a l'intérêt d'avoir rencontré des filles et des garçons très jeunes, à partir de 8 ans, en utilisant des méthodes variées : entretiens de groupe, journaux écrits et « journaux photographiques ». Les résultats signalent des différences quant à la représentation du harcèlement sexuel chez les filles et les garçons et conclut à l'importance du harcèlement sexuel dans la constitution de la représentation que les filles ont d'elles-mêmes.

Les communications qui suivent portent plus spécifiquement sur l'évaluation de programmes dont l'objectif est de prévenir les violences vécues par les filles, programmes qui, pour la plupart, prennent pour point d'appui l'école. Leslie Tutty présente ainsi les résultats d'une étude qu'elle a réalisée pour Justice Canada, et qui fait la recension de plus d'une centaine de programmes nord-américains de prévention de la violence pour lesquels il lui a été possible d'obtenir des données empiriques. Elle signale que, pour la plupart, ces programmes en milieu scolaire ne différencient pas selon le genre et discute de la pertinence d'une telle différenciation. Sylvie Normandeau présente les résultats de l'étude réalisée par le CRI-VIFF. À partir de l'examen de quatre programmes québécois de prévention de la violence à l'intention des enfants ou des adolescents — *Espace, Les Scientifines, Vers le Pacifique et VIRAJ* — elle identifie les facteurs qui ont favorisé leur adoption ou qui, au contraire, ont pu entraver celle-ci ; ces facteurs peuvent tenir tant du contenu ou de la forme du programme que des conditions présentes dans le milieu scolaire. Ann Cameron présente enfin les résultats du projet réalisé par le Centre Muriel McQueen Fergusson, qui a évalué des forums d'intervention réalisés dans des communautés rurales des provinces de l'Atlantique; l'école a ici aussi constitué une base pour mobiliser la communauté et les jeunes. Ces forums d'une journée, visant à sensibiliser les adolescentes et les adolescents sur la question de la violence, ont permis une comparaison entre l'intervention en groupes mixtes et en groupes non-mixtes.

Les communications de l'après-midi ont porté sur les réalités de violence que vivent les filles en milieu marginalisé. C'est le cas de l'étude de RESOLVE Alberta, que présente Leslie Tutty, qui a mis en lumière l'importance de la violence vécue par les jeunes filles des Prairies engagées dans la prostitution depuis l'adolescence, violence qu'elles ont vécue tant dans leur enfance que depuis leur engagement dans la prostitution. C'est aussi ce que montrent les résultats d'un projet de recherche sur des jeunes femmes prostituées de la région de Québec, exposés par Dominique Damant : la violence vécue avant l'entrée dans l'univers de la prostitution y précipite les jeunes femmes ; une fois qu'elles y sont engagées, la violence sous toutes ses formes les ancre encore davantage dans cet univers. La communication de Damant ouvre sur les similarités et les différences entre les réalités vécues par ces femmes et celles vécues, dans le travail du sexe, par des hommes qui ne correspondent pas aux standards masculins. Enfin, Marie-Marthe Cousineau présente les résultats d'une recherche, menée par Michèle Fournier, sur les jeunes filles affiliées à des gangs de rue. Elle décrit le point de vue de ces filles pour qui les gangs constituent au point de départ un lieu

d'appartenance, de valorisation, de solidarité et de protection, mais qui se transforme petit à petit pour devenir une prison.

S'il y a consensus sur le fait que les filles en milieux marginalisés vivent beaucoup de violence, on peut aussi se demander si les programmes de prévention dans ces milieux devraient s'adresser spécifiquement aux filles, ou alors à la fois aux filles et aux garçons ? C'est la question que nous avons posée à un panel d'intervenantes travaillant dans ces milieux et qui sont à la fine pointe des enjeux et des réalisations sur le terrain. Elles y ont répondu chacune à partir de leur expérience, ouvrant sur des réalités complexes et parfois contradictoires comme celle des jeunes pris en charge par les centres jeunesse, celle des jeunes femmes pour qui il est si facile d'intégrer l'idée qu'elles sont violentes, celle des travailleuses du sexe dont le « sexe » n'est pas toujours aussi évident qu'on le croit. Bien qu'elle se dise d'accord avec le fait de prévoir des lieux distincts où les filles puissent échanger entre elles et les garçons entre eux, Chantal Fredette, des Centres Jeunesse de Montréal, a souligné que les besoins de protection, d'appartenance et de valorisation des filles et des garçons sont fondamentalement les mêmes. Par contre, pour Claudine Laurin, du Bureau de Consultation Jeunesse, le caractère souvent indifférencié des programmes publics ne permet pas la constitution chez les filles d'une conscience d'elles-mêmes qui leur permettrait de refuser la violence. Michèle Burque, de Stella, signale enfin la complexité de la frontière, souvent prise pour acquis, entre femmes et hommes. Stella, un organisme « par et pour les femmes », accueille aussi des transsexuels ou des travestis, qui vivent dans le travail du sexe des réalités de violence semblables à celles des femmes.

En conclusion, les programmes de prévention de la violence doivent-ils être spécifiques selon le genre ? Même si ceux-ci sont variés, les points de vue présentés suggèrent la pertinence de prendre en compte les réalités particulières vécues par les jeunes filles et les adolescentes dans l'élaboration de programmes de prévention de la violence. L'Alliance des cinq centres de recherche sur la violence prévoit poursuivre ses travaux sur la violence faite aux jeunes filles dans une perspective d'interdisciplinarité afin de mieux tenir compte de la complexité des conditions dans lesquelles se trouvent les filles et de comment ces conditions peuvent favoriser ou, au contraire, prévenir la violence.

I – Les violences vécues par les filles en milieu scolaire

Des réalités gommées : la violence du racisme dans la vie des filles de minorités visibles, immigrantes ou réfugiées¹

MARGARET A. JACKSON²

Dans la rue ou à l'école, c'est pareil. Je ne me sens pas chez moi. Ce que j'ai appris c'est que si quelqu'un me bat, je suis aussi bien de les battre moi aussi parce que sinon je vais continuer à me faire faire mal. Alors maintenant, je suis respectée, à cause de ça.
(Lena, jeune immigrante, 14 ans)

Les mots de Lena traduisent le dilemme vécu par de nombreuses jeunes filles appartenant à des groupes marginalisés au Canada aujourd'hui, dilemme qui apparaît particulièrement présent chez les jeunes filles immigrantes et réfugiées. Pour s'adapter, pour survivre, soit elles se tournent vers l'agression, ou alors elles risquent de devenir elles-mêmes la cible de l'agression. Plusieurs auteurs font porter l'attention sur les facteurs de risques individuels pour expliquer ou prédire pourquoi certaines filles sont plus portées à adopter des comportements agressifs et violents que d'autres. Dans le présent article, nous examinerons le contexte social dans lequel les facteurs particuliers de la race et du genre peuvent constituer un risque pour ces jeunes filles.

Le constat que l'environnement social des jeunes filles immigrantes et réfugiées constitue en soi une forme de risque est issu du rapport d'un groupe de travail des Nations-Unies de 1993 dans lequel les membres indiquaient que ces jeunes filles « subissaient un taux de violence plus élevé, étant donné l'impact du racisme et du sexisme, à la fois dans leur communauté et dans la société hôte, ainsi que de la désagrégation sociale résultant de l'immigration » (Barron, 2001 : 1). Comme l'indique aussi Jiwani (1998 : 3), ces jeunes filles sont « coincées entre deux cultures, où leur propre culture se trouve dépréciée et infériorisée et où les schémas culturels de l'un et l'autre monde intègrent des valeurs patriarcales... ». Les jeunes filles immigrantes et réfugiées paraissent ainsi dans une position plus vulnérable à cet égard que les garçons.

Dans certains contextes culturels, la valeur accordée aux filles est moindre que celle des garçons; elles courent par conséquent un risque plus élevé d'être négligées et agressées. Leur participation aux activités éducatives par exemple, est fréquemment écourtée et elles sont plus sujettes à des abus sexuels, à des agressions et à de l'exploitation que les garçons (HCRNU, Politique des enfants réfugiés, 1993, cité par Cameron, 2001 : 2). Cet article portera une attention plus particulière aux facteurs socioculturels qui peuvent contribuer à la vulnérabilité des jeunes filles immigrantes et réfugiées quant aux agressions, plus spécifiquement en milieu scolaire. Les voix des jeunes filles elles-mêmes nous serviront de données, fournissant le cadre de cette analyse. Afin de saisir le sens que celles-ci donnent à leur expérience, la perspective théorique employée sera une perspective antiraciste, féministe et basée sur les droits de la personne. Une approche basée sur les droits de la personne apparaît appropriée tant il est clair que les facteurs de race et de genre « placent la fille immigrante et réfugiée dans une position de plus grand risque pour toutes les formes de discriminations et de violations des droits humains » (Cameron, 2001 : 3).

Le concept d'emboîtement des systèmes de domination constituera la base théorique de l'analyse (Razack, 1998). Comme l'avance Razack, il est nécessaire de prendre en considération, dans une perspective historique, les notions de race, de statut économique, de classe, de handicap, de

¹ Le rapport intitulé *Erased Realities: The Violence of Racism in the Lives of Immigrant and Refugee Girls of Colour*, a pour auteures Yasmin Jiwani, Nancy Janovick et Angela Cameron et a été financé par Condition féminine Canada.

² Centre FREDA pour la recherche sur la violence faite aux femmes et aux enfants, Simon Fraser University.

sexualité et de genre, qui s'associent pour construire les filles immigrantes et réfugiées à l'intérieur de structures sociales hiérarchiques (Barron, 2001 : 10). Cet article se limitera à l'examen de l'impact de la race et du genre, ou plus précisément, des processus de « racialisation » et « genrisation » (*gendering*) (Chan et Mirchandani, 2002 : 12) et à leurs résultats en terme d'agression pour les filles. L'étude des processus plutôt que des facteurs statiques permet une meilleure appréciation de la façon dont ces catégories sont construites dans les interactions sociales, constructions continues de « soi » et de « l'autre » dans des structures hiérarchiques (Chan et Mirchandani, 2002).

ÉTUDE I : LES VOIX DES FILLES IMMIGRANTES ET RÉFUGIÉES

Deux études interreliées du FREDa sont présentées ici. La première a été réalisée auprès de 59 jeunes filles de minorité visible, immigrantes ou réfugiées, qui ont participé à 14 entretiens individuels et à six entretiens de groupe (*groupe focus*). Les cultures d'origine de ces jeunes filles ou de leurs parents impliquaient 18 pays différents, tels la Chine, l'Éthiopie, le Pakistan et le Zaïre. Conformément au critère de participation, l'âge de ces jeunes filles et jeunes femmes était de 14 à 19 ans. Le questionnaire a été élaboré avec le feedback d'un groupe de jeunes filles immigrantes et réfugiées. Ce sont également des jeunes femmes de minorité visible qui ont réalisé les entretiens individuels et de groupe.

Les jeunes filles étaient invitées à nous parler de leurs expériences à l'école, dans leur famille et avec leurs amis. Une telle approche, dite des « réalités de vie », peut être ensuite utilisée pour effectuer la comparaison avec les résultats attendus des politiques et des programmes développés pour venir en aide à ces jeunes filles. Une question leur demandait par exemple comment elles se sentaient traitées dans l'environnement scolaire – se sentaient-elles en sécurité, respectées ? Leurs réponses peuvent alors être mises en parallèle avec les tentatives d'assurer cette sécurité et ce respect par des initiatives telles que les programmes de lutte contre l'intimidation (*anti-bullying*) ou les programmes multiculturels.

Si on se tourne maintenant vers les résultats, le thème le plus important à émerger des entretiens individuels et de groupe était ce que les jeunes filles décrivent comme une lutte pour le pouvoir entre les jeunes de différents groupes culturels (Jiwani *et al.*, 2002). Ces combats étaient souvent violents. Plusieurs jeunes filles, mais pas toutes, ont mentionné le racisme comme un facteur clé de la violence à l'école et reconnaissaient les tensions interculturelles comme une caractéristique de la vie scolaire (Jiwani *et al.*, 2002). Une citation d'une jeune fille d'origine persane expose les divisions interculturelles qui paraissent soutenir ces tensions :

Tu sais, à l'école secondaire, les gens sont comme ça. Ils parlent derrière le dos de tout le monde. Je ne sais pas pourquoi. Ils les haïssent à cause de leur culture, à cause de l'endroit d'où ils viennent. Parce que les gens dans ces écoles sortent ensemble... ils sortent seulement avec les gens de leur propre pays (Jiwani *et al.*, 2002 : 67).

Plusieurs jeunes filles ont mentionné la difficulté de s'intégrer dans la culture dominante. Il est vrai que des filles qui sont localisées différemment du fait de la race, du genre, de l'orientation sexuelle, du handicap ou de la classe sociale sont plus souvent à risque d'être la cible de sarcasmes ou de gestes violents, notre société ayant tendance à ne pas valoriser ceux qui sont différents (Jiwani *et al.*, 2002). Les jeunes filles qui viennent tout juste d'arriver au Canada apparaissent parmi les plus vulnérables. Dans les écoles, les immigrants récents sont appelés des « FOB », un acronyme pour *fresh off the boat* [que l'on pourrait traduire par « qui vient tout juste de débarquer »]. Une jeune

filles interrogées, originaire de Perse, la définit ainsi : « FOB, c'est comme *fresh off the boat*. Ça veut dire, n'est-ce pas, que tu es vraiment débile; que tu ne sais pas comment parler et tout, que tu t'habilles stupidement, etc. ? » (Jiwani *et al.*, 2002 : 68)

L'assimilation peut être une réponse possible pour les jeunes filles. Elle peut toutefois occasionner la perte de leur identité culturelle ou exiger une négociation difficile d'un équilibre entre deux traditions, souvent en compétition (Jiwani *et al.*, 2002). Une des jeunes filles interrogées décrit ainsi la situation : « Parfois, j'ai l'impression que je dois perdre ma "vraie" identité pour m'intégrer » (Jiwani *et al.*, 2002 : 68). Le processus de formation de l'identité peut être ainsi clairement problématique pour ces jeunes filles. Leur sentiment d'appartenance est influencé, d'un côté, par leur localisation dans une culture, et, de l'autre, par la disjonction entre cette localisation et les normes de la culture dominante.

Dans les entretiens, il devint également clair que les écoles sont souvent perçues comme des lieux de contrôle externe plutôt que comme des lieux offrant un soutien et une sécurité. Les écoles sont des endroits où les tensions sont cristallisées et où plusieurs jeunes filles ont exprimé des frustrations face à ce qu'elles percevaient comme de la discrimination à l'endroit des immigrantes et des réfugiées. Une jeune fille originaire de l'Asie du Sud-Est indiquait ainsi : « de ce que j'ai vu, les enfants en ont peur [des manifestations racistes à l'école], alors ils ne vont pas aller en parler à du monde. Ils vont juste le garder à l'intérieur. Et je pense que tôt ou tard, ça va les amener à exploser. Donc, si je pouvais donner un conseil, je leur dirais, en premier, va vers une personne à qui tu sais que tu peux faire confiance. Je ne lui dirais pas d'abord va voir quelqu'un à l'école » (Jiwani *et al.*, 2002 : 71).

En plus des défis habituels de l'école, les jeunes filles ont mentionné des difficultés avec le langage comme une des raisons évidentes de s'y sentir marginalisées. Ces jeunes femmes sont en effet souvent orientées vers des classes alternatives parce qu'elles ne maîtrisent pas encore suffisamment la langue (Janovicek, 2001 : 11). Une jeune fille d'origine thaïlandaise, vivant dans une petite ville de l'intérieur de la Colombie Britannique, indiqua que dans les deux premières semaines, elle ne comprit pas un mot de ce qui se disait à l'école. Lorsqu'un de ses parents expliqua ceci à l'enseignant, elle fut placée dans une classe de rattrapage car il n'y avait pas de classe d'anglais langue seconde (Janovicek, 2001).

De plus, les jeunes filles peuvent aussi faire l'objet de moqueries à propos de leur accent ou de leurs vêtements. Leurs parents, qui les encouragent à s'intégrer, n'ont souvent pas les moyens de leur acheter les vêtements à la mode qui sont presque obligatoires dans les groupes populaires à l'école. Ceci constitue un autre facteur systémique ayant un impact important sur les risques pour les jeunes filles immigrantes et réfugiées est la pauvreté. Il est déjà clair qu'il existe des liens entre la pauvreté et la discrimination envers les femmes et les enfants (Groupe de travail sur les filles, 1995, cité par Barron, 2001), liens démontrés au Canada pour les femmes immigrantes et réfugiées et leurs enfants. Étant donné leur statut économique inférieur et leur participation restreinte au milieu du travail, ces femmes risquent d'être déconsidérées comme n'étant pas des citoyennes idéales (Cameron, 2001). Un exemple de cette situation est le fait que les expériences professionnelles des femmes immigrées et réfugiées ne sont pas reconnues au Canada; un autre, est le fait que la situation des travailleuses domestiques à risque n'est pas résolue (National Association of Women and the Law, 1999; Fitzpatrick et Kelly, 1998, cité par Cameron, 2001).

ÉTUDE II: LES VOIX DES INTERVENANTES TRAVAILLANT AVEC LES FILLES

La deuxième étude du FREDa a examiné les perceptions des intervenants sociaux³ travaillant auprès des jeunes filles. Les résultats confirment les informations provenant des autres volets du projet⁴. Cinq tables-rondes ont été réalisées réunissant 38 intervenants et intervenantes, dont 10 travaillaient auprès de jeunes filles de la rue, 10 auprès de jeunes filles lesbiennes, bissexuelles ou transsexuelles, huit auprès de jeunes filles autochtones et six auprès de jeunes filles présentant des incapacités. En plus, des entrevues individuelles ont été réalisées avec quatre intervenantes travaillant auprès de jeunes filles immigrantes ou réfugiées (Janovicek, 2001). L'objectif de ces tables-rondes était de parvenir à une compréhension des vies de ces jeunes filles et d'explorer des moyens de soutenir celles-ci. Les participantes étaient invitées à commenter les facteurs influençant la formation de l'identité des filles, leur vulnérabilité à la violence, les barrières auxquelles elles sont confrontées et comment elles comprennent et répondent au désavantage systémique. Les intervenantes ont aussi mentionné la question de l'impact des politiques sur la vie des filles et ont fait des recommandations pour leur réforme (Janovicek, 2001).

Les intervenantes interrogées ont souligné le fait que la pénurie de services pour ces jeunes filles marginalisées les rend plus vulnérables à la violence. Les filles qui ne satisfont pas aux attentes de la société dominante sont déconsidérées. Les participantes ont soutenu que les services existants sont plus souvent basés sur des modèles de contrôle social et de punition que d'assistance et de soutien. Or, ces réponses paraissent relever de perceptions générales à l'effet que les jeunes sont hors de contrôle et doivent être réformés. Si on veut améliorer ces services, il faudra un changement radical dans la façon dont les intervenants et la communauté envisagent les jeunes marginalisés. La citation d'une intervenante résume bien la compréhension des intervenantes du rôle joué par le système dans la marginalisation de ces jeunes filles :

Je pense que c'est fait de façon à aliéner certains enfants au profit des autres. Tout le système... les institutions, les institutions pénales ... ils les créent pour ces gens qu'ils ont décidé d'y placer. Et la plupart d'entre eux n'imaginent pas que leurs enfants chéris puissent se retrouver là mais ils finissent là. Et c'est là où nous avons les thérapeutes et tous les psychologues et les psychiatres qui justifient pourquoi cette personne agit ainsi. Vous n'entendrez jamais de telles justifications pour les pauvres enfants ou les enfants « racialisés » que l'on institutionnalise. (Entretien avec un intervenant travaillant avec des filles immigrantes et réfugiées) (Janovicek, 2001: 5, traduction libre)

Les intervenantes considéraient aussi que le conflit entre les valeurs culturelles de la famille et celles de la société dominante est un problème majeur pour les jeunes. On peut par exemple retrouver certaines mesures disciplinaires dans la famille de ces jeunes filles qui entrent en conflit avec les normes canadiennes ; la gifle est un exemple de ce type de mesures inacceptables et sanctionnées au Canada, mais qui ne sont pas rares dans d'autres pays. Les mœurs sexuelles constituent un autre lieu de conflit (Janovicek, 2001). Même si la sexualité peut être problématique dans plusieurs communautés immigrantes et réfugiées, dans la culture canadienne, les femmes de couleurs sont

³NDLT : Le texte anglais n'indique pas le sexe de ces intervenants ou intervenantes. On peut penser toutefois qu'il s'y trouve une forte proportion d'intervenantes.

⁴Le rapport final de ce projet est intitulé *Reducing Crime and Victimization : A Service Provider's Report* (Réduire le crime et la victimisation : Un rapport des intervenants), et fut rédigé par Nancy Janovicek. L'étude fut financée par le Centre national de prévention du crime, programme de prévention communautaire et le Ministère de la Justice du Canada.

souvent sexualisées dans les médias et les autres moyens de communication de la culture dominante (Janovicek, 2001). Les jeunes filles reçoivent ainsi un double message, mais le silence sur le sujet dans leur famille ne leur permet pas saisir ce qui est en jeu. Des sujets comme le SIDA/MTS, l'homosexualité et des pratiques sexuelles acceptables peuvent également être cachées (Janovicek, 2001). Il en résulte que, même si presque toutes les jeunes filles interrogées dans la première étude ont indiqué être fières de leur patrimoine et de leur famille, la famille elle-même n'évolue pas pour devenir un lieu de soutien et de clarification des sujets difficiles, ce qui rend les jeunes filles plus vulnérables à des influences externes négatives.

Les intervenantes interrogées ont également identifié l'école comme le lieu principal de violence pour les filles. Malheureusement, « ... les tensions interculturelles entre les jeunes sont rarement comprises comme une manifestation de relations racistes et patriarcales » (Janovicek, 2001 : 10). Les médias et les enseignantes ont tendance à mettre l'accent sur l'intimidation (*bullying*) comme le principal problème. Une fois encore, les enfants sont blâmés individuellement et on porte peu d'attention à la dimension socioculturelle (Janovicek, 2001). Les expériences négatives mentionnées ainsi que le fort taux d'abandon scolaire chez les jeunes femmes de minorité visible démontrent toutefois qu'un processus de racialisation à l'école est à l'oeuvre (Fernandez *et al.*, 1989; Kelly, 1998; Mogg, 1991, cité par Barron, 2001), qui peut déclencher une spirale négative dans laquelle la fille abandonne l'école, s'aliène de sa famille, se retrouve à la rue et devient une cible pour la prostitution et l'agression.

Il est vrai que des jeux de pouvoir peuvent être présents dans les tensions et l'intimidation (*bullying*). Défendre la structure hiérarchique (*pecking order*) afin de protéger les avantages de certains individus et les relations de pouvoir peuvent se jouer tout autant au sein des groupes culturels à l'école que dans la rue. Comme l'indiquait une des intervenantes :

Je pense que ce à quoi on s'attend est que, si vous n'exercez pas votre pouvoir sur quelqu'un, alors vous êtes en bas de l'échelle... Ce n'est pas différent sur la rue, mais le niveau de compétition devient alors physique parce que la seule chose que vous avez ce sont vos poings ou vos mots... Je pense que nous avons créé une population de jeunes femmes qui croient qu'elles doivent victimiser quelqu'un d'autre pour reprendre leur propre pouvoir parce qu'on leur a montré qu'on est soit victime, soit agresseur (Janovicek, 2001 : 4).

L'agression dans un groupe de pairs détermine ainsi qui possède le contrôle dans le groupe, et ceci peut se produire tout autant à l'intérieur des groupes de genre (Janovicek, 2001). Les filles sont les plus vulnérables aux comportements de contrôle de la part des pairs masculins. Les intervenantes se sont dites d'accord sur le fait que les garçons maintiennent le contrôle sur les groupes de jeunes dans la rue. Par la violence et la domination sexuelle, ils maintiennent le pouvoir et le contrôle sur les filles (Janovicek, 2001). Une intervenante l'expliquait de la façon suivante :

Dans les squats, c'est comme ça. J'ai entendu des jeunes femmes me dire « Choisis maintenant la personne avec laquelle tu vas avoir des relations sexuelles, parce que tu vas avoir des relations sexuelles, avec quelqu'un, pour rester ici parce que c'est comme ça que ça marche. Les gars te mettent ça très très clair. C'est ça le deal et c'est ça le pouvoir dans les squats » (Janovicek, 2001 : 16).

Mais les enseignants et les médias ont tendance à ne pas reconnaître que les altercations et les conflits ont souvent aussi un angle racialisé. Quand les jeunes de minorité visible se défendent

contre les insultes ou les intimidations racistes, les enseignants ont tendance à les blâmer d'avoir provoqué des altercations et d'être des intimidateurs (*bullies*) (Janovicek, 2001).

Les participantes ont aussi indiqué que les élèves ne semblent pas souvent considérer que le racisme était un problème. Elles ont aussi indiqué que les élèves nées ici, qu'elles soient Chinoise, Asiatiques du sud ou noires, semblaient avoir plus d'affinités avec la culture dominante et voir les enfants immigrants et réfugiés comme des « autres » (Janovicek, 2001).

Le défi le plus important pour les jeunes filles selon Janovicek (2001) demeure la présence de valeurs culturelles différentes — déterminantes de la façon dont on s'attend à ce qu'une personne se comporte dans la société — et qui entrent fréquemment en conflit les unes avec les autres. Les jeunes filles qui se trouvent dans des relations amoureuses violentes, par exemple, peuvent poursuivre ces relations uniquement pour défier les valeurs de leurs parents (Janovicek, 2001). Elles sont ainsi particulièrement vulnérables, étant donné, comme on l'a vu, qu'elles ne sentent pas qu'elles peuvent se tourner vers leurs parents pour obtenir de l'aide et de la compréhension. Se conjuguant avec les autres difficultés associées à la langue, au genre et à la pauvreté, les tensions entre les valeurs culturelles créent de sérieux dilemmes pour les jeunes filles.

DISCUSSION ET CONCLUSIONS

Si on revoit les résultats des deux études selon les perspectives théoriques initialement définies, différents thèmes communs émergent :

Premièrement, les mêmes processus systémiques de discrimination peuvent constituer un désavantage pour les jeunes filles et les rendre plus vulnérables, tant à devenir des cibles d'agression qu'à devenir elles-mêmes agressives.

Deuxièmement, il est clair que le processus de racialisation pour les filles immigrantes et réfugiées peut se produire à la fois dans le cadre de la culture dominante et dans celui de la culture racialisée elle-même. Ainsi, les jeunes filles peuvent en venir à intérioriser le regard racialisé de la culture dominante sur elles comme inférieures. De même, les résultats montrent que les filles se sentent discriminées, notamment dans le milieu scolaire, mais elles peuvent ne pas relier ce processus à leurs expériences dans les conflits avec leurs propres pairs. Si elles reconnaissent des hiérarchies parmi les différents groupes de minorités culturelles, elles les construisent comme des hiérarchies de pouvoir et non pas nécessairement comme des hiérarchies explicitement raciales.

Troisièmement, les tensions qui résultent du conflit entre les attentes culturelles rendent les filles plus vulnérables, d'autant plus que plusieurs jeunes filles interrogées ont exprimé, d'une part, un manque de confiance dans la capacité des autorités de l'école de les soutenir et les conseiller et, d'autre part, le fait que leurs familles ne sont pas nécessairement pour elles des espaces favorables à la clarification des questions difficiles sur la sexualité ou l'intimidation.

Quatrièmement, les vulnérabilités des jeunes filles, qui résultent de leur localisation sociale, peuvent faire en sorte qu'elles soient considérées comme « à risque » dans la perspective de la société dominante.

Finalement, en tentant de parvenir à des solutions, tous les éléments qui précèdent peuvent être analysés selon une perspective des droits de la personne, que ce soit par l'application des dispositions sur l'égalité de la Section 15 de la Charte des droits ou par celle d'instruments tels que les dispositions de la convention des Nations-Unies sur les droits de l'enfance. Il est clair que, étant

donné la discrimination dont elles font l'objet, le droit au bien-être et à la sécurité de ces jeunes filles sont mis en péril et devraient donner lieu à des solutions juridiques. Cette voie requiert toutefois des défenseures qui seront prêtes à porter plus loin le cas de ces jeunes filles.

Références

Barron, C. (2001). *The invisibility of racialization: Factors that render immigrant and refugee girls vulnerable to violence*. Manuscrit non publié. Vancouver: FREDA Centre for Research on Violence against Women and Children.

Cameron, A. (2001). *From rhetoric to reality: Canada's obligations to the immigrant and refugee girl child under international law*. Manuscrit non publié. Vancouver: FREDA.
Canadian Charter of Rights and Freedoms. Disponible sur : www.pch.gc.ca/ddp-hrd/canada/guide/index_e.shtml.

Chan, W., & Mirchandani, K. (2002). *Crimes of colour*. Peterborough, Ontario: Broadview Press.
Convention on the Rights of the Child. 20 November 1989, 1989 UNTS 1992/3.

Janovicek, N. (2001). *Reducing crime and victimization: A service providers' report*. Vancouver: FREDA.

Jiwani, Y. (1998). *The Girl Child: Having to 'Fit'*. Vancouver: FREDA.

Jiwani, Y., Janovicek, N., & Cameron, A. (2002). Erased realities: The violence of racism in the lives of immigrant and refugee girls of colour. In H. Berman & Y. Jiwani (Eds.), *In the best interests of the girl child* (pp.45-88). The Alliance of Five Research Centres on Violence.

National Association of Women and the Law (1999). *Gender analysis of immigration and refugee protection legislation and policy, soumission à Citizenship and Immigrations Canada*, March.

Razack, S. (1998). *Looking white people in the eye: Gender, race, and culture in the courtroom and classrooms*. Toronto: Oxford University Press.

Le harcèlement sexuel, face cachée de la violence dans la vie des filles¹

JANET IZUMI²

HELENE BERMAN²

BARBARA MACQUARRIE²

ANNA-LEE STRAATMAN³

Le harcèlement sexuel est une des formes les plus répandues et les plus généralisées de violence liée au genre rencontrées au quotidien par les jeunes filles. Il y a une reconnaissance croissante du fait que le harcèlement sexuel commence tôt et qu'il est un trait commun de la vie des jeunes filles tant dans leur maison, dans leur école que dans leur communauté (Staton et Larkin, 1993). Forme de violence sexuelle, le harcèlement sexuel est un des modes fondamentaux à travers lesquels l'inégalité entre les genres est ancrée, exprimée et renforcée dans la vie des femmes et des jeunes filles.

Dans une importante enquête commanditée par l'American Association of University Women Educational Foundation (AAUW, 1993), on a constaté que le harcèlement sexuel était vécu par 81% des filles âgées de 9 à 15 ans. Le tiers des filles ont rapporté la diffusion de rumeurs sexuelles à leur propos — les deux tiers avaient demandé à leur harceleur d'arrêter — et le tiers ont été contraintes par la force. La plupart des harceleurs étaient masculins, la plupart étaient des pairs et les incidents les plus pénibles se produisaient en public.

LA PRÉSENTE RECHERCHE

L'Alliance des cinq centres de recherche sur la violence a piloté un projet de recherche participative national sur « la prévention de la violence et les filles » (Berman et Jiwani, 2002; Jiwani *et al.*, 1999). L'Alliance regroupe le centre FREDa de Vancouver (Colombie-Britannique), le centre RESOLVE de Winnipeg (Manitoba), Saskatoon (Saskatchewan) et Calgary (Alberta), le Centre for Research on Violence Against Women and Children de London (Ontario), le CRI-VIFF de Montréal et Québec (Québec), et le Muriel McQueen Fergusson Centre de Fredericton (Nouveau-Brunswick). Le Centre for Research on Violence Against Women and Children a fait porter ses recherches sur le harcèlement sexuel et les filles. En se basant sur les données de groupes-focus menés avec des filles et des porte-parole communautaires durant la première phase du projet (Berman et al., 2000), il est devenu clair que le harcèlement sexuel est une des formes les plus répandues et les plus largement tolérées affectant les filles. La présente recherche a été guidée par les principes de la recherche-action féministe et a été conçue de manière à recueillir directement auprès des filles comment celles-ci définissent, envisagent et réagissent à la violence. Le principal objectif était d'examiner les différents modes par lesquels les filles et les jeunes femmes sont socialisées à accepter ou à s'attendre à la violence dans leurs vies et les stratégies qu'elles utilisent pour faire face à la violence qu'elles rencontrent. Il était attendu que des différences en terme d'identité sociale, incluant la race, la classe sociale, la capacité, l'orientation sexuelle et l'âge auraient une influence significative sur la façon dont la violence est vécue et comprise.

¹ Cette étude a été financée par une bourse de recherche de Condition féminine Canada. Certaines parties de cet article ont été publiées précédemment dans Berman, H., Straatman, A., Hunt, K., Izumi, J. et MacQuarrie, B. (2002). Sexual harassment: the unacknowledged face of violence in the lives of girls, dans *In the Best Interests of the Girl Child*, sous la dir. de Berman, H. et Y. Jiwani, Y., 15-44, London, Ontario, Centre for Research on Violence Against Women and Children.

² Centre de recherche sur la violence faite aux femmes et aux enfants, University of Western Ontario.

³ Coordonnatrice de recherche

Dans cette recherche, les filles et les garçons ont raconté leur histoire dans leurs propres mots. Leurs témoignages confirment que le genre est un construit central qui détermine la façon dont la violence quotidienne est définie, interprétée et gérée.

LA MÉTHODE

L'échantillon était de 252 filles et garçons, âgés de 8 à 18 ans et appartenant à des groupes d'origines ethnique, religieuse et socio-économique diverses. Le recrutement s'est effectué principalement dans les écoles, le voisinage et les organismes communautaires. On retrouve une variété de types familiaux tels que : parents mariés, séparés, divorcés ou de même sexe. Une partie de l'échantillon (104 filles et 63 garçons) a participé aux groupes-focus. Certains ont continué à participer à la recherche et tenu un journal écrit semi-structuré (44) ou un journal photographique (57). Avant de choisir une option ou l'autre, les jeunes ont répondu à un questionnaire semi-structuré administré par l'une des chercheuses et visant à obtenir des données démographiques sur les participants ainsi que des informations sur leur vie quotidienne, leurs habitudes de santé, leurs expériences scolaires, la nature et la qualité de leurs relations avec leurs pairs et leurs familles, leurs idéaux à propos des filles et des garçons, leurs intérêts et leurs préoccupations au sujet de la sécurité. Environ 60% des participants étaient des filles.

Les groupes-focus étaient des groupes homogènes selon le genre de 10 à 14 jeunes. L'objectif de ces groupes était d'explorer comment les jeunes définissaient et vivaient le harcèlement sexuel et où eux ou elles iraient chercher de l'aide.

Les journaux écrits étaient semi-structurés, incluant des questions et des énoncés semi-fermés; par exemple : « Je sens que je fais partie du groupe quand.... », « Je me sens à part des autres quand... », « Je me sens harcelé-e quand ... », « Je me sens heureux-se quand... », « Je me sens triste quand... », « Les filles sont gentilles/méchantes avec moi quand... », « Les garçons sont gentils/méchants avec moi quand... », « Le respect c'est... », « Qu'est-ce qui est injuste pour toi ? » et « Les gens me taquent à propos de ... et ça fait que je me me sens... ». Les participants pouvaient sauter des questions si eux ou elles n'étaient pas à l'aise ou sûrs de leurs réponses. Plusieurs pages blanches permettaient aux participants-es d'être créatifs-ves et d'ajouter des informations complémentaires que eux ou elles désiraient partager. Certains-es ont choisi d'écrire des poèmes, de faire des dessins ou de coller des images découpées dans des magazines. Quand le journal était terminé, un entretien était organisé pour discuter de leur production de façon en détail et pour approfondir sur leur expérience de la violence.

Celles et ceux qui ont choisi le journal photographique (photo-roman) ont reçu une caméra jetable avec des instructions pour prendre en photo des personnes, des lieux, des événements et des choses qui avaient du sens pour elles ou eux. Durant l'entretien qui a suivi, les participants-es pouvaient choisir quelles photos inclure ou non. Comme pour le journal écrit, les chercheuses ont discuté l'expérience qu'avaient ces participants-es de la violence, portant une attention particulière à leur façon de rendre compte du harcèlement sexuel.

ÉCOUTER LES VOIX DES FILLES

À partir des résultats des recherches, cet exposé portera sur trois thèmes principaux : 1) Les différentes compréhensions du harcèlement sexuel; 2) Les expériences de harcèlement sexuel et leurs sous-thèmes : a) la face non reconnue de la violence dans la vie des filles, b) les corps des filles, leurs frontières, et la diminution du sens de soi, c) la vie dans le « royaume de garçons », d) les

discours sur le risque et le défi; et 3) Le combat de tous les jours pour survivre ou comment la violence se normalise dans la vie des filles.

Différentes compréhensions du harcèlement sexuel

Les jeunes de huit et dix ans ont eu beaucoup de difficulté à définir le harcèlement sexuel. La notion paraissait éloignée de leur expérience. Leur propos portait sur la violence entre frères et sœurs et dans la cour d'école, telle que de l'intimidation (*bullying*), se faire agacer ou faire l'objet de moqueries. Les 11-13 ans étaient mieux en mesure de différencier le harcèlement physique, psychologique et verbal. Ils ont pu fournir des exemples fictifs impliquant souvent des formes extrêmes de *bullying*, de harcèlement ou d'agression. Une participante de ce groupe d'âge disait par exemple :

Se faire achaler c'est comme quand tes amis se moquent de toi ou font des farces de temps en temps à propos d'une affaire; mais se faire harceler, c'est quand tu n'aimes vraiment pas ça et que ça arrive tout le temps et que tu te sens vraiment mal. C'est ça que je pense.

Les quatorze-seize ans avaient une compréhension plus sophistiquée du harcèlement sexuel. Plusieurs ont mentionné la notion de comportement non-désiré ou non-accepté. Les filles se sentaient parfois responsables lorsqu'elles avaient eu des comportements de flirt. Dans l'ensemble, elles étaient en mesure de fournir de nombreuses illustrations de harcèlement sexuel, par exemple des appels téléphoniques insistants de la part de garçons, se faire toucher ou prendre par la taille, se faire embrasser quand elles ne le voulaient pas, se faire palper la poitrine. Elles avaient toutefois tendance à minimiser la gravité du problème. Sauf dans les cas où le comportement était continu, physique et à long terme, il n'était pas envisagé comme étant du harcèlement. Ainsi, plusieurs types de comportements d'agression ou d'attention non désirée sont demeurés non identifiés.

Les expériences de harcèlement sexuel

La face non reconnue de la violence

À partir des histoires des filles et des jeunes femmes, il devenait clair que le harcèlement sexuel se produisait à la fois dans les endroits publics et dans les endroits privés, qu'il était répandu et pernicieux. Les filles et les jeunes femmes l'ont vécu dans leur famille, dans leur quartier, dans la cour de l'école et dans la salle de classe. Une fille de 14 ans notait, « S'ils me touchent, j'ai peur qu'ils vont aller plus loin si je dis non. Et j'ai hyper peur de ça... Ils ne comprennent pas que ça brise ta vie ». Les auteurs n'étaient pas seulement des pairs mais aussi des enseignants ou d'autres adultes. Une jeune femme déclare : « Un enseignant m'a dit "Vous avez de belles cuisses, j'aimerais que ma femme en ait d'aussi belles" » D'autres situations mentionnées à propos du harcèlement de la part d'enseignants incluaient : un enseignant qui a massé les épaules d'une fille, regarder la poitrine de la fille plutôt que son visage en lui parlant, du dénigrement tel que « tu n'arriveras jamais à rien » et des préjugés raciaux.

Le corps des filles, les frontières et la diminution du sens de soi

Il est clair que les jeunes femmes étaient préoccupées par leur image. Elles voulaient que leur corps soit « parfait » et le décrivaient comme « propriété publique » ou ouverts à des commentaires sur leur poitrine (trop petite/trop grosse), les traits de leur visage, la couleur de leur peau, leurs cheveux et leur taille (trop grande/trop petite). Les filles étaient aussi exposées à des commérages injustifiés à

propos de leur activité sexuelle. Les filles cherchaient à être acceptées par leurs pairs et exprimaient le besoin de défier les stéréotypes liés au genre. Une fille de 16 ans indiquait :

Si tu regardes la société et la façon dont les filles sont traitées, c'est probablement pour ça que les gens sont anorexiques et ont tous ces trucs et, t'sais, deviennent folles, parce que je ne sais pas, les gars sont concentrés sur cette image d'une fille et si tu ne l'as pas, tu ne l'as pas. Personne ne fait rien à propos de ça. Personne.

De la violence relationnelle (blesser en usant de tactiques telles la mise à l'écart, la diffusion de mensonges et de rumeurs, discréditer pour manipuler les relations avec les pairs) ont été fréquemment rapportées. Les filles tentaient de se débrouiller dans leurs relations de manière à retrouver du pouvoir personnel et à déterminer ce qui serait un « degré acceptable de violence » ou des degrés de violence qu'elles avaient l'impression de pouvoir tolérer. Plusieurs filles ont indiqué qu'elles ont changé afin de s'adapter à un environnement harcelant ; elles ont ainsi restreint leurs déplacements, par exemple en n'empruntant pas certains couloirs à l'école. Aux questions sur leurs expériences et qui en était responsable, leurs réponses font état d'une diminution de leur intégrité. Elles se demandaient si leurs perceptions étaient réelles ou si elles avaient encouragé les comportements de harcèlement. Leur estime d'elles-mêmes baissait à mesure qu'elles en venaient à douter de leurs propres interprétations de leurs expériences et que les autorités minimisaient celles-ci. Finalement, ces filles et ces jeunes femmes se retrouvaient démoralisées et vivaient un sentiment d'impuissance.

La vie dans un « royaume de garçons »

Les participants masculins étaient plus sensibles aux déséquilibres de pouvoir basés sur la taille physique, l'âge, l'autorité et les compétences sportives. L'intimidation (bullying), l'agression et le harcèlement étaient utilisés fréquemment comme moyens d'obtenir du pouvoir et du contrôle sur les autres. Les participants masculins envisageaient les jeux de pouvoir comme « faisant partie de la vie ». Protéger et maintenir leur image macho était important pour eux et ils avaient développé des stratégies pour manipuler le pouvoir à leur avantage. Un garçon de 10 ans note ainsi

Les gars plus vieux peuvent t'écoeurer parce qu'ils sont plus grands et plus forts que toi, alors ils peuvent te battre ou te faire n'importe quoi, et ils connaissent de meilleures insultes. Ils pensent que, puisqu'ils sont plus vieux, ils peuvent faire ce qu'ils veulent.

Certains jeunes hommes se targuaient d'être « grand protecteur » des filles, celles-ci ayant besoin d'être protégées des autres gars. Pour eux, il fallait acheter des choses pour les filles, les nourrir et les sortir ; certains commentaires étaient carrément dépréciatifs avec de leurs remarques comme : « C'est comme avoir un chien ». Certains se vantaient de leurs « conquêtes » de fin de semaine et ont indiqué qu'à leur avis il était permis de se moquer des filles avec lesquelles ils sortaient, devant elles et devant les autres.

Les discours du risque et du défi

Les filles, dans cette étude, ont décrit plusieurs conduites de leur part qui les avaient placées en situation de danger, de défi et de risque. Même si elles savaient que certaines des activités dans lesquelles elles s'étaient engagées étaient risquées (consommation d'alcool, de drogues, sexe sans protection), ces jeunes femmes croyaient avoir des stratégies qui les protégeraient de toute conséquence négative. Ce sentiment d'invulnérabilité est bien illustré par une phrase de l'une

d'elles, « Je sais ce que je peux faire quand je suis saoule, alors je ne fais jamais rien de niais ». Encore une fois, une illusion de « risque protégé ». Dans un groupe-focus, par exemple, une jeune femme a indiqué qu'elle ne sortirait qu'avec des gars qu'elle connaissait et à qui elle faisait confiance. Cette confiance est en contradiction avec les résultats des recherches qui indiquent que la plupart des femmes sont agressées sexuellement par quelqu'un qu'elles connaissent et que le viol dans les relations amoureuse (date-rape) est surtout répandue dans le groupe des adolescents et des jeunes adultes. Une jeune femme de 16 ans déclara dans le groupe qu'elle se protégeait en s'assurant qu'une amie l'accompagne à des parties. Une autre jeune femme a montré l'inefficacité potentielle de cette stratégie en racontant être partie à la recherche de son amie dans une chambre et avoir été obligée de la regarder se faire agresser sexuellement. Ces jeunes femmes ont déclaré que les gestes de violence n'étaient pas souvent rapportés parce que les conséquences pour elles étaient très graves et que l'aide qu'elles pouvaient trouver inadéquate. Si ces incidents étaient rapportés, les filles auraient alors à avouer à leurs parents qu'elles buvaient de l'alcool ou qu'elles n'étaient pas à l'endroit où elles auraient dû se trouver.

Le combat quotidien pour survivre ou comment la violence se normalise dans la vie des filles

Des filles ont mentionné que leurs expériences de harcèlement étaient minimisées de façon manifeste ou subtile, tant par elles-mêmes que par les autres. Une fille de 16 ans éprouvait ainsi de la difficulté à nommer son expérience :

Je pense au gars qui m'a touchée quand je ne voulais pas être touchée, je pense que c'était du harcèlement sexuel. Je ne pense pas que celui qui... Je pense que ça devait être comme du harcèlement mais c'est arrivé seulement une fois. Je ne suis pas trop sûre de ce que cela peut être. Mais je ne pense pas que j'ai été réellement harcelée. J'ai fait rire de moi mais ça c'est une affaire difficile chez les jeunes.

Les filles envisageaient également les commentaires harcelants faits par leurs pairs comme acceptables, jouant le jeu ou en riant. La phrase : « c'est rien qu'une joke » était utilisée communément pour justifier des comportements de harcèlement. Les filles indiquaient que réagir aurait pu en faire plus que ce que c'était supposé signifier. Cette façon de faire habituelle servait à normaliser la violence. Une dissidente isolée du thème « juste une plaisanterie » était une jeune de 13 ans dans un groupe-focus qui disait en pleurs :

Ils ont ri de moi pendant dix mois. Et j'ai pleuré chaque jour pendant dix mois. Pleuré et ils se sont moqués de moi. J'étais nouvelle ici, nouvelle au Canada. Ils ont beaucoup ri de moi. Et maintenant, je ne peux pas trouver d'endroit où j'ai envie de vivre. Je ne peux pas trouver d'endroit où je vivrai en paix.

Certaines filles ont développé un sentiment de leur propre méchanceté, croyant qu'elles étaient responsables d'une certaine manière de la violence commise à leur endroit. D'autres ont choisi d'ignorer le comportement, espérant seulement qu'il va cesser. Quelques filles ont indiqué avoir pensé que si elles pouvaient se changer elles-mêmes, elles pourraient changer le comportement harcelant, comme si elles en étaient responsables.

Lorsqu'on leur demandait de rapporter le harcèlement sexuel, il était clair qu'elles envisageaient peu de conséquences pour ceux qui l'avaient commis. Des commentaires comme « Les garçons sont des garçons » ou « Ignore-le », ou « Tu as seulement à ne pas jouer avec eux » servent à réduire les filles

au silence. De telles réponses véhiculent le message que ces comportements de harcèlement ne sont pas sérieux et sont acceptables. Quand elles étaient capables de parler pour elles-mêmes et de nommer le harcèlement, les filles recevaient le sobriquet de « rats » ou elles se faisaient agacer plus souvent encore. Un échange qui a eu lieu dans un groupe-focus de filles de 11-15 ans :

... et les parents pensent que les enfants s'en sortiront facilement. C'est vraiment dur quand c'est partout dans l'école et que tu es en plein au milieu de ça. Les gars peuvent te sauter dessus et te pogner un sein. On est allées le dire au directeur et on a eu des problèmes. Qu'est-ce que tu es supposée faire ? Juste rester là et les laisser faire ?

Cette absence d'intervention véhicule le message que les adultes en position de confiance et d'autorité excusent ces comportements. Le fait que les adultes manquent à répondre à ces situations rendait les jeunes filles impuissantes et leur donnait une impression d'inanité (que leurs efforts étaient vains).

ENCOURAGER LA RÉSISTANCE

On peut encourager les filles à résister au harcèlement sexuel. Il est important de souligner que ceci n'est pas la même chose que placer la responsabilité du harcèlement sexuel sur les filles et les jeunes femmes. Ce sont plutôt des façons pour elles de se sentir moins impuissantes et plus en contrôle alors qu'elles font face à des attaques incessantes à leur intégrité.

Il est essentiel que les filles et les jeunes femmes témoignent de leurs expériences et parlent de leur réalité en leur propre nom. Cacher ce qu'elles ont vécu et garder des secrets les garderont piégées dans des situations où elles sont rabaissées et déconsidérées. Nous devons apprendre aux filles et aux jeunes femmes à devenir « habilement » résistantes. Elles ne peuvent se permettre de croire naïvement à la notion d'invulnérabilité. Il nous incombe aussi de reconnaître les réalités sociales et politiques très dures et d'apprendre aux filles et aux jeunes femmes à reconnaître et nommer les mécanismes subtils ou manifestes d'une société patriarcale où les garçons et les hommes bénéficient d'un plus grand pouvoir et de privilèges.

Assurer la présence de lieux sécuritaires (*safe-space*) pour les filles encouragera cette résistance. Dans ces lieux où elles sont en contrôle et libres de partager leurs sentiments et leurs expériences, leurs témoignages se trouveront validés sans jugement. Dans de tels espaces, elles peuvent élaborer des stratégies permettant de résister et de surmonter la violence dans leurs vies.

RÉSUMÉ

Nos résultats montrent clairement la nature à la fois répandue et sexuée du harcèlement dans la vie des filles. Les filles expriment leur vision d'une autre manière de vivre. Elles suggèrent que le respect mutuel dans les relations est la clef du changement. Le journal de deux jeunes filles aborde ce thème de manière poignante. L'une d'elles, de 13 ans, écrivait :

Le respect, c'est quand quelqu'un t'écoute et quand quelqu'un t'aime pour ce que tu es et non pour ce que tu possèdes, ou pour les habits que tu portes. Le respect, c'est quand tu ne franchis pas la limite. Le respect, c'est quand quelqu'un ne te fait pas sentir mal à l'aise. Le respect, c'est quand quelqu'un ne te met pas en mauvaise position.

Une autre de seize ans utilisa le mot respect comme acronyme :

R	Répercuté de personne à personne.
E	Mérité (<i>earned</i>).
S	Sacré. Contact sacré entre les humains qui nous permet d'interagir en paix.
P	Positivité. Approche positive nécessaire à l'expression du respect.
E	Essentiel. Sans lui on ne peut communiquer.
C	Prendre soin (<i>caring</i>) est nécessaire.
T	Dit (<i>told</i>). Manifestement, ce n'est pas assez dit.

CONCLUSIONS

Cette étude montre que le harcèlement sexué est une violence de tous les jours. Il peut s'exprimer de multiples façons mais il agit toujours pour renforcer la structure oppressive des normes dominantes qui assignent une valeur aux personnes à partir de leur identité sociale. La domination des hommes est un élément standard de cette structure. De même pour le racisme. Ces vérités résonnent dans les mots de ces jeunes qui nous ont ouvert une petite fenêtre sur leur vie.

Les jeunes, filles et garçons, apprennent que notre société approuve l'utilisation de « degrés acceptables de violence » afin de négocier son pouvoir personnel et social. Qu'une personne devienne victime ou auteur de « degré acceptable de violence » est surtout, mais non exclusivement, déterminé par le genre. Être défini comme « autre » dans cette hiérarchie, de quelque façon que ce soit, crée de toute façon une vulnérabilité au harcèlement. Être une fille et être, d'une façon ou d'une autre, hors des normes culturelles dominantes crée une vulnérabilité encore plus grande.

Notre étude met à jour la tyrannie des jugements qui agissent, de concert avec le genre, pour déterminer la place assignée à chaque fille et chaque garçon dans une hiérarchie de valeur, invisible mais agissante. La race émerge comme un facteur signifiant dans cet ordonnancement. Il sera important d'explorer plus avant comment des caractéristiques telles que le handicap ou l'orientation sexuelle influencent la perception par leurs pairs des filles et des garçons et comment cela affecte leur sentiment de valeur personnelle.

En se concentrant sur le genre, cette étude a montré que la capacité de toutes les filles à réaliser leur potentiel économique, social, politique et culturel alors qu'elles deviennent des femmes est inhibée par le traitement inégal qu'elles rencontrent au quotidien dans les formes de violences « genrées ». Peu de choses ont changé depuis que Simone de Beauvoir a écrit son traité classique sur la condition féminine, « Le deuxième sexe ». Les garçons sont toujours socialisés à voir et à traiter les filles comme « autres » et les filles intègrent toujours cette image d'elles-mêmes. La nécessité d'accepter les qualités personnifiées dans « l'autre » et de respecter la diversité se trouve à mi-chemin entre un statu quo, où nous nions aux filles la possibilité s'accepter entièrement dans ce qu'elles sont, et un idéal d'égalité entre les genres.

Références

American Association of University Women Educational Foundation (AAUW) (1993). *Hostile hallways: The AAUW survey on sexual harassment in America's schools*, Washington, D.D., AAUW.

Berman, H. et Jiwani, Y. (2002). *In the best interests of the girl child*, London, Ontario: Centre for Research on Violence Against Women and Children.

Berman, H., McKenna, K., Traher Arnold, C., Taylor, G., & MacQuarrie, B. (2000). Sexual harassment : Everyday violence in the lives of girls and women, *Advances in Nursing Science*, 22(4), 32-46.

de Beauvoir, S. (1952). *The second sex*, New York, NY: Alfred Knopf, Inc.

Jiwani, Y., Gorkoff, K., Berman, H., Taylor, G., Vardy-Dell, G., & Normandeau, S. (1999). *Violence prevention and the girl child: Final report*, Ottawa, Ontario, Status of Women Canada.

Larkin, J. (1994). *Sexual harassment: High school girls speak out*, Toronto, Ontario, Second Story Press.

Staton, P., & Larkin, J. (1993). *Sexual harassment: The intimidation factor*, Toronto, Ontario, Green Dragon Press.

II - Les programmes de prévention en milieu scolaire et dans la communauté

Prévenir la violence à l'égard des filles et des jeunes femmes : les programmes doivent-ils souligner le genre ?

LESLIE M. TUTTY¹

CATHRYN BRADSHAW¹

Les garçons et les filles, les hommes et les femmes, peuvent tous être victimes de violence. Personne ne mérite d'être abusé et nous devons continuer à explorer des façons de prévenir toutes les violences. Toutefois, les filles et les femmes sont les principales cibles de plusieurs formes de violence incluant la violence dans les relations amoureuses, les agressions sexuelles, les abus sexuels et le harcèlement sexuel. Le Centre national de prévention du crime du Canada (2000) décrit ces formes de violence comme « fondées sur le genre ». La violence fondée sur le genre se retrouve tant dans la sphère privée (famille, relations intimes) que dans la sphère publique (école, communauté) (Centre national de prévention du crime, 2000).

Qu'est-ce qui cause la violence ? Un déséquilibre de pouvoir est le principal facteur dans toutes les formes de violence interpersonnelle et d'abus (Roher, 1997; Sudermann, Jaffe et Schieck, 1996). Le Centre national de prévention du Crime (2000) suggère que la violence fondée sur le genre se développe quand les attitudes sociétales, les comportements et les institutions soutiennent le pouvoir traditionnel masculin. Un tel déséquilibre de pouvoir entre les hommes et les femmes laisse les femmes et les filles vulnérables face aux crimes de violence et d'abus. La peur que vivent de nombreuses femmes et filles tend encore (seulement?) à renforcer l'inégalité des genres dans la société canadienne, renforçant un sentiment d'impuissance et limitant les possibilités d'action des filles et des jeunes femmes dans les lieux privés comme dans les lieux publics (Berman, Straatman, Hunt, Izumi et MacQuarrie, 2002).

Cette communication présente une vue d'ensemble des programmes de prévention de la violence en milieu scolaire, pour lesquels nous avons des données empiriques et se demande si et comment le genre doit être pris en compte et reconnu dans les stratégies de prévention de la violence.

ÉCOLE ET PROGRAMMES DE PRÉVENTION DE LA VIOLENCE

Les programmes de prévention de la violence sont une des façons importantes d'agir face aux situations abusives et d'y intervenir de manière à ce que la violence ne survienne pas ou que ses effets soient minimisés. De tels programmes de prévention peuvent s'adresser à l'ensemble d'une population (prévention universelle ou primaire), à un groupe considéré « à risque » (prévention secondaire) ou à un groupe vivant déjà la violence, soit comme auteurs ou comme victimes (prévention tertiaire). Dans cette présentation, notre attention sera principalement dirigée vers les programmes universels en milieu scolaire de prévention de la violence, c'est-à-dire ceux qui ciblent tous les enfants et les jeunes et qui sont offerts en milieu scolaire. Arrêter la violence avant qu'elle ne se produise est le but premier de tous les programmes de prévention universels. Les programmes en milieu scolaire sont généralement basés sur le principe que l'éducation peut changer la sensibilité et les connaissances face aux situations de violence, enseigner des habiletés apprentissages (et peut-être changer les comportements) ainsi que redonner du pouvoir aux enfants et aux jeunes.

On assiste à la multiplication des programmes de prévention en milieu scolaire dans les trente dernières années, au sujet de la violence à l'école, de l'intimidation (*bullying*), des abus sexuels, de la

¹ RESOLVE Alberta (Recherche et éducation pour des solutions à la violence), University of Calgary.

violence dans les relations amoureuses, de la discrimination, du harcèlement sexuel, des agressions sexuelles et de l'exploitation sexuelle des enfants et des jeunes. Toutefois, il est souvent difficile pour le personnel enseignant et pour les autres d'identifier quels programmes sont efficaces. Dans une récente étude auprès du personnel d'une école Calgary (Tutty et Nixon, 2000), alors qu'à peu près la moitié des 354 individus ayant répondu ne percevaient pas de problèmes ou de manquements dans le choix des programmes de prévention, l'autre moitié (179 répondants) mentionnaient plusieurs préoccupations, incluant un manque d'information sur les programmes de prévention de la violence (58 réponses). D'autres problèmes incluaient le manque de coordination (18 réponses), le trop grand nombre de programmes parmi lesquels choisir (14 réponses), un manque d'information à propos de ce qui est efficace et approprié (13 réponses) et un manque de continuité et de cohérence (9 réponses).

NOTRE PROJET

L'objectif premier du projet était de développer un guide pour aider les écoles et les agences communautaires à faire des choix informés quant aux programmes de prévention ciblant les crimes contre les filles et les femmes ainsi que suggérer des stratégies d'évaluation de base de manière à ce que le personnel enseignant puisse suivre l'impact de leur travail.

Nous avons cherché des programmes de prévention en milieu scolaire pour lesquels il se trouvait des données empiriques dans diverses sources : les journaux académiques, internet, plus de 100 commissions scolaires canadiennes, des associations d'enseignants et le bouche à oreille, recueillant ainsi de l'information sur plus de 250 programmes. Même si notre principale tâche était d'identifier les programmes pour lesquels il existait des données empiriques, nous étions aussi intéressés par ceux qui proposaient une approche innovante ou qui ciblaient une population marginalisée telle que les enfants handicapés ou issus de différents groupes culturels spécifiques. Nous avons identifié 79 programmes de prévention ayant des données empiriques au total. Cette présentation portera sur ceux qui visent à intervenir à propos de la violence dans les relations amoureuses, des abus sexuels contre les enfants, du harcèlement sexuel et des agressions sexuelles, toutes formes de violence fondées sur le genre.

Certaines recherches sont plus solides que d'autres. Les meilleures sont publiées. Le processus de publication implique une évaluation par des pairs reconnus académiquement ; les articles sont souvent revus et améliorés par le processus de révision. Des protocoles de recherche évaluative forts incluent l'usage de tests *a priori* et *a posteriori* (pré-tests, post-tests), de façon à ce que l'on puisse estimer si les attitudes des étudiants, leurs connaissances et leurs comportements ont changé après les programmes. Un autre élément important est l'inclusion de groupes contrôle ou de comparaison (avec des étudiants qui n'ont pas participé au programme) de manière à ce que l'on puisse identifier si c'est le programme qui a fait la différence. Nous avons également inclus des évaluations dont les résultats étaient moins clairement interprétables tels ceux avec tests *a priori* et *a posteriori* mais sans groupe contrôle. Les enquêtes de satisfaction des clients fournissent d'importantes informations sur les programmes mais ils sont si souvent élogieux qu'ils ne permettent pas de savoir si les programmes fonctionnent. Malgré tout, nous avons inclus des programmes avec ce type d'évaluation « progressive ». Les programmes indiqués en gras dans les tableaux 1 et 2 sont des programmes canadiens. Une description approfondie et les informations quant aux contacts sont disponibles sur le site Web pour tous les programmes.

Chacune des sections qui vont suivre identifie un type de violence fondée sur le genre, fournissant de l'information sur la mesure dans laquelle elle est fondée sur le genre, sur ses effets ainsi qu'une

vue d'ensemble du protocole et des projets de recherches en évaluation des programmes de prévention qui ont été développés à son sujet.

LES PROGRAMMES DE PRÉVENTION DE LA VIOLENCE DANS LES RELATIONS AMOUREUSES

La violence dans les relations amoureuses n'est pas rare. La violence dans les relations amoureuses des adolescents est semblable à la violence entre partenaires adultes en ce qu'elle se produit selon un continuum s'étendant de l'abus verbal et psychologique à l'agression sexuelle et le meurtre. Dans une étude canadienne dirigée par Lavoie, Robitaille et Hébert (2000), la violence dans les relations amoureuses incluait des menaces de mort, de la violence psychologique, du dénigrement et des insultes, un excès de contrôle, des atteintes à la réputation et du harcèlement suite à séparation. Même si tant les jeunes gens que les jeunes femmes peuvent agir de façon violente, la violence que subissent les jeunes femmes de la part des jeunes hommes est plus importante et plus grave.

Price et ses collègues (2000) ont étudié la violence dans les relations amoureuses chez environ 1700 jeunes anglophones et francophones du Nouveau-Brunswick (de 11 à 20 ans). Ils ont rapporté des différences significatives quant aux pourcentages d'adolescentes et d'adolescents ayant subi de la violence psychologique et/ou physique, respectivement 22% et 12%, et des abus sexuels, respectivement 19% et 4%. En tout, 29% des adolescentes et 13% des adolescents de l'échantillon ont mentionné la présence de violence dans leurs relations amoureuses.

Le but de la plupart des programmes de prévention de la violence dans les relations amoureuses (voir tableau 1) est d'accroître la connaissance des dynamiques de la violence dans les relations amoureuses et ce qui pourrait être fait pour éviter de celle-ci. La présentation de connaissances et de savoir-faire permettant de développer des relations saines est un des objectifs de plusieurs programmes même si ces effets sont rarement étudiés. Les résultats de la recherche sur l'efficacité des programmes de prévention de la violence dans les relations amoureuses à changer des attitudes inappropriées qui favorisent la violence et à réduire la violence physique, sexuelle et psychologique dans les relations amoureuses ont été mitigés. Changer les attitudes apparaît notamment un plus grand défi que d'autres cibles de résultats. Souvent des changements d'attitude significatifs ne surviennent que la deuxième année du programme pour les jeunes femmes et la troisième pour les jeunes hommes.

Tableau 1 : Programmes de prévention de la violence dans les relations amoureuses chez les jeunes

PROTOCOLES PUBLIÉS AVEC GROUPE CONTRÔLE OU DE COMPARAISON Dating Violence Intervention & Prevention for Teenagers Expect Respect: Promoting Safe and Healthy Relationships for All Youth Safe Dates Skills for Violence-Free Relationships (pas de différence entre groupe-contrôle et groupe de prévention)) STOP/VIRAJ (français)² PROTOCOLES NON PUBLIÉS AVEC GROUPE CONTRÔLE OU DE COMPARAISON Healthy Relationships: A Violence-Prevention Curriculum What's Love Got To Do With It? (Croix-Rouge canadienne)

² Les programmes en caractère « gras » sont canadiens.

Women and Violence: Education is Prevention (SWOWA)

PROTOCOLES PUBLIÉS AVEC TESTS PRÉ/POST OU ÉVALUATION PROGRESSIVE

STOP! Dating Violence Among Adolescents

S.T.A.R. (Southside Teens About Respect)

The Fourth « R »

La recherche sur la prévention de la violence dans les relations amoureuses a eu un rôle de leadership quant à l'examen différencié de l'impact des programmes selon le sexe. Quand on les compare aux jeunes hommes, les jeunes femmes tendent à avoir des taux indiquant de meilleures connaissances et attitudes au pré-test et des améliorations plus précises et plus rapides en termes d'attitudes appropriées; elles utilisent plus de violence psychologique au pré-test mais montrent une réduction plus importante au test a posteriori. Les jeunes femmes se montrent aussi plus résistantes à la pression des pairs et au conformisme que les jeunes hommes aux tests a posteriori et dans le suivi.

Tous les programmes de prévention de la violence ne sont pas efficaces. Par exemples, Wisdom, Belamaric, Rohrbeck et Dutton (1999) ont étudié le *High School Domestic Violence Workshop Curriculum*. Dans cette étude bien conçue réunissant plus de 300 étudiants, et utilisant des mesures des résultats sûres et valides, les étudiants dans le programme ne différaient pas significativement de ceux du groupe contrôle quant aux mesures de connaissances, d'attitudes ou d'intentions comportementales qui sont présentes dans les situations de violence dans les relations amoureuses.

LES PROGRAMMES DE PRÉVENTION DE LA VIOLENCE SEXUELLE ENVERS LES ENFANTS

La violence sexuelle envers les enfants est l'utilisation des enfants pour des fins sexuelles. Cette violence prend plusieurs formes, allant des moins intrusives, comme le voyeurisme, au plus intrusives, comme les rapports vaginaux ou anaux. La violence sexuelle envers les enfants est un problème social grave qui traverse tous les groupes sociaux, que ce soit de revenu, de race, de religion ou d'ethnie, ainsi que tous les milieux qu'ils soient ruraux, suburbains ou urbains. Les enfants ayant une incapacité physique ou intellectuelle sont particulièrement vulnérables à la violence sexuelle (Santé Canada, 1997).

La recherche sur la violence sexuelle à l'endroit des enfants est très importante et correspond à celle d'une violence fondée sur le genre. Les études rétrospectives auprès de larges échantillons citent des taux de prévalence de 7% à 36% chez les filles et de 3% à 29% chez les garçons (Finkelhor, 1994). Les victimes peuvent être très jeunes, même des bébés, et on estime que 33% à 50% des abus surviennent avant l'âge de sept ans (Wurtele et Miller-Perrin, 1992). Le document de Santé Canada de 1997 notait que parmi les canadiens adultes, 53% des femmes et 31% des hommes indiquaient avoir été abusés sexuellement durant leur enfance. Les coupables sont le plus souvent connus de la victime, masculins, et adolescents dans 25% des cas.

Les programmes en milieu scolaire de prévention de la violence sexuelle (voir tableau 2) sont devenus un des pivots de l'effort de prévention en réponse aux taux élevés d'abus sexuels envers les enfants et de leurs effets préjudiciables à court ou à long terme (Tutty, 1991). L'objectif de ces programmes est de réduire l'incidence des abus sexuels sur les enfants en leur fournissant les connaissances et les habiletés pour résister à des attouchements inappropriés et pour savoir quoi faire s'il y a eu abus.

Ce que nous savons actuellement sur la prévention de la violence sexuelle envers les enfants est basé sur 30 ans d'expérience et de recherche. Des recensions de ces programmes suggèrent une différence significative quant aux notions acquises par les enfants suite à leur participation (Tutty, 1996 ; Wurtele et Miller-Perrin, 1992). Typiquement, l'acquisition des notions est très faible, en moyenne une ou deux notions.

Des programmes éducatifs peuvent sensibiliser des enfants d'âge scolaire à la question des abus sexuels et leur apprendre à rapporter des abus en cours ou potentiels. Toutefois, ce ne sont pas tous les enfants qui apprennent de ces programmes; non plus que cet apprentissage soit complet (Daro, 1994). Comme le note Tutty (2000), les quelques études qui ont comparé les enfants de différents stades de développement ont trouvé des différences statistiquement significatives quant aux connaissances, les plus jeunes enfants en sachant moins au départ et apprenant moins.

Tableau 2 : Programmes de prévention de l'abus sexuel des enfants

PROTOCOLES PUBLIÉS AVEC GROUPE CONTRÔLE OU DE COMPARAISON Body Safety Training (BST) (Wurtele) Child Abuse Prevention Program (CAPP) Programme ESPACE (français) Feeling Yes, Feeling No Good Touch, Bad Touch Project Trust: Teaching Reaching Using Students and Theater Red Flag, Green Flag People Safe Child Touching : A Child Abuse Prevention Program Who Do You Tell ? PROTOCOLES NON PUBLIÉS AVEC GROUPE CONTRÔLE OU DE COMPARAISON C.A.R.E. (Challenge Abuse Through Respect Education) Kit It's Nor Your Fault (Canadian Red Cross) Talking About Touching (Seattle Committee for Children)
--

La recension de Tutty (1996) signale que cinq études évaluant les effets du genre sur l'apprentissage des notions de prévention des abus sexuels n'ont trouvé aucune différence significative quant aux savoirs moyens des garçons et des filles après les programmes. Deux autres études indiquent que les filles apprenaient et renaient plus de notions. Finkelhor, Asdigian et Dziuba-Leatherman (1995) ont trouvé que les filles exprimaient plus de satisfaction vis-à-vis des programmes.

LES PROGRAMMES DE PRÉVENTION DU HARCÈLEMENT SEXUEL

Le harcèlement sexuel vise à abaisser, embarrasser, humilier ou contrôler une autre personne par des allusions à son sexe ou à son orientation sexuelle (Boland, 1996). La plupart des écrits sur le harcèlement sexuel ont porté sur les femmes en milieu de travail ou sur les étudiants universitaires, avec très peu de pertinence pour les jeunes filles et les fillettes (CRI-VIFF, 1999). Comme pour la violence dans les relations amoureuses, il a fallu du temps pour reconnaître que les filles et les jeunes femmes subissent de tels abus longtemps avant d'arriver à l'université ou au collège. Berman et ses collègues (2002) caractérisent le harcèlement sexuel comme l'une des formes les plus omniprésentes et les plus répandues de violence fondée sur le genre, à laquelle plusieurs jeunes filles doivent faire face quotidiennement.

Certains concepteurs de programmes reconnaissent le harcèlement sexuel et d'autres formes de harcèlement comme une extension des comportements de moquerie ou de *bullying* et comme un prélude à des violences dans les relations amoureuses adolescentes et à de la violence envers les femmes à l'âge adulte (Stein *et al.*, 1995). Le harcèlement sexuel a été caractérisé comme la porte d'entrée ou le terrain d'entraînement pour les enfants et les jeunes permettant la légitimation et la normalisation de la domination et de la violation des femmes par les hommes et la soumission des femmes à cette victimisation (Berman *et al.*, 2002), c'est-à-dire ce qui articule, renforce et établit fermement l'inégalité de genre. Le message transmis aux filles est qu'elles ont moins de valeur et qu'elles sont dans une position subordonnée dans le schéma social dominé par les mâles. (Alliance des cinq centres de recherche sur la violence, 1999).

Certains programmes de prévention du harcèlement sexuel commencent dès la 5^{ème} année mais la majorité sont offerts aux étudiants du secondaire. Plusieurs programmes qui portent principalement sur la violence dans les relations amoureuses et sur l'intimidation (*bullying*) comportent également des éléments de prévention du harcèlement sexuel. Les objectifs des programmes concernant le harcèlement sexuel sont généralement cohérents : accroître les connaissances sur le harcèlement sexuel, son impact sur les individus et sur la communauté scolaire, quelles attitudes et dynamiques soutiennent cette forme de violence et quelles stratégies adopter pour la gérer quand elle se produit. On retrouve aussi une attention aux politiques scolaires visant à changer des aspects de la culture scolaire qui favorisent, ouvertement ou non, la violence dans ses diverses formes. Un tel objectif reflète une compréhension de l'environnement scolaire comme miroir de la société avec ses opinions et ses normes qui permettent la propagation de la violence (CRI-VIFF, 1999).

Peu de programmes de prévention de la violence ont été évalués et nous ne savons pas ce qui fonctionne ou non. Le seul programme avec des données scientifiques que nous avons pu identifier était le *Expect Respect : Promoting Safe and Healthy Relationships for All Youth Safe Dates*, s'adressant aux élèves de la 5^{ème} à la 12^{ème} année (Sanchez, Robertson, Lewis, Rosenbluth, Bohman et Casey, 2001). D'autres programmes possiblement prometteurs mais qui n'ont pas encore été évalués sont : *Flirting or hurting*, (6^{ème} à 12^{ème} année), *Sexual harassment : Intermediate curriculum*, *Sexual Harassment in Schools: Recognize It, Prevent It, Stop It*, et *The Joke's Over: Student-to-Student Sexual Harassment in Secondary Schools*, un programme canadien.

LES PROGRAMMES DE PRÉVENTION DES AGRESSIONS SEXUELLES

Les agressions sexuelles sont des attouchements ou des rapports sexuels non consentis, obtenus par la force physique, la menace, l'intimidation et/ou la coercition. Elles prennent de nombreuses

formes : les regards appuyés, le voyeurisme, ou des attouchements sexuels forcés tels des caresses, des rapports sexuels oraux, la pénétration vaginale ou anale (Mathews, 1995). Nous ne connaissons pas la mesure des agressions sexuelles au Canada (2000), près de 24 000 agressions sexuelles ont été rapportées à la police en 1999. Toutefois, comme plusieurs formes de violence, ce nombre ne représente qu'une fraction des incidents qui se produisent quotidiennement dans la vie de plusieurs femmes et filles.

Alors que les agressions sexuelles incluent les abus sexuels faits aux enfants, le harcèlement sexuel, la violence dans les relations amoureuses et les agressions de la part d'étrangers, la programmation préventive dans ce domaine isole les agressions sexuelles comme une entité distincte. Le public cible est traditionnellement composé d'étudiants du collège et de l'université avec peu de programmes pour les étudiants des *middle schools*³ et d'écoles secondaires. Certains reconnaissent maintenant que la prévention des agressions sexuelles devrait débiter dès la 5^{ème} ou la 6^{ème} année. La prévention des agressions sexuelles est parfois intégrée à des programmes sur la violence dans les relations amoureuses et/ou le harcèlement sexuel ou peut être présentée séparément.

Schweve (2002) suggère que l'accroissement de la sensibilité aux agressions sexuelles est un objectif nécessaire mais non suffisant des programmes de prévention. Les programmes incluent l'enseignement de compétences de sécurité personnelle (habituellement de l'autodéfense) visant à réduire le risque d'être agressé sexuellement en évitant les situations à hauts risques. Ils sont le plus souvent dirigés vers les filles et les jeunes femmes. Des habiletés de communication sont également enseignées dans les programmes de prévention des agressions sexuelles ; il n'y a cependant pas d'évidence que ceci soit efficace dans la prévention des agressions sexuelles (Schweve, 2002).

Les programmes de prévention des agressions sexuelles ont été conçus soit pour des groupes de jeunes femmes seulement, pour des groupes de jeunes hommes seulement ou pour des groupes mixtes. Les programmes pour les jeunes femmes se concentrent sur les façons dont les agresseurs agissent, prennent en compte la pression des pairs, la question des spectateurs et les attitudes qui blâment la victime, et visent à augmenter l'assurance et les compétences d'autodéfense (Projet national de prévention du viol et de l'agression sexuelle, 2000). Le fait qu'il s'agisse d'un groupe entièrement composé de femmes permet de débattre plus librement des sentiments et des expériences.

Dans les groupes pour jeunes hommes seulement, les contenus des programmes sur les agressions sexuelles portent généralement sur : 1) les pressions des pairs et de la société encourageant des comportements abusifs, incluant les attitudes qui, tacitement et/ou ouvertement, excusent les agressions sexuelles ; 2) les mythes et stéréotypes au sujet de l'agression sexuelle ; 3) les hommes et les garçons comme victimes ; 4) comment répondre aux filles et aux garçons qui ont été victimisés (Projet national de prévention du viol et de l'agression sexuelle, 2000).

Comme pour les programmes sur le harcèlement sexuel, aucun des programmes s'adressant aux élèves des collèges et plus jeunes n'ont été évalués. Les programmes canadiens incluent *Riposte* et le *Young Women's Anti-Violence Bureau*, tous deux d'Ontario. Les programmes américains incluent *Project Respect, Sexual Harassment in School : Your Rights and Responsibilities* et *Teen-Esteem*.

³ Correspond à la deuxième partie de l'école primaire.

RÉSUMÉ ET COMMENTAIRES

La principale question de cette présentation est de savoir si l'on devrait prendre en compte le genre dans les programmes de prévention de la violence. Étant donné notre choix de porter l'attention sur la violence fondée sur le genre, notre conclusion ne sera sans doute pas surprenante. Nous plaçons clairement pour des stratégies de prévention de la violence qui prennent en compte le genre. Dans les écoles, cette sensibilité au genre devrait prendre deux directions : d'une part, identifier les différences selon le genre quant à ceux qui commettent et ceux qui sont victimes de la violence et, d'autre part, évaluer l'impact potentiellement différent des programmes de prévention de la violence sur les garçons et sur les filles.

La majorité des programmes de prévention ne tiennent pas compte du fait que les jeunes filles et les jeunes femmes sont plus susceptibles d'être victimes de plusieurs formes de violence (Thurston, Meadows, Tutty et Bradshaw, 1999). Comme on l'a mentionné aussi précédemment, plusieurs recherches évaluatives récentes suggèrent que les garçons et les jeunes hommes réagissent différemment des filles et des jeunes femmes (moins de connaissances, des attitudes plus pauvres) après avoir participé aux mêmes programmes. Nous allons développer chacun de ces points.

Lorsque l'on décrit les différentes formes de violence, on devrait clarifier les différences selon le genre quant aux taux de victimes et d'agresseurs, tout particulièrement dans le cas des adolescents-es. Il est important de tenir compte du fait que les garçons et les hommes sont eux aussi victimes d'abus. Les présentateurs devraient éviter de blâmer les hommes en général ou de stéréotyper les hommes comme agresseurs ou les femmes comme victimes. On peut y arriver en soulignant par exemple l'impact de la socialisation dans notre culture où les messages dominants sur ce qu'est un homme ou une femme préparent le terrain pour la violence. Les croyances traditionnelles liées au rôle sexuel selon lesquelles les femmes doivent obéir aux hommes et que les femmes et les enfants sont essentiellement la propriété du partenaire/père sont des exemples de tels messages. Donner aux jeunes une compréhension de la socialisation différenciée selon le genre dans notre culture pourrait sensibiliser à la fois les filles et les garçons à ces messages préjudiciables et les aider à comprendre comment de telles attitudes peuvent amener à la violence. Nous recommandons que tout programme de prévention de la violence et de résolution de conflit avec les jeunes incorpore de l'information sur les stéréotypes et les attentes liés au genre.

Quand des analyses de genre sont menées sur l'impact de différents programmes de prévention de la violence, les résultats montrent souvent que ceux-ci ont des effets différenciés sur les filles et les garçons. Dans plusieurs évaluations des programmes de prévention de la violence dans les relations amoureuses, les garçons et les jeunes hommes avaient une plus mauvaise attitude après le programme qu'avant. Cet effet de rebond résulte fort probablement du sentiment qu'ont ces jeunes hommes d'être blâmés par les descriptions des abus fondés sur le genre.

La recherche menée par Artz et ses collègues en 2000 a montré que les filles et les jeunes femmes obtenaient des scores plus élevés que les garçons du même niveau scolaire, quant aux connaissances pertinentes et aux attitudes sur des sujets comme la violence dans les relations amoureuses, aussi bien avant qu'après les programmes de prévention. Ceci suggère que les programmes anti-violence pour les filles devraient adopter un point de vue différent, si les jeunes femmes connaissent déjà cette information. Les jeunes femmes et les jeunes filles peuvent aussi avoir besoin d'approches différentes à des stades de développement différents de ceux des garçons.

Prévenir la violence doit cibler tous les enfants, à la fois filles et garçons. Nous devons faire un effort concerté pour mieux impliquer les jeunes hommes dans la prévention de la violence à l'endroit des filles et des jeunes femmes, dans une perspective qui permette d'apaiser leur perception d'être blâmé pour l'ensemble de la violence, mais qui ne soit pas non plus neutre selon le genre. Nous avons pas, en ce moment, de données de recherche nous permettant de savoir si le fait de changer le contenu ou le style de présentation permettrait d'obtenir des résultats plus positifs du côté des garçons et des jeunes hommes dans les programmes de prévention de la violence.

Récemment, plusieurs chercheurs et éducateurs ont plaidé pour que des programmes de prévention de la violence soient menés dans des groupes spécifiques selon le genre, étant donné le fait que les façons et les situations où des filles et des jeunes femmes sont violentes diffèrent de celles où des garçons sont violents (Artz *et al.*, 2000 ; Cummings et Leschied, 2001). De plus, les filles et les jeunes femmes jugent plus positifs les groupes spécifiques selon le genre que les groupes mixtes pour des sujets comme la violence dans les relations amoureuses, le harcèlement sexuel et les agressions sexuelles (CRI-VIFF, 1999). De façon anecdotique, des représentantes de différents programmes canadiens de prévention de la violence dans les relations amoureuses ont reçu des réactions positives de la part de jeunes hommes quand ils ont changé pour des groupes séparés selon le genre où les garçons ont appris les effets des stéréotypes sexuels traditionnels sur les jeunes femmes. Des programmes tels que *Making waves* du Nouveau-Brunswick qui ramènent ensuite les groupes séparés pour une discussion en commun, soulèvent également beaucoup d'intérêt.

Nous ne suggérons pas que tous les programmes de prévention soient offerts séparément mais plutôt de procurer à la fois des espaces de discussion spécifiques selon les genres et des espaces mixtes, spécialement pour les adolescents. Ceci peut permettre de prendre en compte les besoins différents des filles et des garçons, tout en maintenant des occasions pour que chacun puisse aussi apprendre des intérêts et des expériences de l'autre.

Références

- The Alliance of Five Research Centres on Violence (1999). *Violence prevention and the girl child: Final report*. London, ON.
- Artz, S., Riecken, T., MacIntyre, B., Lam, E., & Maczewski, M. (2000). Theorizing gender differences in receptivity to violence prevention programming in schools. *The B.C. Counsellor*, 22, 1, 2-30.
- Berman, H., Straatman, A., Hunt, K., Izumi, J., & MacQuarrie, B. (2002). Sexual harassment: The unacknowledged face of violence in the lives of girls. In H. Berman & Y. Jiwani (Eds.), *In the best interests of the girl child* (pp. 15-44). London, ON: The Alliance of Five Research Centres on Violence.
- Boland, P. (1995). *Gender stereotypes: The links to violence*. Newton, MA: WEEA Publishing Center.
- CRI-VIFF (Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes) (1999). Quebec report. in the Alliance of Five Research Centres on Violence (Eds.), *Violence prevention and the girl child: final report* (pp. 26-50). London, ON: Alliance of Five Research Centres on Violence.
- Cummings, A.L., & Leschied, A.W. (January 2001). Understanding verbal and physical aggression by adolescent women. *Research Bulletin: News from the Advisory Board of the Centre for Research on Violence Against Women and Children*, 1, 1, 1-2.

- Daro, D.A. (1994). Prevention of child sexual abuse. The future of children: *Sexual abuse of children*, 42(2), 198-223.
- Finkelhor, D. (1994). The international epidemiology of child sexual abuse. *Child Abuse & Neglect*, 18 (5), 409-417.
- Finkelhor, D., Asdigian, N., & Dziuba-Leatherman, J. (1995). The effectiveness of victimization prevention instruction: An evaluation of children's responses to actual threats and assaults. *Child Abuse & Neglect*, 19 (2), p.141-153.
- Lavoie, F., Robitaille, L., & Herbert, M. (2000). Teen dating relationships and aggression: An exploratory study. *Violence Against Women*, 6(1), 6-36.
- Mathews, F. (1995). *Making the decision to care: guys and sexual assault*. Ottawa, ON: National Clearinghouse on Family Violence, Healthy Communities Division, Centre for Healthy Human Development, Health Canada. Disponible en ligne à : <http://www.hcsc.gc.ca/hppb/familyviolence/childsa.htm>.
- National Crime Prevention Centre (2000). *Policy framework for addressing personal safety issues concerning women and girls*. Disponible en ligne à : <http://www.crime-prevention.org/english/publications/women/page2.html>
- National Crime Prevention Centre (2001). *Level 5: School*. Ottawa, ON: Justice Canada. Disponible en ligne à : http://www.crime-prevention.org/english/publications/children/family/level5_e.html
- National Rape and Sexual Assault Prevention Project (2000). *Drawing the line: a guide to developing effective sexual assault prevention programs for middle school students*. Washington, DC: The American College of Obstetricians and Gynecologists. Disponible en ligne à : http://www.acog.org/from_home/publications/drawingtheline/.
- Price, E.L., Byers, E.S., Sears, H.A., Whelan, J., & Saint-Pierre, M. (2000). *Dating violence amongst New Brunswick adolescents: a summary of two studies*. Research Papers Series: Number 2, January, 2000. Fredericton, New Brunswick: Muriel McQueen Fergusson Centre for Family Violence Research.
- Roher, E. (1997). *An educator's guide to violence in schools*. Aurora, ON: Professional Press.
- Sanchez, E., Robertson, T. R., Lewis, C. M., Rosenbluth, B., Bohman, T., & Casey, D. M. (2001). Preventing bullying and sexual harassment in elementary schools: The Expect Respect model. *Journal of Emotional Abuse*, 2(2/3), 157-180.
- Schewe, P.A. (2002). Guidelines for developing rape prevention and risk reduction interventions: Lessons from evaluation research. In P. Schewe (Ed.), *Preventing violence in relationships: interventions across the life span*. Washington, DC: American Psychological Association.
- Statistics Canada (1997). *Uniform Crime Reports II*. Ottawa, ON: Canadian Centre for Justice Statistics Cat. 85-205-XPE.
- Statistics Canada (2000). Crime Statistics 1999. *The Daily*, July 18, 2000. Ottawa, ON: Ministry of Industry.
- Stein, N. (1995). *Sexual harassment in school: the public performance of gendered violence*. Harvard Educational Review, 65, 2, 145-162.
- Sudermann, M., Jaffe, P.G., & Schieck, E. (1996). Bullying: Information for parents and teachers. London, ON: London Family Court Clinic. Disponible en ligne à <http://www.lfcc.on.ca/bully.htm>
- Thurston, W. E., Meadows, L., Tutty, L. M., & Bradshaw, C. (1999). *A violence reduction health promotion model*. Report to Prairie Partners Community Foundation.

- Tutty, L. (1991). Child sexual abuse: A range of prevention options. *Journal of Child and Youth Care, Special Issue*, 23-41.
- Tutty, L. (1996). Prevention education: An integrative review of the research. In C. Bagley & W. Thurston with L. Tutty (Eds.) *Understanding and prevention of child sexual abuse: Volume I*. (pp. 369-389). Aldershot, England: Arena.
- Tutty, L. (2000) What children learn from sexual abuse prevention programs: Difficult concepts and developmental issues. *Research on Social Work Practice*, 10(3) 275-300.
- Tutty, L., & Nixon, K. (2000). *ACAV Youth violence prevention coordinator evaluation- Phase I*. Unpublished research report. RESOLVE Alberta.
- Wisdom, J.P., Belamaric, R., Rohrbeck, C.A., & Dutton, M.A. (August 1999). *Effectiveness of a violence prevention program with a legal emphasis*. Affiche présentée à la 10^{ème} convention annuelle de l'American Psychological Association, Boston, MA.
- Wurtele, S. K., & Miller-Perrin, C. L. (1992). *Preventing child sexual abuse: Sharing the responsibility*. Lincoln, NE: University of Nebraska Press.

Les programmes de prévention de la violence en milieu scolaire ou communautaire : les facteurs qui influencent leur diffusion ou leur adoption par les milieux

SYLVIE NORMANDEAU¹

DOMINIQUE DAMANT²

MARYSE RINFRET-RAYNOR³

La violence est un sujet de préoccupation croissante et personne ne doute de l'importance de prévenir la violence à l'égard des enfants. Les services sociaux et de santé, les écoles et les garderies ont tous un rôle important à jouer en matière de justice sociale en réduisant la violence à l'égard des enfants. Au Québec, des programmes de prévention de la violence ont été mis en place en milieu scolaire ou communautaire, des lieux privilégiés de socialisation pour les enfants et les adolescents en raison de la diversité des personnes qu'ils y côtoient et du temps qu'ils y passent. Beaucoup d'importance a été accordée au développement de programmes d'intervention ou de prévention qui aient des fondements théoriques et empiriques, de même qu'à l'évaluation de l'implantation et des effets de ces interventions (par ex. : Vitaro et Gagnon, 2000). Plusieurs programmes de prévention de la violence ont fait l'objet, ou font encore l'objet, d'une évaluation de leur implantation ou de leur efficacité à modifier les connaissances, attitudes et comportements des jeunes par rapport à la violence. Qu'arrive-t-il à ces programmes de prévention de la violence après qu'ils aient fait l'objet d'une première implantation et d'une évaluation ? Certains programmes ne connaissent pas de diffusion au-delà des quelques milieux dans lesquels ils ont été implantés, d'autres sont largement diffusés et adoptés par de nombreux milieux. La présente étude a pour objectif de décrire les facteurs qui favorisent ou entravent la diffusion de programmes de prévention de la violence à l'intention des enfants et des adolescents à l'école.

Au cours des 20 dernières années, les études sur la diffusion des innovations se sont multipliées, mais elles concernent le plus souvent les programmes de promotion de la santé. Il existe très peu d'études sur la diffusion de programmes de prévention visant des problématiques sociales, et encore moins sur la diffusion de programmes destinés aux écoles. Afin de nous aider à comprendre les facteurs qui favorisent ou entravent la diffusion des programmes de prévention, nous avons élaboré un modèle conceptuel (voir figure 1) qui intègre les éléments de quatre modèles théoriques largement cités dans les travaux sur la diffusion des programmes d'intervention : le modèle classique de diffusion (Rogers, 1983, 1995), l'approche environnementale (Scheirer, 1981), le modèle du marketing social (Martin, Herie, Turner et Cunningham, 1998), et le modèle du maillage (Orlandi, Landers, Weston et Haley, 1990). Le modèle de diffusion des programmes que nous proposons est donc fondé sur ces modèles et sur les études empiriques recensées sur le sujet.

La diffusion d'un programme met en jeu de nombreux acteurs. D'un côté, il y a ceux qui conçoivent, soutiennent et font la promotion du programme. Dans certains cas, les trois rôles sont assumés par les mêmes personnes. De l'autre côté, il y a ceux qui décident d'adopter ou non le programme, les utilisateurs potentiels. La réussite de la diffusion dépend de l'interaction entre ces deux groupes et de la qualité du système de maillage qui se crée. Les travaux antérieurs ont identifié plusieurs facteurs qui peuvent favoriser ou entraver la diffusion d'une innovation et, dans le cas qui nous intéresse, des programmes de prévention de la violence dans les écoles : les caractéristiques du programme (par ex. : qualité scientifique, longueur, coût, complexité), la façon dont l'information

¹ Institut de recherche pour le développement social des jeunes, Université de Montréal.

² Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes, Université Laval.

³ Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes, Université de Montréal.

est véhiculée (par ex. : stratégie d'information, contenu, messenger), le soutien offert à l'organisme au moment de l'implantation d'un programme, les caractéristiques des individus et de l'organisme qui désirent adopter et implanter le programme (par ex. : attitudes, type de processus décisionnel qui prévaut dans le milieu), et les caractéristiques du contexte sociopolitique (la figure 1 présente une liste plus détaillée des facteurs relevés par les divers auteurs consultés). Selon Rogers (1983, 1995), l'utilisateur potentiel prend la décision d'adopter ou non une innovation en fonction de sa perception : 1) des avantages relatifs de l'innovation par rapport aux programmes en cours; 2) de sa compatibilité avec les valeurs, les expériences et les besoins de l'organisation; 3) de la complexité de l'implantation; 4) de l'« expérimentabilité » de l'innovation, c'est-à-dire le fait qu'elle puisse être expérimentée à une échelle réduite; et 5) de sa visibilité, c'est-à-dire le fait que les résultats de l'innovation soient observables.

Le processus de diffusion, quant à lui, est décrit par une succession d'étapes, soit du point de vue des concepteurs, diffuseurs et promoteurs, soit du point de vue des utilisateurs potentiels. À titre d'exemple, le modèle basé sur les principes du marketing social (Martin *et al.*, 1998) se place du point de vue des promoteurs désireux de diffuser une innovation et de l'implanter dans différents contextes. Les promoteurs évaluent les besoins des milieux-cibles par le biais de consultations avec des organismes concernés par le même genre de problèmes, en vue d'identifier avec plus de précision les besoins des utilisateurs potentiels. Ils identifient les milieux-cibles les plus susceptibles d'accueillir leur innovation et adaptent leurs stratégies pour favoriser l'adoption de leur innovation. Avant la diffusion à plus grande échelle de l'innovation, les promoteurs procèdent à un banc d'essai auprès d'un organisme, offrant soutien et supervision tout au long du processus d'implantation. Une fois ce banc d'essai réussi, la voie est tracée pour que la diffusion se fasse dans d'autres milieux-cibles. Les promoteurs offrent également des services de formation, de la rétroaction et des consultations pour faciliter l'implantation de l'innovation, mais aussi pour évaluer son efficacité. Par ailleurs, du point de vue des milieux susceptibles d'adopter une innovation, Rogers (1983, 1995) décrit un processus en cinq étapes. L'utilisateur potentiel prend connaissance de l'innovation, recueille de plus amples renseignements et se forme une opinion personnelle. Sur cette base, il décide d'adopter ou non le programme et prend les mesures nécessaires pour l'implanter. Enfin, il effectue a posteriori une analyse qui, soit confirme la décision initiale d'adopter le programme, soit conduit à son rejet final. De surcroît, Scheirer (1981) insiste sur la capacité de l'organisation à soutenir les changements organisationnels importants qui résultent de l'implantation d'une innovation. Dès que la décision d'adopter une innovation a été prise par l'organisation, des ressources humaines, financières et du temps doivent être alloués pour implanter l'innovation. Pendant la phase d'implantation, les rôles et tâches de chacun sont modifiés pour s'adapter au programme. L'implantation d'une innovation exige donc une adaptation constante de la part des personnes directement impliquées, ainsi que de la rétroaction et de la supervision régulières. Scheirer (1981) met en lumière le rôle déterminant du contexte organisationnel du milieu dans lequel travaillent les utilisateurs potentiels d'une innovation. Il distingue à cet égard trois niveaux de ce contexte organisationnel : 1) la complexité de l'organisation, la structure des processus décisionnels (décentralisée ou centralisée), les caractéristiques des processus de contrôle au sein de l'organisme, les ressources humaines et financières disponibles; 2) le contexte des activités quotidiennes de l'organisme comme les attentes des superviseurs ou coordonnateurs, les normes de pratique et la formation technique ou scientifique des employés; et 3) les caractéristiques individuelles de personnes qui implantent l'innovation dont leur satisfaction professionnelle et l'adéquation entre leurs croyances et attitudes et les objectifs de l'innovation.

Le modèle de diffusion des innovations que nous proposons intègre la perspective de tous les acteurs engagés dans la démarche de diffusion des programmes, qu'ils soient concepteurs,

promoteurs ou diffuseurs du programme ou qu'ils soient des utilisateurs potentiels du programme. Le modèle vise aussi à prendre en compte les influences multiples de natures différentes (caractéristiques du programme, stratégies de diffusion, soutien à l'implantation, caractéristiques de l'environnement sociopolitique, caractéristiques individuelles et caractéristiques des organisations) qui affectent le processus de diffusion, sa qualité et son ampleur.

OBJECTIF

La présente étude a donc pour objectif de décrire, du double point de vue des concepteurs, diffuseurs et promoteurs d'un programme, d'une part, et des écoles l'ayant adopté ou ne l'ayant pas adopté, d'autre part, les facteurs qui favorisent ou entravent la diffusion de quatre programmes de prévention de la violence à l'intention des enfants et des adolescents à l'école.

DESCRIPTION DES PROGRAMMES ÉTUDIÉS

Les programmes étudiés visent tous, directement ou indirectement, la prévention de la violence, et ils ont fait l'objet d'une étude d'évaluation des effets. Il s'agit des programmes *Espace* (par ex. : Hébert, Lavoie, Piché, et Poitras, 1997, 1999; Hébert, Piché, Poitras, Parent, et Goulet, 1999), *Les Scientifines* (par ex. : Cameron, 1991; Chamberland, Théoret, Garon, et Roy, 1995, Théoret, 1988), *Vers le Pacifique* (par ex. : Moreau, 1999; Rondeau, Bowen, et Bélanger, 1999), et *VIRAJ* (par ex. : Lavoie, Dufort, Hébert, et Vézina, 1997; Lavoie, Vézina, Piché, Boivin, 1993, 1995).

Espace a pour objectif la prévention des abus physiques, sexuels et psychologiques envers les enfants. Il s'adresse aux enfants d'âge préscolaire et du primaire, vise à diminuer leur vulnérabilité en leur apprenant à identifier un abus, à se défendre verbalement et physiquement, et à rapporter les tentatives d'abus et les abus. Seules des intervenantes d'un organisme *Espace* peuvent animer le programme (3 rencontres de 20 minutes pour le préscolaire et 1 atelier de 90 minutes pour le primaire). Les moyens utilisés sont des mises en situation, des discussions et l'enseignement de techniques d'autodéfense. Le programme comporte deux autres volets s'adressant aux parents et au personnel scolaire visant à les responsabiliser, à leur apprendre à reconnaître les indices d'abus et à les aider dans leur intervention. Après les activités, les animateurs font un bilan des événements et le communiquent au directeur de l'école. Le coût des ateliers est assumé par l'école, mais des subventions peuvent être disponibles, permettant d'avoir accès à certains ateliers gratuitement. Le cahier d'animation en classe n'est pas disponible et les écoles n'ayant pas d'organismes *Espace* dans leur région ne peuvent recevoir le programme.

Les Scientifines vise indirectement la prévention de la violence en voulant permettre aux jeunes filles de milieux défavorisés d'acquérir davantage de pouvoir sur leur vie. Ce programme a pour objectif de développer des compétences que les jeunes filles n'ont pas acquises en raison de leur socialisation et de les intéresser à poursuivre leurs études dans le domaine des sciences. Ce programme prend la forme d'activités de loisirs scientifiques non-mixtes, où les filles appliquent et développent leur curiosité, leur persévérance, leur jugement, et leur habileté à résoudre des problèmes. Ces activités gratuites sont offertes à des filles de 9 à 12 ans, après les heures de classe (deux heures par jour, du lundi au jeudi), dans le cadre d'une ressource communautaire établie dans un local à proximité de l'école où sont recrutées les participantes. En été, les activités sont offertes du lundi au vendredi (de 9h à 15h) pendant huit semaines.

Vers le pacifique vise à prévenir la violence chez les jeunes en formant les élèves du primaire et du secondaire à la résolution pacifique des conflits et en les amenant à utiliser la médiation comme mode de résolution de leurs conflits interpersonnels. *Vers le pacifique* comporte deux volets : la

résolution de conflits et la médiation par les pairs. Le volet sur la résolution de conflits est constitué d'ateliers en classe qui s'échelonnent sur plusieurs semaines ; il favorise l'acquisition d'habiletés de compréhension, de communication, de jugement et de négociation dans le cadre de conflits. L'implantation du volet sur la médiation par les pairs commence par la création d'un comité de coordination, formé de personnes représentant différentes instances (par ex. : direction, parents, personnel scolaire), qui, en plus de superviser les activités, se charge de former les médiateurs ; ces derniers, une équipe d'élèves-médiateurs, est mise en place en vue d'intervenir dans les conflits à la demande des élèves. La formation de ces médiateurs dure environ neuf heures, réparties sur une ou deux semaines. *Vers le pacifique* est un programme appliqué par le personnel scolaire, préalablement formé aux frais de l'école par l'organisme promoteur du programme (*Centre international de résolution de conflits et de médiation*) ou de manière autodidacte à partir du manuel du programme (en vente libre). Un portrait de l'école est aussi dressé afin de faciliter l'implantation du programme et de pouvoir mesurer ses impacts.

Viraj vise la prévention de la violence dans le contexte des relations amoureuses des jeunes et s'adresse aux élèves de 3^e et 4^e secondaire. *Viraj* consiste en deux ateliers en classe de 60 à 75 minutes animés par deux personnes, de préférence un homme et une femme. Ces ateliers, incluant essentiellement des exercices de mises en situation et des discussions, visent à faire prendre conscience de la violence entre amoureux et font la promotion d'attitudes et de comportements non-violents. Deux autres volets indépendants s'adressent au personnel scolaire et aux bénévoles des services d'écoute afin de les aider dans leur intervention. Le programme peut être donné par le personnel de l'école ou par des intervenants extérieurs. Dans le premier cas, l'école doit faire une demande au ministère de l'Éducation qui formera gratuitement le personnel scolaire. Dans le deuxième cas, des animateurs d'organismes communautaires offrant ce service se rendent dans les écoles pour animer le programme. Les écoles doivent alors en assumer les frais. Le cahier d'animation du programme est disponible gratuitement auprès du ministère de l'Éducation pour toutes les écoles qui le demandent.

MÉTHODOLOGIE

L'étude de cas multiples a été privilégiée comme stratégie principale de recherche (Yin, 1984, 1993). Dans cette optique, des entrevues semi-dirigées ont été réalisées auprès de 28 personnes ayant participé à la diffusion de ces programmes : 4 concepteurs, 8 promoteurs et diffuseurs, 12 intervenants ayant adopté l'un des programmes et 4 intervenants n'ayant pas adopté l'un des programmes.

Les schémas d'entrevue ont été développés à partir des modèles théoriques et des résultats des études antérieures. Ils ont été adaptés aux différentes catégories de personnes interviewées (ex. : concepteurs ou promoteurs, répondants d'écoles ayant adopté ou n'ayant pas adopté), et aux différents programmes, chaque programme ayant ses spécificités. Les informations colligées ont fait l'objet d'une analyse qualitative (Miles et Huberman, 1984). Toutes les entrevues ont été retranscrites puis codifiées selon un modèle mixte (L'Écuyer, 1990) à partir de catégories préexistantes basées sur le modèle conceptuel ou inférées à partir des données.

RÉSULTATS LES FACTEURS INFLUENÇANT LA DIFFUSION DES PROGRAMMES

Dans le but de dresser un portrait général des facteurs influençant la diffusion des programmes de prévention de la violence, les résultats des quatre programmes sont résumés. Un rapport plus complet des résultats est disponible sur demande (Normandeau, Damant et Rinfret-Raynor, 2002).

Les résultats confirment que la diffusion de programmes de prévention de la violence met en jeu de nombreux acteurs qui ont des points de vue différents sur les facteurs qui favorisent ou entravent la diffusion d'un programme. Par ailleurs, les résultats montrent aussi que les répondants identifient des facteurs qui rejoignent les différents éléments présentés dans notre modèle conceptuel, confirmant ainsi la pertinence d'avoir un modèle multifactoriel de la diffusion des innovations qui prenne en compte les caractéristiques des programmes, les stratégies de diffusion, le soutien offert par les promoteurs d'une innovation aux milieux qui adoptent cette innovation, les caractéristiques organisationnelles des milieux susceptibles d'adopter une innovation et les caractéristiques individuelles des individus qui composent cette organisation et, enfin, le contexte sociopolitique.

Au sujet des caractéristiques du programme : Les deux groupes d'acteurs (concepteurs, promoteurs d'une part et répondants ayant adopté ou non un programme) insistent sur le fait que la *qualité scientifique* (fondement théorique, études évaluatives) et la *compatibilité* entre les objectifs du programme et les besoins de l'école sont des facteurs qui favorisent sa diffusion. Cependant, du point de vue des répondants des écoles, les *impacts positifs visibles* dans les écoles où le programme a été implanté l'emportent sur les études évaluatives. Les concepteurs considèrent la *pertinence sociale* du problème ciblé (la violence), la *souplesse du programme*, sa *popularité et sa visibilité* (ses résultats sont observables) comme des facteurs favorables à la diffusion. Quant aux répondants des écoles, ce sont les *caractéristiques spécifiques du programme*, c'est-à-dire les *objectifs*, la *qualité du matériel* (attrayant), la *valeur pédagogique*, la *longueur* (nombre de sessions), et la *facilité d'utilisation* (nécessité d'une longue formation ou non) qui entrent surtout en ligne de compte dans leur décision d'adopter ou non le programme. Le *coût* du programme entre également en ligne de compte, affectant cette fois négativement la décision.

Au sujet des caractéristiques des concepteurs : Les deux groupes de répondants partagent l'avis que la *réputation* des personnes qui ont conçu le programme ou qui en font la promotion, la *qualité du matériel* utilisé pour la publicité, et surtout la *qualité des interactions* amorcées par les promoteurs favorisent la diffusion et l'adoption du programme. Les concepteurs sont plus susceptibles, pour leur part, d'identifier l'importance d'exprimer un *intérêt réel à l'égard de la prévention de la violence*. Ils notent également l'importance d'obtenir *l'appui de groupes* (groupes communautaires, organismes de financement, promoteurs-clés) pour favoriser la promotion du programme. De leur point de vue, il est évident que le *soutien financier* joue un rôle crucial à tous les stades de l'existence d'un programme et pas seulement au stade de sa conception. Pour les répondants des écoles, la disponibilité d'un *soutien technique*, d'une *supervision* et de *consultations* pendant qu'ils implantent l'innovation et aussi par la suite affectent favorablement la décision d'adopter un programme.

Au sujet des caractéristiques des écoles : Bien que les concepteurs n'aient pas systématiquement identifié les caractéristiques des écoles qui influencent l'adoption de leur programme, plusieurs répondants des écoles l'ont fait. Selon ces derniers, les *attitudes des personnes envers la prévention de la violence*, leur *intérêt* et leur *engagement personnel* jouent un rôle déterminant dans la décision d'adopter le programme. Les répondants du milieu scolaire insistent aussi sur l'importance du *soutien de la part de la direction de l'école*, et des *moyens* réels qu'elle met en œuvre pour faciliter l'implantation du programme. Ils soulignent aussi le *manque de temps* qui explique leur manque apparent d'engagement dans la mise en place d'un programme. Les écoles ayant désigné une personne responsable du programme au sein de leur école (un *champion du programme*) ont permis une implantation plus harmonieuse du programme et favorisé un plus grand engagement de la part du milieu.

CONCLUSIONS

Malgré le caractère exploratoire de cette étude, les résultats confirment certains éléments du modèle théorique en montrant l'importance des facteurs suivants pour la diffusion des programmes : la qualité du programme; les moyens utilisés pour faire connaître, implanter et diffuser le programme; le soutien offert à l'école lors de l'implantation; les attitudes du personnel des écoles; et les ressources financières disponibles pour les concepteurs, promoteurs, et diffuseurs d'une part et les écoles d'autre part.

Du côté des concepteurs, promoteurs et diffuseurs, les facteurs les plus déterminants sont le contexte social, le fonctionnement interne de l'école, les différentes stratégies qu'ils utilisent pour favoriser la diffusion de leur programme, de même que les appuis d'organismes gouvernementaux, communautaires ou privés qu'ils obtiennent (particulièrement au plan financier). La présence de groupes d'appui et leur contribution financière signale la nécessité d'un financement adéquat à toutes les étapes de l'existence d'un programme, de sa conception à sa diffusion.

Du côté des répondants des écoles, les caractéristiques des programmes sont très importantes : qualité scientifique (théorie, rigueur), simplicité, thèmes, objectifs et modalités qui cadrent avec leurs besoins. Même si les répondants des écoles ne semblent pas accorder une importance aussi grande que les concepteurs au fait que le programme ait fait l'objet d'une évaluation, ils mentionnent l'importance de son impact positif observable, que ce soit dans une école où le programme est déjà implanté (pendant leur prise de décision) ou dans leur propre école (pendant l'implantation). De plus, les répondants des écoles considèrent qu'un soutien apporté par les concepteurs ou les promoteurs d'un programme favorise l'implantation. Le coût des programmes, en plus de nuire au moment de la prise de décision, semble être lié à presque tous les facteurs. En effet, la décision d'adopter ou de laisser tomber un programme est prise dans le contexte d'un budget limité, où un ordre de priorité doit être élaboré. Enfin, les attitudes des individus, leur degré d'engagement et leurs initiatives pour faciliter l'implantation semblent être déterminants. Le manque d'engagement, souvent causé par le manque de temps du personnel scolaire, pourrait être pallié en désignant une personne responsable du programme à l'intérieur de l'école. En effet, ces «champions de programme» ont donné de bons résultats dans toutes les écoles qui en avaient un.

Nos résultats confirment que bien que les concepteurs et les utilisateurs partagent le même point de vue à certains égards, leur perception est différente à d'autres égards. Ces résultats confirment aussi la pertinence d'un modèle théorique qui intègre le point de vue des concepteurs et celui des utilisateurs dans une même analyse. Les éléments précédents nous amènent à formuler les recommandations suivantes à l'intention des décideurs, des concepteurs de programme et des écoles.

Aux décideurs :

Assurer le financement adéquat des programmes de prévention de la violence (incluant les étapes de conception, d'évaluation et de diffusion). Assurer un financement pour le salaire d'un responsable de programme dans le milieu.

Favoriser et soutenir la promotion des programmes de prévention auprès des écoles

Aux concepteurs, promoteurs et diffuseurs :

Au moment de la conception d'un programme, en plus de sa qualité scientifique, rechercher les qualités suivantes : simplicité quant à sa compréhension et son implantation ; thèmes, objectifs et modalités compatibles avec les besoins des milieux.

Dans la promotion auprès des écoles, utiliser un résumé vulgarisé, succinct et attrayant du rapport d'évaluation, mettant en valeur les impacts positifs concrets du programme et ses succès d'implantation dans d'autres écoles.

Donner un soutien aux écoles pendant la phase d'implantation et d'évaluation du programme, assurer un suivi auprès des écoles même après la période d'implantation et d'évaluation.

Aux écoles :

Faire la promotion de la prévention de la violence auprès du personnel scolaire, des élèves et des parents.

Désigner une personne responsable du programme, un champion du programme.

En conclusion, quel que soit le milieu d'intervention dans lequel une innovation est implantée, il importe de prendre en compte l'ensemble de ces facteurs pour bien comprendre ce qui facilite ou entrave sa diffusion et son implantation et éviter de tirer des conclusions hâtives et nécessairement incomplètes sur les causes de réussite ou d'échec à la diffusion ou l'implantation d'une innovation.

Références

Cameron, S. (1991). *Évaluation d'un programme de compétences non traditionnelles pour les filles du deuxième cycle du primaire*, mémoire de maîtrise. Montréal. École de service social. Université de Montréal.

Chamberland, C., Théoret, M., Garon, R., & Roy, D. (1995). *Les Scientifines en action. Conception, implantation et évaluation*. Montréal. École de service social. Université de Montréal.

Hébert, M., Lavoie, F., Piché, C., & Poitras, M. (1997). Évaluation d'un programme de prévention des abus sexuels chez les élèves du primaire. *Revue québécoise de psychologie*, 18(3), 1-23.

Hébert, M., Lavoie, F., Piché, C., & Poitras, M. (1999). *Programme ESPACE: Évaluation des acquis des élèves*. Rapport de recherche présenté au Conseil québécois de la recherche sociale. Québec : Département d'orientation, d'administration et d'évaluation, Faculté des sciences de l'Éducation, Université Laval.

Hébert, M., Piché, C., Poitras, M., Parent, N., & Goulet, L. (1999). *Évaluation du volet parental du programme ESPACE*. Rapport de recherche. Québec: Département d'orientation, d'administration et d'évaluation, Faculté des sciences de l'Éducation, Université Laval.

Lavoie, F., Dufort, F., Hébert, M., & Vézina, L. (1997). *Évaluation d'un programme de prévention de la violence lors des fréquentations : Une évaluation de VIRAJ selon une approche quasi expérimentale*. Rapport de recherche présenté au Conseil québécois de la recherche sociale. Ste-Foy: École de psychologie, Université Laval.

Lavoie, F., Vézina, L., Piché, C., & Boivin, M. (1993). *Développement et évaluation formative d'un programme de promotion voulant contrer le problème de violence dans les relations intimes des jeunes*. Rapport de recherche présenté au Conseil québécois de la recherche sociale. Ste-foy : École de psychologie, Université Laval.

Lavoie, F., Vézina, L., Piché, C., & Boivin, M. (1995). Evaluation of a prevention program for violence in teen dating relationships. *Journal of Interpersonal Violence*, 10(4), 517-525.

- L'Écuyer, R. (1990). *Méthodologie de l'analyse développementale de contenu*. Sillery: PUQ.
- Martin, G.W., Herie, M.A., Turner, B.J., & Cunningham, J.A. (1998). A social marketing model for disseminating research-based treatments to addictions treatment providers. *Addiction*, 93(11), 1703-1715.
- Miles, M., & Huberman, M. (1984). *Qualitative data analysis: A sourcebook of new methods*. Berverly Hills, CA: Sage.
- Moreau, C. (1999). Vers le Pacifique : Un programme de résolution de conflits et de médiation par les pairs. *Défi jeunesse*, 5(2), 24-27.
- Normandeau, S., Damant, D., & Rinfret-Raynor, M. (2002). Concepteurs et utilisateurs de programmes: éléments importants de la diffusion des programmes de prévention de la violence à l'école. dans H. Berman, & Y. Jiwani, (eds.). *Dans le meilleur intérêt des petites filles*. London: Alliance des cinq centres de recherche sur la violence.
- Orlandi, M. A., Landers, C., Weston, R., & Haley, N. (1990). Diffusion of health promotion innovations. In K. Glanz (Ed.), *Health behavior and health education: Theory, research and practice*. San Francisco, CA: Jossey-Bass.
- Rogers, E. M. (1983). *Diffusion of innovations*. New York: Free Press.
- Rogers, E.M. (1995). *Diffusion of innovations*, 4th ed. New York: Free Press.
- Rondeau, N., Bowen, F., & Bélanger, J. (1999). *Évaluation d'un programme de promotion de la conduite pacifique en milieu scolaire primaire*. Rapport final présenté au Centre Mariebourg. Montréal: Centre Mariebourg.
- Scheirer, M.A. (1981). *Program implementation: The organizational context*. Beverly Hills, CA; London: Sage.
- Théoret, M. (1988). *Élaboration, implantation et évaluation d'un modèle de compétence auprès d'adolescentes à risque d'abandon scolaire*. Thèse présentée à l'Université du Québec à Montréal.
- Vitaro, F., & Gagnon, C. (eds) (2000). *Prévention des problèmes d'adaptation chez les enfants et les adolescents*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Yin, Robert K. (1984). *Case study research: Design and methods*. Beverly Hills, CA: Sage.
- Yin, Robert K. (1993). *Applications of case study research*. Newbury Park, CA: Sage.

« Elle disait... » Des voix de filles contre la violence

CATHERINE ANN CAMERON¹

L'ÉQUIPE DU « CREATING PEACEFUL LEARNING ENVIRONMENTS »²

En 1998, Condition féminine Canada a invité l'Alliance de recherche des cinq Centres sur la violence à explorer les facteurs impliqués dans la réalité de la violence vécue par les filles canadiennes. La première étape de cette étude a mis en évidence le besoin d'espaces dans la communauté où les filles, plus particulièrement les filles de milieu rural, pourraient explorer les possibilités d'une vie sans violence. La socialisation des filles et des jeunes femmes, souvent victimisante, a pour résultat une tolérance à la violence et même une certaine valorisation de la violence. L'Alliance a ainsi recommandé que des interventions soient mises en place dans la communauté afin d'améliorer ces facteurs sociaux. Dans cette perspective, l'équipe Creating Peaceful Learning Environments du Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence familiale (Cameron *et al.*, 1998) a recommandé, d'une part, de mettre en place des lieux sécuritaires (*safe-spaces*), où les filles puissent discuter de sujets importants pour elles, et, d'autre part, d'élaborer une intervention de prévention de la violence qui serait menée avec les filles et avec les garçons. En lien avec les recommandations de l'Alliance, l'équipe a ainsi proposé d'évaluer l'efficacité d'initiatives tenant compte du genre dans des contextes unisexes et dans des contextes mixtes, considérant qu'il était nécessaire d'évaluer les nouvelles approches visant les filles dans ces deux contextes.

Gilligan a donné la parole à des jeunes femmes afin qu'elles témoignent de leur expériences particulières et de leurs besoins (Gilligan, 1982) et Pipher (1994) a recommandé des actions communautaires pour les filles. Toutefois, la plupart des démarches de prévention de la violence, de même que leurs évaluations, n'ont pas tenu compte du genre. Une littérature relativement récente a exploré les paramètres de la violence relationnelle ou indirecte, notamment du côté des filles, que celles-ci soient les victimes ou les auteures (ex. Bjorkqvist, 1994; Crick, 1995). Au Canada, Artz (1998) a abordé la question des racines systémiques de la violence dans la vie des filles et recommandé des solutions différenciées en fonction du genre (Artz, Riecken, MacIntyre, Lam, et Maczewski, 1999). Ces perspectives sur la violence chez les femmes, son vécu et sa prévention, incluant celle de l'équipe (Cameron et Team, 1998; Dodsworth et Cameron, 1996), ont servi de base pour les projets de recherche qui seront décrits ici.

Les résultats sont basés sur les informations fournies par les filles qui ont participé à l'évaluation des ateliers en milieu communautaire menés entre 1999 et 2001 au Canada Atlantique rural. Les participantes de ces ateliers étaient des adolescentes de la neuvième à la douzième année. La première année, ce sont des étudiantes d'une école secondaire entièrement féminine d'une communauté urbaine qui ont piloté le travail. La deuxième année, d'autres étudiants, provenant de deux écoles rurales mixtes, se sont joints à elles; dans ces écoles mixtes, la moitié des ateliers étaient unisexes et l'autre moitié mixte. La troisième année, six communautés étaient associées au projet : les trois communautés d'origine et trois communautés rurales, isolées, qui se sont jointes au projet. Ces communautés étaient principalement blanches et relativement homogènes d'un point de vue socioculturel.

Avant les deuxième et troisième années, les responsables adolescents et adultes de chaque communauté se sont réunis au Centre de recherche sur la violence familiale de l'UNB pour une

¹ Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence dans la famille Université du Nouveau-Brunswick

² Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence dans la famille, University of British Columbia

journée de formation sur la conception et l'animation. Ces participants, qui se sont ensuite occupé de la mise en œuvre, comptaient environ une douzaine d'adolescentes volontaires de chaque communauté et un certain nombre de volontaires adultes travaillant dans le milieu de la santé, le milieu juridique ou dans des organismes jeunesse. Ces participants ont reçu une formation sur les thèmes abordés et pratiqué des techniques de gestion de groupe conçues pour développer leur confiance dans leur leadership.

Le rôle principal joué par l'équipe de recherche a été de faire l'évaluation de la mise en œuvre de ces initiatives. Nous avons comparé l'efficacité relative des groupes unisexes et des groupes mixtes, et nous avons sollicité un feedback de la part des participants sur les thèmes appropriés au genre, étant donnée la nature genrée des expériences de violence. Les participants ont aussi répondu à une batterie de questionnaires la veille et le lendemain de l'atelier. Quelques membres de l'équipe des écoles, accompagnés par des étudiants-chercheurs, ont assisté aux ateliers afin de recueillir les réponses des participants. Avec leur permission, ils ont enregistré les sessions des ateliers sur bande audio afin d'enrichir l'analyse des réponses aux questionnaires.

Avant l'atelier, les participants ont répondu aux questionnaires suivants : le *Violence Experiences Questionnaire* (VEQ) (Dodsworth et Cameron, 1996), développé par l'équipe pour d'autres évaluations, l'*Inventory of Parent and Peer Attachments* (IPPA) (Armsden et Greenberg, 1987), le *Multidimensional Anger Inventory* (MAI) (Siegel, 1986) et une version modifiée du *Readiness for Change Questionnaire* (RFC) (Artz, Reicken, MacIntyre, Lam, et Maczewski, 1999), orienté plus spécifiquement sur la prévention de la violence, ainsi qu'un questionnaire de connaissances sur le contenu des ateliers à venir, développé par les organisateurs des ateliers. Suite aux ateliers, les participants reprenaient une fois encore le RFC, le contenu du « questionnaire de connaissances » et répondaient à un questionnaire d'évaluation de l'atelier.

Dans leur réponse au VEQ, les participantes ont mentionné des expériences de violence physique ou verbale, comme agresseuses ou comme victimes. Ces filles, de milieu rural, ont mentionné relativement peu d'expériences de violence. Environ le quart ont dit n'avoir jamais été confrontées à des agressions verbales — être menacées, dénigrées, injuriées ou humiliées —; plus de 10% ont dit avoir agressé elles-mêmes verbalement tous les jours — menacer, dénigrer, injurier, etc. — et près du quart ont rapporté être quotidiennement victimes d'agression verbale. Approximativement la moitié n'avait jamais vécu d'agression physique — été frappée, pincée, reçu un coup de poing, un coup de pied, une claque, être saisie —, comme agresseuse ou comme victime ; près du dixième ont indiqué être agressives physiquement chaque jour (frapper, donner des coups de poing, pincer, etc.). Environ 7% ont indiqué être victimes de violence physique quotidienne. La victimisation verbale rapportée est légèrement indépendante des autres formes de violence, mais il y avait une relation significative entre la victimisation et la perpétration. La relation entre l'agression verbale et physique était également significative. Si la majorité indiquait peu ou pas d'expérience de violence, un segment petit mais significatif de ces participantes a indiqué vivre régulièrement de la violence.

En ce qui a trait à la violence verbale, voici des exemples de ce que les filles disaient dans les ateliers : « Tu entends de la violence verbale », « Les femmes sont plus méchantes que les hommes », « Tu ne le vois pas à l'école; c'est présent mais les gens le cachent », ou alors d'autres exemples de violence relationnelle : « Parfois les gens vous lancent juste un regard noir », des « ricanements », des « cliques », « la petite brute occasionnelle », « s'immiscer dans les affaires des autres ». Les opinions étaient divisées quant à la prévalence de la violence, en lien avec les expériences que chacune avait vécues : une fille a ainsi indiqué : « Pour moi, il n'y a pas de cliques à l'école », une autre a répondu : « Dans notre classe, les gens sont vraiment méchants... C'est comme : je l'ai

regardée de travers, ou alors la façon dont j'étais habillée, ou parce que j'ai parlé au gars qu'elle aime, et maintenant elle me déteste ». La plupart ont indiqué que cette forme de violence relationnelle ou indirecte mentionnée dans la littérature par Crick, Bjorkqvist et leurs collègues était très présente dans les couloirs des écoles, tolérée par certains comme normale, mais vécue par d'autres comme un problème auquel il fallait remédier.

LES MESURES D'ATTACHEMENT AUX PARENTS ET LA RELATION AVEC LES PAIRS

L'*attachement* dans les relations intimes a été associé à la violence dans plusieurs études récentes (ex. Lyons-Ruth, 1996; van Ijzendoorn, 1997). En réponse à l'IPPA, qui vise à mesurer la communication, la confiance ou l'éloignement des adolescents vis-à-vis de leurs parents ou de leurs pairs, les filles qui mentionnaient une relation de confiance et une bonne communication et un faible niveau d'éloignement vis-à-vis de leur mère, rapportaient typiquement une relation semblable avec leur père; cette relation positive avec leur mère se reflétait aussi dans leurs relations avec les pairs. L'éloignement d'avec le père se retrouvait dans un éloignement vis-à-vis des pairs alors qu'une relation positive avec le père prédisait un faible éloignement d'avec les pairs. Ainsi, une relation positive avec la mère apparaît comme un facteur de protection conduisant à de meilleures relations avec les autres, alors que l'éloignement d'avec le père est associé à l'éloignement dans les autres relations.

Nous avons également examiné les liens entre les relations d'attachement et l'expérience de la violence. Les filles mentionnant avoir une faible confiance dans leur père indiquaient aussi être auteures ou victimes d'agression verbale et physique. La perpétration et la victimisation étaient ainsi surtout reliées à un attachement négatif avec le père. Les filles rapportant un éloignement de la mère mentionnaient également plus d'agression et de victimisation physiques et verbales. Un attachement maternel négatif, même s'il n'est pas aussi fortement corrélé, est également relié à des expériences de violence, notamment d'agression physique. Les filles qui mentionnaient plus de confiance en leur père et peu d'éloignement de leur mère étaient plus susceptibles d'indiquer être rarement victimes ou auteures de violence verbale ou physique. Les relations avec les pairs n'étaient pas reliées à la colère indiquée par ces filles, sauf dans le cas de l'éloignement à l'égard des pairs où la colère devient un co-facteur significatif. Ainsi, les indications quant aux relations avec les pairs nous informent peu sur les expériences de violence des filles.

Un troisième instrument, le MAI, a neuf sous-échelles. L'attachement paternel était corrélé fortement avec la variable colère chez les filles; l'éloignement étant relié positivement et la communication et la confiance reliées négativement à la colère. Alors que cinq des neuf sous-échelles mesurant la colère étaient reliées à l'attachement maternel, toutes étaient liées de manière hautement significative à l'attachement des filles à leurs pères. Peu d'expériences de colère des filles qui étaient liées à leurs relations avec leurs pairs au delà de quelques associations entre la colère et l'aliénation de pairs. Les relations intimes positives des filles paraissaient prendre modèle sur leur relation avec la mère et leur frustration et leur agression de colère à leurs associations affectives au père.

La corrélation la plus forte se retrouvait entre la colère rapportée par les filles et l'expérience de la violence physique et verbale chez les filles auteures de violence. Plus une fille indiquait vivre de la colère et plus elle rapportait être à la fois agresseuse et victime de violence physique et verbale. Moins une fille indiquait de colère et moins elle rapportait être victime ou agresseuse de violence. Dans l'ensemble, la majorité des participantes n'exprimaient pas de colère et ne vivaient pas d'agression sur une base régulière; elles mentionnaient également des relations d'attachement

relativement saines avec leurs parents et leurs pairs. C'est cette majorité de filles qui étaient le plus réceptives aux messages de prévention dans les ateliers.

Prochaska et DiClemente (1992) rapportent que les programmes conçus pour modifier les comportements ne réussissent que pour ceux qui ont atteint un certain stade dans le processus où ils sont prêts à changer, le « readiness for change » (RFC). Le RFC des filles à propos de la violence, selon les mesures de Artz, Reicken, MacIntyre, Lam, et Maczewski (1999) était relié de façon significative à la mesure de leur attachement maternel. Un attachement maternel positif apparaissait comme un facteur décisif dans la motivation de changement et l'éloignement prédisait une motivation négative vis-à-vis du changement quant aux expériences de violence. L'attachement paternel et l'attachement aux pairs n'étaient pas liés à la motivation de changement. Le fait d'avoir vécu de la violence, comme victime de violence physique ou comme auteure de violence verbale était associé négativement à l'ouverture au changement (RFC).

Parmi les filles interrogées sur leur ouverture au changement, le dixième environ ont été classées comme pré-consentantes (*pre-contemplative*) ou peu motivées pour le changement, alors que près de 90% ont été classées comme étant dans un processus de changement à propos de la violence. Parmi elles, un peu moins des deux tiers passèrent dans la catégorie consentante (*contemplative*) : elles envisageaient agir à propos de leurs expériences de violence. Environ 20% déclarèrent essayer activement de changer des choses dans leurs vies et environ 10% furent classées comme maintenant un changement qu'elles avaient déjà initié. Un ensemble de variables était associé avec la motivation pour le changement, la plus forte association se faisant avec les relations d'attachement actuelles, notamment celle avec la mère (McKay *et al.*, 2001).

Dans l'ensemble, les filles ont rapporté un niveau relativement faible de violence dans leur vie, des relations relativement bonnes avec leurs parents et leurs pairs, des taux relativement bas de colère associée et des niveaux modérés d'ouverture au changement à propos de la violence. Nous présenterons maintenant leurs réponses aux rencontres de prévention de la violence.

L'ÉVALUATION DES ATELIERS UNISEXES OU MIXTES

Dans l'ensemble, les ateliers étaient co-animés par un adolescent et un adulte ; ils portaient sur des thèmes comme la qualité des relations amoureuses et les effets des médias sur les adolescents. Les participants s'exprimaient facilement, notamment dans les groupes unisexes.

Bien que les ateliers de filles frappent par leur sensibilité et leur honnêteté apparente, ils étaient aussi souvent marqués par une absence de sophistication analytique. Les discussions paraissent avoir favorisé l'apprentissage de connaissances chez plusieurs filles, comme l'indiquent les mesures post. Les citations qui suivent donnent une idée des principaux thèmes abordés.

Pour les filles, la réussite sociale était liée de façon critique au fait de se trouver dans une relation amoureuse. Le besoin social d'être connue comme ayant un amoureux est déterminant pour plusieurs filles, comme le signalent les déclarations suivantes :

Si ton chum est bête avec toi, tu es gênée devant une personne; mais si t'as pas de chum, tu es gênée devant tout le monde.

Le réseau social d'une fille est souvent déterminé par son statut relationnel hétérosexuel :

Je resterais là et je sacrifierais mon bonheur si ça voulait dire que je ne perdrai pas tous mes amis.

Dans plusieurs ateliers, les filles ont paru encouragées à tenir compte de l'importance de leurs amitiés avec d'autres filles ; quelques-unes ont souligné le danger de trop focaliser sur les relations avec les garçons. Certaines filles paraissent avoir pris conscience (comme l'indiquent les mesures de connaissances post-intervention) des pressions sociales poussant les filles à se définir par rapport à l'autre sexe. Une participante de douzième année d'une école de filles a dit en plénière, après trois ans de participation aux ateliers, qu'elle se considérait maintenant « trop jeune pour entreprendre une relation sérieuse », se disant heureuse d'avoir pu prendre conscience de ses limites dans la discussion, et qu'elle se sentait mieux préparée à avoir des relations amoureuses satisfaisantes à l'avenir.

Les filles ont reconnu l'importance de la méchanceté entre les filles et le fait que la popularité d'une fille peut être aussi synonyme de méchanceté (Merton, 1997). Les ateliers sur « Comment ne pas être méchant » ont été particulièrement populaires chez les filles.

Le contrôle, ce n'est pas juste avec un chum. Ça peut arriver aussi avec les amis. Je le fais aussi avec mes amis. C'est comme, si mon amie est supposée aller avec moi au cinéma et qu'elle va chez son chum, je deviens furieuse et je dis « Tu l'aimes plus que moi ».

Un certain nombre de sessions, portant sur les médias et les stéréotypes sexuels, ont suscité l'enthousiasme. Les participantes n'étaient pas cohérentes dans leurs positions analytiques. Si certains paraissaient très critiques...

Je déteste ça quand je regarde un magazine et que sur toute la page on ne voit que des seins et quand tu regardes dans un coin, tu vois qu'ils vendent des chaussures. Ça donne l'impression qu'ils insultent ton intelligence.

... la critique était toutefois tempérée par l'ambivalence à propos des attentes sociales, comme le montre ce commentaire :

Elle regarde seulement le mauvais côté des médias. Pourquoi est-ce que tu ne pourrais pas être belle et le montrer ? Si tu travailles assez fort, tu peux ressembler à ces filles-là...

Dans l'ensemble, les réponses au questionnaire post-intervention indiquaient que les filles se percevaient comme insensibles à l'influence des médias.

Ce qui est bon pour l'un n'est pas nécessairement bon pour l'autre. Nous avons demandé aux participants quelle était leur opinion sur les programmes unisexes ou mixtes. La plupart des filles ayant participé aux ateliers unisexes ont indiqué qu'elles pensaient que des sessions mixtes auraient été plus agréables, plus informatives et plus intéressantes ; une minorité seulement pensait toutefois qu'il aurait été plus facile de partager des expériences en présence de garçons. L'opinion des filles ayant participé aux ateliers mixtes était complémentaire. Une minorité a indiqué qu'une session unisexe aurait été plus agréable, informative ou intéressante, mais un grand nombre ont indiqué qu'il y aurait été plus facile de partager sur des sujets délicats. Alors que la plupart des filles voyaient les discussions séparées comme des lieux plus sûres pour partager leurs perceptions et leurs expériences, elles étaient également tout particulièrement intéressées à entendre le point de vue des garçons, comme le montre ce commentaire :

J'aimerais beaucoup entendre ce qu'ils disent, mais j'aime aussi que ce soit séparé, parce qu'on peut vraiment dire ce qu'on pense. C'est juste que je veux savoir ce que pensent les garçons aussi.

Les commentaires des jeunes qui ont participé à cette évaluation suggèrent que de tels projets en milieu communautaire constituent un environnement favorable à une validation et à une réponse aux défis personnels et sociaux que rencontrent les adolescents qui veulent vivre sans violence. Des ateliers communautaires, qui tiennent compte des besoins spécifiques des filles de pouvoir communiquer entre elles à propos des obstacles qu'elles rencontrent dans la prévention de la violence, contribuent à développer chez elles un sentiment de compétence vis-à-vis de tels sujets. Les filles et les jeunes femmes qui ont des relations personnelles positives, et peu d'expérience d'agression ou de colère, seront sur la première ligne des efforts pour un changement social. Les résultats confirment que la violence relationnelle entre filles est présente, exigeant un redoublement d'efforts. La possibilité de se joindre à des garçons motivés, tout comme à des filles qui ont les mêmes points de vue qu'elles, permettra de construire une base solide afin de confronter les enjeux au fur et à mesure qu'ils surgissent, et amènera l'ensemble de la communauté à reconnaître la capacité des adolescents à faire face aux problèmes qui les concernent.

En somme, les initiatives de prévention de la violence dans la communauté ont été très appréciées par les filles participantes. Celles-ci ont dit avoir apprécié avoir l'occasion d'échanger sur leurs expériences de situations menant à une acceptation de la violence et avoir acquis une confiance dans leur capacité à changer les choses pour réduire la violence dans leur communauté. Les plus motivées par ce changement étaient celles qui rapportaient le moins d'expériences de violence et d'agression et, les mêmes, qui indiquaient les relations d'attachement les plus positives.

Les filles ont confirmé que la violence relationnelle était un sujet important pour elles. Non seulement appréciaient-elles avoir des moments de discussions unisexes mais elles voulaient aussi avoir du temps pour discuter avec les garçons sur la prévention de la violence ; elles reconnaissaient également l'importance du soutien des leaders communautaires adultes. Tant les leaders adolescents que les adultes ont demandé à avoir plus de formation à l'animation ; des connaissances quant à l'animation de groupe apparaissent comme un atout pour la communauté dans plusieurs domaines. Les jeunes voulaient que leurs groupes soient animés par des pairs mais ont demandé aussi le soutien d'adultes sympathiques, qui seraient supportant mais non intrusifs.

Suivant les recommandations des participants, l'équipe du *Creating Peaceful Learning Environments* a développé, avec les communautés participantes, un vidéo de motivation et de formation accompagné d'un guide, intitulé *Worlds apart... coming together*³, sur la conception de programmes de prévention de la violence sensibles au genre et destinés aux adolescents et aux autres leaders communautaires. On y met en lumière le besoin de programmes qui incluent des lieux sécurisés pour les filles, afin qu'elles puissent partager leurs expériences, ainsi que des discussions sur des sujets qui les touchent pour les jeunes des deux sexes. Cet outil a été conçu pour inciter et former les membres de groupes communautaires à travailler de concert avec les adolescents à des actions de prévention de la violence soutenues par la communauté. Les adolescents, et surtout les filles, veulent agir en leur propre nom, mais elles ont besoin du soutien d'adultes expérimentés pour que ce développement social soit durable.

³ Disponible gratuitement pour les organisations communautaires à but non lucratif auprès du Centre Muriel McQueen Fergusson de recherche sur la violence familiale, 678 Rue Windsor, Fredericton, NB, E3B 5A3; ou sur demande à fvrcc@unb.ca.

Références

- Armsden, G.C., & Greenberg, M.T. (1987). The Inventory of Parent and Peer Attachment: Individual differences and their relationship to psychological well being in adolescence, *Journal of Youth and Adolescence*, 16, 427-454.
- Artz, S. (1998). *Sex, power, and the violent school girl*, Toronto: Trifolium Books.
- Artz S., Riecken, T., MacIntyre, B., Lam, E., & Maczewski, M. (1999). Theorizing gender differences in receptivity to violence prevention programming in schools, *The B.C. Counsellor*, 22(1): 7-36.
- Bjorkqvist, K. (1994). Sex differences in physical, verbal, and indirect aggression: A review of recent research, *Sex Roles*, 30, 177-187.
- Cameron, C.A., & Team (1998). *Creating peaceful learning environments: Summary of major findings and recommendations*, Fredericton, N.B.: Muriel McQueen Fergusson Family Violence Research Centre.
- Cameron, C.A., & Team (2001). *Worlds apart... Coming together: Gender segregated & integrated primary prevention implementations for adolescents in Atlantic rural communities*, Fredericton, N.B., Muriel McQueen Fergusson Family Violence Research Centre.
- Crick, N. R. (1995). Relational aggression: The role of intent, attributions, feelings of distress, and provocation type, *Development and Psychopathology*, 7, 313-322.
- Dodsworth, P., & Cameron C. A. (1996). Adolescents' experiences that prevent peaceful learning, *Actes de la XIVème réunion biennale de l'International Society for the Study of Behavioral Development*, 140.
- Gilligan, C. (1982). *In a different voice: Psychological theory and women's development*, Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Lyons-Ruth, K. (1996). Attachment relationships among children with aggressive behaviour problems, The role of disorganized early attachment patterns, *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 64, 64-73.
- McKay, S.L., Brideau-Boyce, J., Flynn, R., Ritchie, K., Cameron, C.A. Cartwright, H., & Shearer, C. (2001). *The effects of individual differences on community violence-prevention programs for adolescents*, Affiche présentée lors de la réunion annuelle de la Canadian Psychological Association, Quebec, PQ.
- Merton, D.E. (1997). The meaning of meanness: Popularity, competition and conflict among junior high school girls, *Sociology of Education*, 70(3): 175-191.
- Pipher, M. (1994). *Reviving Ophelia*, New York: Grosset/ Putnam.
- Prochaska, J.O., & DiClemente, C.C. (1992). In search of how people change: Applications to addictive behaviors, *American Psychologist*, 47, 1102-1114.
- Siegel, J.M. (1986). The Multidimensional Anger Inventory, *Journal of Personality and Social Psychology*, 51, 191-200.
- van IJzendoorn, M.H. (1997). Attachment, emergent morality, and aggression: Toward a developmental socioemotional model of antisocial behaviour, *International Journal of Behavioural Development*, 21, 703-727.

III – Les violences vécues par les filles en milieux marginalisés

« Des vies jetables » : prévenir la violence contre les filles exploitées dans la prostitution

LESLIE M. TUTTY¹

KENDRA NIXON¹

*Le danger de la rue ne m'a jamais dérangée.
Je pense que je n'ai jamais eu peur
parce que je me foutais de ce qui pouvait m'arriver.
Je m'en foutais éperdument.*

L'exploitation sexuelle des enfants dans la prostitution est un grave problème au Canada. Des recherches antérieures ont montré que les femmes exploitées dans la prostitution ont souvent vécu une violence très importante, tant dans leurs familles d'origine que dans le cadre de leur pratique de la prostitution. On retrouve fréquemment chez elles une histoire d'abus dans l'enfance (Farley et Barkan, 1998; Lowman, 2000; McIntyre, 1999; Nadon, Koverola et Schludermann, 1998; Pyett et Warr, 1999). Dans l'étude de Benoit et Millar (2001), presque 90% des participantes rapportaient avoir subi des abus physiques, sexuels ou émotionnels. Les chercheurs canadiens s'entendent sur le fait que les jeunes exploités dans la prostitution ont un parcours généralement plus chargé qu'on s'y attendrait en termes d'abus. Dans l'étude de McIntyre de 1999, 82% des jeunes avaient été abusés sexuellement avant d'entrer dans la prostitution.

La violence sexuelle et physique se poursuit à l'âge adulte pour la plupart (Lowman et Fraser, 1995; McIntyre, 1999). Dans l'étude de Benoit et Millar en 2001, presque toutes les femmes adultes prostituées impliquées avaient subi au moins un incident violent. Lowman (2000) a aussi noté qu'au bas mot 86 femmes ont été tuées au Canada entre 1992 et 1998, alors qu'elles étaient engagées dans la prostitution de rue.

Le titre de notre présentation, « Des vies jetables » est emprunté au récit de l'une des femmes interrogées dans le cadre de notre étude. Elle illustre de façon saisissante la stigmatisation vécue par celles-ci de la part de la société dominante. Cette communication mettra en lumière la violence et les abus qui remplissent les vies des jeunes femmes exploitées dans la prostitution dès l'adolescence. Elle le fera à partir des résultats du projet de recherche qui a documenté l'expérience de 47 femmes des provinces des Prairies canadiennes devenues prostituées alors qu'elles étaient enfants ou adolescentes. Nous montrerons également les stratégies utilisées par ces femmes pour leur protection et ferons des recommandations en termes de politiques, de prévention et de pratique d'intervention.

MÉTHODOLOGIE

Ce projet de recherche a utilisé une approche qualitative classique (Marshall et Rossman, 1989). Nous avons interrogé des femmes adultes qui ont été impliquées dans la prostitution avant l'âge de 18 ans. Les répondantes ont été rencontrées par le biais de leur présence passée ou présente dans des services spécialisés pour la prostitution ou la consommation de narcotiques. L'analyse des transcriptions des entretiens a été faite à l'aide de méthodes qualitatives éprouvées (Coleman et Unrau, 1996). Nous avons utilisé une grille féministe pour aborder l'expérience des répondantes (Miller, 1993).

¹ RESOLVE Alberta (Recherche et éducation pour des solutions à la violence), Université de Calgary

Les entretiens comprenaient des questions sur l'entrée en prostitution, les modes d'engagement dans la prostitution, les besoins en termes de services et l'impact de l'engagement dans la prostitution. Il faut souligner que nous n'avons pas posé de questions spécifiques sur l'abus et la violence, cette information a émergé en réponse à des questions telles que « comment êtes-vous devenue prostituée ? » et « quels services ou ressources vous ont été utiles ou inutiles ? ». L'importance de la violence et des abus mentionnés dans les récits est saisissante.

RÉSULTATS

L'équipe de recherche a interviewé 47 femmes dans les trois provinces des Prairies canadiennes qui avaient été engagées dans la prostitution avant l'âge de 18 ans (un sujet est transsexuel [homme vers femme], mais travaille dans la rue comme femme). Une proportion plus importante de répondantes était d'origine autochtone (26 soit 55,7%) que blanche (20 soit 42,6%) et une répondante était d'origine africano-canadienne.

Au moment des entretiens, l'âge des femmes oscillait entre 18 et 36 ans : 8 (17,4%) avaient 18 ou 19 ans, 16 (34,8%) avaient entre 20 et 24 ans, 13 (28,3%) avaient entre 25 et 29 ans et 9 (21,3%) avaient 30 ans ou plus (un sujet n'a pas précisé son âge). En ce qui a trait à l'âge auquel elles s'étaient engagées dans la prostitution : 17 femmes (36,2%) avaient de 11 à 13 ans, 16 (34,0%) entre 14 et 15 ans et 14 (29,8%) entre 16 et 17 ans. Ainsi, plus des deux tiers des femmes se sont engagées dans la prostitution alors qu'elles avaient 15 ans ou moins. Près de la moitié (20 ou 45,4%) des répondantes avaient été engagées dans la prostitution pour une période de 5 ans ou moins, près du tiers (13 soit 29,5%) pour une période de 11 ans ou plus, et 25% (11 femmes) avaient été engagées entre six et dix ans. Les répondantes étaient à peu près également divisées entre celles qui avaient quitté la rue (21 soit 44,7%) et celles qui y étaient encore impliquées (22 soit 46,8%), incluant deux femmes qui n'y étaient engagées que sporadiquement.

Les jeunes autochtones sont sur-représentées parmi celles exploitées sexuellement dans la prostitution (First Call and Youth Coalition, 1996; McEvoy et Daniluk, 1995; Kingsley et Mark, 2000). Parce que la race a un impact important sur la façon dont une personne est traitée et peut affecter l'accès aux ressources, nous avons comparé les caractéristiques démographiques des femmes autochtones et blanches. Aucune différence significative n'a été relevée entre les deux quant à l'âge actuel, quant à l'âge de l'engagement dans la prostitution ou quant à la longueur de l'implication dans la prostitution. Les répondantes autochtones étaient toutefois significativement plus susceptibles (16 soit 66,7%) que les femmes blanches (5 soit 25%) d'être encore impliquées dans la pratique de la prostitution. Nous avons aussi examiné les catégories thématiques abordées selon que la répondante était autochtone ou blanche. L'origine des femmes ne montre pas de différence notable quant aux thèmes abordés.

La violence: une présence quotidienne

Les femmes ont mentionné des taux importants d'abus sexuels dans l'enfance. Seulement cinq ont indiqué n'avoir pas été victimes d'abus dans leurs familles; toutes les autres ont rapporté des abus dans l'enfance. La majorité de ces abus étaient sexuels. Plusieurs ont été agressées de façon répétée par de nombreux agresseurs. Les pères/beaux-pères, les autres mâles adultes ou les petits amis étaient le plus souvent responsables de ces abus. Une des participantes indiquait ainsi « j'ai été molestée toute ma vie ». Plusieurs femmes ont aussi été violées par des pairs quand elles étaient enfants.

J'ai été violée quand j'avais environ onze ans par un de mes bons amis et après ça, je me sentais comme une merde.

Après le bal des finissants, je me suis retrouvée complètement saoule et c'est cette nuit là que j'ai perdu ma virginité... J'ai été violée par une gang.

Dans leur enfance, près des deux tiers des femmes ont été placées et ont résidé dans des familles d'accueil ou des foyers de groupe, souvent pour plusieurs années. Trois ont été agressées physiquement ou sexuellement par des responsables alors qu'elles demeuraient en famille d'accueil.

La violence et les abus se sont poursuivis après que les filles se soient engagées dans la prostitution, tout comme dans les recherches mentionnées précédemment. Le niveau de violence que ces femmes ont décrite est extrême. Plusieurs avaient des amies ou des connaissances qui ont été tuées alors qu'elles se prostituaient.

Je suis venue proche de mourir quelques fois.

Tu te fais violer, tu te fais battre, tu te fais tuer. J'ai perdu mon partenaire à cause de la rue.

Je pense que j'aurais dû mourir au moins dix fois.

Les femmes percevaient cette violence très grave comme normale ou comme quelque chose à quoi on doit s'attendre.

J'ai vu des filles se faire jeter contre les clôtures, une raclée de leurs copains... J'en suis venue à penser que c'était normal. Ici, on voit ça tout le temps.

Si quelque chose de grave m'était arrivé, j'aurais pas su faire la différence. Pour moi, ça aurait été simplement normal.

Un bon nombre de femmes sont devenues indifférentes et insensibles face à la violence.

Un policier m'avait montré photo par dessus photo de filles qui étaient mortes, et j'ai encore travaillé pendant huit ans après ça. Après un certain temps, ça ne te fais plus rien.

J'ai eu des tas de mauvais clients. J'aurais probablement dû quitter avant de voir ce que j'ai vu. J'ai été là seulement deux ans et demi, off and on, mais tu viens qu'à connaître des gens et tu vois des choses et tu deviens de plus en plus froide en dedans. Ça finit par même plus te déranger.

La violence de la part des proxénètes et des partenaires intimes

La moitié des femmes ont rapporté de la violence ou des menaces de violence de la part des proxénètes alors qu'elles étaient prostituées. Seulement une des participantes n'avait jamais été menacée ou agressée par son proxénète. Plusieurs ont été gravement battues si elles refusaient de se prostituer. Une répondante raconte « Ils sont venus me voir et m'ont dit : Nous voulons que tu fasses cinq cents piastres en deux heures » J'ai dit que c'était impossible, alors ils ont pris mon bras et l'ont cassé ».

Certaines femmes ont craint de quitter la prostitution de peur de représailles de leur souteneur, un obstacle majeur à leur abandon de la pratique. Une femme indique ainsi : « Il nous a menacées de nous montrer des [armes] gros calibres si nous quitions. Il avait d'autres hommes avec lui, alors si tu essayais de te sauver, ses chums iраient te chercher ». Une autre participante note « Si j'avais pu [quitter] sans danger, je l'aurais fait ».

Quand elles étaient jeunes, les femmes ont souvent eu peur d'aller vers les services parce qu'elles auraient été punies sévèrement si leur proxénète l'avait su.

Le pimp que j'avais à ce moment là me contrôlait beaucoup. Ça [aller vers les services] aurait été épouvantable pour moi. Peu importe où tu allais, dans toutes les grandes villes il y avait un membre de la famille, alors il n'y avait nulle part où se cacher pour parler à quelqu'un.

Vingt-deux femmes ont rapporté avoir été violentées physiquement, sexuellement, verbalement et financièrement par un partenaire intime. Onze ont été contraintes à se prostituer par des hommes qu'elles identifiaient comme leur petit ami plutôt que comme leur souteneur.

J'étais juste écoeurée de la violence. J'ai reçu un coup de poing dans la face et [il] m'a dit de rien faire qui pourrait l'emmerder ce jour là. Et il est sorti et il m'a dit d'aller bosser.

Il me battait... j'étais sur le coin de la rue avec les yeux au beurre noir et il m'a obligée à rester là. Personne ne s'arrêtait pour me prendre. Il était pour me battre comme un fou direct là sur le coin.

La violence et l'exploitation que les femmes ont subi de la part de leurs partenaires intimes ressemble aux tactiques de contrôle utilisées par les proxénètes. Tous deux utilisent des tactiques brutales comme de la violence physique et sexuelle, des menaces et de l'intimidation, de l'exploitation financière et de l'isolement pour s'assurer de l'obéissance des femmes. Il est intéressant de noter que les femmes faisaient rarement référence à leurs partenaires intimes comme à des proxénètes.

La violence de la part des clients

Plus de la moitié des femmes ont rapporté avoir subi de la violence de la part des clients ou des jules, les « mauvais clients » (*bad dates*). Seulement trois femmes n'avaient jamais eu de mauvais client; la plupart décrivaient de nombreux incidents. Une femme indique : « J'ai eu des tonnes de mauvais clients. J'ai été violée pas rien qu'une fois. J'ai été battue pas rien qu'une fois ». Une autre mentionne : « J'ai été frappée par une auto. J'ai été violée sous la menace d'une arme ».

Les agressions comprennent des coups de couteau, des viols, des viols de gang, des viols sous la menace d'une arme, être forcée à exécuter des actes sexuels dégradants, être étranglée, battue, kidnappée, traquée, avoir une arme sur la tempe, être attachée, torturée, battue avec des objets comme des battes de baseball ou des crowbars, et se faire renverser par une voiture. Plusieurs femmes vivaient dans la crainte des mauvais clients, ne sachant jamais si elles en sortiraient vivantes. L'une d'elles indique : « Tu ne sais jamais sur qui tu vas tomber ou si tu vas revenir à la maison ». Une autre mentionne : « Tu penses constamment aux mauvais clients, aux viols, à tout ça. J'ai eu beaucoup de misère à m'en débarrasser ».

De nombreuses femmes avaient besoin d'être intoxiquées ou gelées quand elles se prostituaient tant leur peur était immense.

Au début, c'était très épouvantable pour moi et j'avais besoin de boire pour trouver le courage d'y aller.

J'allais dans la rue mais il fallait que je boive un coup ou que je fume. Dans ce cas-là, j'y allais sans problème. J'avais peur de rien.

Un tiers des femmes ont été violentées non seulement par des proxénètes, des jules ou des partenaires intimes, mais aussi par d'autres femmes impliquées dans la prostitution, qui les ont agressées physiquement, les ont menacées, volées ou forcées à « aller voir ailleurs ». Une femme raconte ainsi : « Quand j'étais plus jeune, il y avait une fille qui était jalouse de moi. J'ai été battue. Elles m'ont toutes sauté dessus et j'ai reçu au moins 12 coups de pied avec des bottes ferrées. J'ai eu un os fêlé, l'os de la mâchoire ».

Plusieurs femmes ont reconnu que leurs proxénètes les protégeaient de la violence des autres femmes et de leurs souteneurs. Une participante a admis : « Si tu n'a pas de pimp et que tu essaies de faire le trottoir, tu vas être battue... des filles qui attaquent une fille ».

La violence de la part de la police et d'autres professionnels

Des femmes ont aussi rapporté de la violence de la part d'intervenants, le plus souvent de la police. Même si plusieurs femmes avaient de bonnes relations avec la police ou étaient neutres à son endroit, neuf répondantes avaient été agressées sexuellement ou avaient fait l'objet de propositions de la part de policiers. Comme le note une femme : « J'ai été violée par un policier... Je ne les truste pas ». Une autre relate :

J'ai été arrêtée et quand les policiers m'ont attrapée, ils m'ont cogné la tête contre le fourgon... Ils m'ont vraiment battue.

Il n'est pas surprenant qu'un certain nombre de femmes aient indiqué qu'elles ne chercheraient pas de l'aide de la part de la police, de crainte d'être inculpées, arrêtées ou agressées. Comme commente l'une d'elle : « Si tu as un mauvais client sur la rue, les flics ne servent pas à grand chose. Ils vont juste te pogner et te traîner au poste ».

Deux femmes avaient aussi été agressées par des intervenants professionnels dans leur enfance alors qu'elles étaient en institution. Une des participantes raconte : « Un des enseignants m'a violée quelques mois avant que j'aille là-bas. Le système essaie de me protéger et puis ils me mettent dans un endroit où il y a un violeur. C'est pour ça que je fais confiance à aucun organisme gouvernemental ».

La violence contre les autres et contre soi

Dix-sept femmes déclarèrent aussi de la violence physique contre d'autres tels que des partenaires intimes, d'autres prostituées, des clients ou des policiers. Cinq avaient un dossier criminel pour des agressions graves ou des délits armés. Quelques-unes attribuaient leur comportement d'agression à l'usage des drogues ou au fait qu'elles étaient endurcies par leur séjour sur la rue.

C'est de même avec les solvants... Je deviens très agressive quand je prends ça. Je veux me battre avec tout le monde autour de moi.

Ma colère et ma violence sont devenues un vrai problème. Il y a des femmes qui vont accepter de se faire abuser pour le reste de leur vie. Moi ça a été complètement le contraire. J'étais très en colère. J'ai essayé de tuer un gars.

Cette violence était toutefois plus souvent dirigée contre elles-mêmes; elles rapportent de l'autodestruction, de l'automutilation et des idées suicidaires. Sept avait fait des tentatives de suicide, trois mentionnent des tentatives multiples. Une femme indique :

Juste avant mon dix-huitième anniversaire, j'ai essayé de me tuer. J'ai encore de la misère à imaginer où je serai dans six mois. Il n'y avait aucun futur. C'était au jour le jour, au jour le jour.

Stratégies de protection

Les femmes ont révélé qu'elles n'étaient pas simplement victimes mais étaient aussi souvent pleines de ressources et de résilience. Dans un contexte de violence généralisée, plusieurs ont adopté des stratégies de protection afin d'assurer leur sécurité face à des clients violents. Les moyens habituels d'assurer sa sécurité personnelle, comme faire appel à la police, ne faisaient pas partie des options; les femmes comptaient plutôt sur elles-mêmes et sur un système de copines dégoûtées (*street smarts*).

Les femmes ont rarement quitté la prostitution suite à des expériences violentes. Au contraire, il semble que ces incidents les motivaient à adopter des stratégies pour gérer la violence qui faisait, pour elles, partie du métier. Assurer leur contrôle de situations potentiellement dangereuses devient ainsi critique. Huit répondantes sont par exemple restées sobres durant leur travail pour se protéger et s'assurer qu'elles seraient en mesure de s'échapper si elles se sentaient menacées. Comme nous l'a dit l'une d'entre elles : « Je pense que je suis plus alerte à ce qui se passe quand je suis sobre ». Une autre mentionne : « J'aime mieux pouvoir me sortir de la situation, que de tomber parce que je suis trop saoule ou trop gelée ».

Plusieurs femmes se sont dites fines juges des comportements humains et en mesure d'utiliser leur instinct pour discerner si un client pouvait devenir violent.

Je sais très bien lire les gens et si je n'aime pas ce que je sens... Je n'ai pas tant besoin d'argent pour me geler. Je dirais « désolé mon pote, laisse-moi sortir d'ici ».

C'est un sentiment. Il faut que tu aies des pressentiments quand tu es sur la rue. Si tu ne les as pas, tu meurs.

Suivre les « règles » était une autre stratégie de protection que les femmes utilisaient pour se protéger des clients violents.

Je suivais les règles. Il y avait [sic] pas de vans, pas plus d'une personne. Je ne sortais pas dans le centre-ville.

Je n'allais pas avec des jeunes gars ou des gens gros ou musclés. J'allais avec des gars plus vieux. Si un jeune gars était trop rapide pour dire oui à un prix, je disais « Va prendre une

marche ». Il aurait essayé de me battre ou il m'aurait donné l'argent et puis après, il l'aurait repris.

Je n'irai pas avec toi si tu bois, si tu es gelé, si ta voiture est pleine de cochonneries.

Les femmes se tenaient souvent en paires ou en groupes pour se protéger des mauvais clients ou alors elles avaient des armes. Une décrit comment « nous ne nous laissions pas les unes les autres. On prenait en note les plaques [d'immatriculation] des autres ». Une autre indique « [Les talons aiguilles] étaient mes armes, comme mes clefs. J'ai toujours mes clefs dans la main. C'est une bonne arme ».

Prévenir la violence pour les filles exploitées sexuellement par la prostitution

Étant donné ce que nous venons de voir sur le degré de violence qui affecte la vie des filles et des jeunes femmes entraînées dans la prostitution, il semble clair que la meilleure stratégie est d'intervenir avant que les filles ne commencent dans la rue. Nous avons demandé à chaque femme : « Qu'est-ce qui aurait pu vous empêcher de vous engager dans la prostitution ? ». Sept ont répondu que rien n'aurait pu être fait.

Je savais que je me retrouverais dans la rue. Dès cette nuit là où j'étais là et que j'avais été droguée, la nuit suivante j'étais sur la rue. Il n'y avait pas de retour; je savais que je me retrouverais là.

J'étais trop prise par le brillant et le glamour. Je ne voulais écouter personne. J'ai été violée quand j'avais à peu près 11 ans par un de mes meilleurs amis et après ça, je me suis senti une merde. Ça a juste continué à descendre à partir de là. J'ai fait des choix à partir de ce que je ressentais. Une fois que tu as commencé sur cette voie là, c'est difficile d'en sortir.

Je ne pense pas qu'il y a rien qu'ils [la société] pourraient faire pour empêcher ça.

La réponse la plus souvent donnée, celle de 16 femmes, a été de changer leur famille d'origine.

Une mère et un père aimants.

Avoir des parents normaux. La société pense que ce sont des problèmes de société. Mais ce n'est pas ça, c'est la famille, c'est les parents. La société peut soutenir, elle peut mettre en place des fondements, comme toutes ces familles d'accueil et des organismes de désintox de qualité. [Mais] il y a quelque chose dans toi quand tu grandis dans un environnement malsain et que tu ne te sens pas aimé par tes parents. Pourquoi est-ce que ça fout en l'air la vie d'une personne ? Je ne sais pas, mais ça le fait.

Toute ma vie (rires). Si mes parents avaient été différents, je ne me serais pas embarquée. Je vivrais encore à la maison.

Trois ont blâmé l'intervention des services de protection de l'enfance dans leur famille :

J'avais des bons parents mais ils ont abandonné trop vite. Ils m'ont mis dans des foyers et je n'avais pas leur soutien et ça a juste tout foutu en l'air.

Si la DPJ s'était occupée de ses foutues affaires et m'avait laissée là où je devais être.

Implications pour la politique et la pratique

Bien que, dans la plupart des cas, nous n'ayons pas explicitement demandé aux répondantes de nous parler de leur victimisation passée ou présente, celles-ci ont révélé des taux d'abus sexuels durant l'enfance cohérents avec ceux rapportés par d'autres chercheurs canadiens. De plus, la violence et les abus ont continué après que les filles aient quitté la maison et se soient engagées dans la prostitution (Benoit et Millar, 2001; Lowman et Fraser, 1995; McIntyre, 1999; Nadon, *et al.*, 1998; Schissel et Fedec, 1999).

Cette violence était souvent sérieuse, résultant fréquemment en des blessures douloureuses et parfois extrêmement graves. Bien que la violence des proxénètes et des jules aient amené de nombreuses femmes à envisager quitter la prostitution, très peu l'ont fait, envisageant cela comme une partie du boulot, normale, à laquelle on doit s'attendre. Plusieurs femmes ont exprimé leur soulagement de n'avoir eu que « deux ou trois » mauvais clients. Cette promptitude à accepter la violence dans le travail du sexe a été notée auparavant par Pyett et Warr (1999 : 194) qui ont trouvé que « les travailleuses de rue étaient préparées à accepter la violence comme une des conditions inhérente au fait de travailler dans une occupation illégale et marginalisée socialement »

Les récits de ces femmes mettent en lumière l'importance de créer de meilleures stratégies pour combattre la violence contre les filles et les jeunes femmes exploitées dans la prostitution. Des programmes réussis vont le plus souvent utiliser des approches autres que celles des services pour les femmes adultes travailleuses du sexe. Plus tôt nous interviendrons avec les jeunes filles qui se retrouvent dans la rue et plus nous serons en mesure de prévenir la violence et les effets négatifs sérieux décrits par les femmes que nous avons interrogées. L'histoire des services pour les femmes battues nous a enseigné que quitter une relation de violence est un processus difficile qui prend souvent des années. Une perspective semblable doit être adoptée dans l'intervention avec des filles et des jeunes femmes exploitées sexuellement dans la prostitution.

Des programmes pour prévenir l'exploitation des enfants ont été développés récemment et diffusés dans le système scolaire, surtout au niveau du secondaire. Aucun n'a été évalué en fonction de son efficacité (Tutty, Bradshaw et al, 2002). Un tel effort de prévention primaire peut être mal dirigé étant donné la proportion élevée de femmes de la présente étude qui ont commencé avant l'âge de 15 ans. Bien que les programmes de prévention de la prostitution combattent le mythe d'une prostitution pleine de glamour, telle qu'elle est présentée dans des films comme « *Pretty Woman* », et qu'ils peuvent changer les attitudes des jeunes femmes et des jeunes hommes à l'égard de celles et ceux qui sont exploités dans la prostitution, la majorité des élèves des écoles secondaires ont dépassé l'âge où ils sont vulnérables aux attrait de la rue.

Il semble plutôt qu'une approche de prévention secondaire ciblant des jeunes adolescents « à risque » dans des familles d'accueil et des foyers de groupe serait plus appropriée. De plus, une approche de prévention tertiaire, offrant des traitements aux enfants qui ont été abusés sexuellement, pourrait mettre l'accent sur les graves effets à long terme de ces abus et prévenir le développement de symptômes traumatiques qui entraînent un départ vers la rue.

Bien que l'ampleur de la violence vécue par les filles exploitées sexuellement dans la prostitution ait été documenté auparavant, comprendre son contexte quotidien et sa nature généralisée est nécessaire pour développer des services plus efficaces et des stratégies afin d'aider les filles et les adolescentes à quitter la rue.

Références

- Benoit, C., & Millar, A. (2001). *Dispelling myths and understanding realities: Working conditions, health status, and exiting experiences of sex workers*. Prostitutes Empowerment, Education and Resource Society (PEERS).
- Coleman, H., & Unrau, Y. (1996). Analysing your data. In L. Tutty, M. Rothery, & R. Grinnell, Jr. (Eds.), *Qualitative research for social workers: Phases, steps, and tasks*. Boston: Allyn and Bacon, 88-119.
- Farley, M., & Barkan, H. (1998). Prostitution, violence against women, and posttraumatic stress disorder. *Women and Health*, 27, 37-49.
- First Call and Youth Coalition (1996). *An overview of child and youth issues in British Columbia*. Vancouver, BC: First Call.
- Kingsley, S., & Mark, M. (2000). *Sacred lives: Canadian Aboriginal children and youth speak out about sexual exploitation*. Ottawa: Save the Children Canada.
- Lowman, J. (2000). Violence and the outlaw status of (street) prostitution in Canada. *Violence Against Women*, 6, 987-1011.
- Lowman, J., & Fraser, S. (1995). *Violence against persons who prostitute: The experience in British Columbia*. Ottawa ON: Department of Justice Canada.
- Marshall, C., & Rossman, G.B. (1989). *Designing qualitative research*. Newbury Park, CA: Sage.
- McEvoy, M., & Daniluk, J. (1995). Wounds to the soul: The experiences of Aboriginal women as survivors of sexual abuse, *Canadian Psychology*, 36, 221-235.
- McIntyre, S. (1999). The youngest profession: The oldest oppression: A study of sex work. In C. Bagley & K. Mallick (Eds.), *Child sexual abuse and adult offenders: New theory and research*. Aldershot, UK: Ashgate, 159-192.
- Miller, J. (1993). "Your life is on the line every night you're on the streets": Victimization and resistance among street prostitutes. *Humanity and Society*, 17, 422-446.
- Nadon, S., Koverola, C., & Schludermann, E. (1998). Antecedents to prostitution: Childhood victimization. *Journal of Interpersonal Violence*, 13, 206-221.
- Pyett, P., & Warr, D. (1999). Women at risk in sex work: Strategies for survival. *Journal of Sociology*, 35, 183-197.
- Schissel, B., & Fedec, K. (1999). The selling of innocence: The gestalt of danger in the lives of youth prostitutes. *Canadian Journal of Criminology*, 41, 33-56.
- Tutty, L., Bradshaw, C. et al. (2002). *School based violence prevention programs: A resource manual to prevent violence against girls and young women*. Calgary: AB: RESOLVE Alberta. Disponible sur: www.ucalgary.ca/resolve/violenceprevention

Le travail du sexe, une réalité genrée ?

DOMINIQUE DAMANT¹

LINA NOËL²

MICHEL DORAIS³

Nous nous appuyerons sur les résultats du projet de recherche Femmes, violence, MTS-SIDA (Trottier, G., Damant, D., Noël, L. et Lindsay, J. CQRS 1999-2001) ainsi que sur la recension des écrits effectuée dans le cadre d'un projet de recherche à venir portant sur le VIH, la violence et la régulation de la prostitution de rue à Québec selon le genre (Damant, D., Trottier, G., Dorais, M., Noël, FQRSC, 2002-2004) pour répondre à la question centrale de la journée « La prévention doit-elle être spécifique selon le genre? »

D'entrée de jeu, nous tenons à souligner qu'il existe une différence entre le sexe biologique et le sexe social (Mathieu, 1991, 1994), mais qu'il faut tenir compte à la fois du sexe biologique et du sexe social (Descarries, 1998). C'est ce que je tenterai de montrer dans ma présentation. Bien que cet aspect n'ait pas fait l'objet de discussion lors de cette journée, il constituera un point central de ma présentation.

Une première recherche réalisée sur le thème « Femmes, violences, MTS, SIDA » soulevait la question suivante : En quoi la violence participe-t-elle à la transmission hétérosexuelle du SIDA et à la féminisation de l'épidémie? Pour répondre à cette question et en lien avec les partenaires⁴ du projet, nous avons rencontré en entrevue 25 femmes vivant dans ce que nous avons appelé un univers social à risque. Les indicateurs d'inscription dans cet espace social à risque étaient : le mode de vie, la consommation de drogues, les activités de prostitution, de délinquance (vol, recel) ou de trafic de drogue, la fréquentation de lieux (piqueries, piaules) et de personnes spécifiques, l'absence — parfois — de domicile fixe, ainsi que les conséquences associées à ce mode de vie (perte de la garde de son ou de ses enfants; démêlés avec la justice et emprisonnement). Les participantes étaient âgées de 21 à 43 ans : 8 se situaient dans le groupe des 21-25 ans, 5 dans celui des 26-30 ans, 5 dans celui des 36-40 et une seule avait plus de 40 ans au moment de l'entretien. Elles étaient généralement très peu scolarisées, seulement 5 ayant complété leurs études secondaires. La grande majorité d'entre elles sont des mères (20 participantes sur 24) de 1 ou 2 enfants (pour 17 d'entre elles) et de 3 ou 4 enfants (pour 3 d'entre elles). Toutes ces femmes ont ou ont eu, parfois jusqu'à très récemment, une consommation importante de drogue, le plus souvent de la cocaïne par injection ou sous forme de free base. La majorité de ces femmes (18 sur 24) ont également indiqué être ou avoir été une travailleuse du sexe (danse et prostitution en agence ou sur la rue).

À partir des récits de vie des femmes rencontrées, deux niveaux d'analyse ont été effectués. Le premier a permis de distinguer deux moments de la trajectoire de vie de ces femmes, avant et après l'inclusion dans l'espace social à risque. Celui-ci, sans être clos sur lui-même, constitue leur contexte de vie. Il définit les conditions de vie, structure le quotidien, les décisions et sert de référence pour comprendre leurs façons d'agir et de penser. À ce niveau d'analyse, les expériences de violence ont été distinguées et classées selon le moment d'inclusion dans l'espace social. Un deuxième niveau d'analyse a porté sur les interactions sexuelles, leurs liens avec les violences subies et le risque de contracter des ITS (infections transmises sexuellement).

¹ CRI-VIFF (Centre interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes), Université Laval.

² Centre de santé publique de Québec

³ Université Laval.

⁴ Établissement de détention de Québec, Centre Femmes aux 3A, Expansion femmes de Québec, Point de repères.

Les femmes rencontrées nous ont décrit les violences qu'elles ont subies et qui ont traversé leur vie : leur enfance, leur vie amoureuse à l'adolescence et à l'âge adulte, leur conjugalité, ainsi que leur vie comme parent et travailleuse. Ces femmes ont connu toutes les formes de violence, physiques, psychologiques, sexuelles, économiques. À cette liste, nous avons ajouté une forme de violence que nous avons nommé « mortifère », où la personne ressent un fort sentiment de mort. Elles ont également été exposées à beaucoup de violence comme petite fille : violence conjugale, mais aussi inceste que leur sœur aînée ou cadette vivait. Cette violence, elles l'ont subie de la part d'un tiers, que ce soit un parent, un conjoint, un enfant, une collègue de travail, une institution (services sociaux ou judiciaires, etc.) ; elles l'ont aussi exercée à l'égard d'elles-mêmes (mutilations, tentatives de suicide). Elles ont enfin été violentes à l'égard des autres (enfants, conjoints, pimp, etc.), notamment dans leur travail comme travailleuse du sexe.

Les citations suivantes illustrent le type de violences dont elles nous ont parlé. Une femme mentionne la violence de sa mère à laquelle elle a été exposée, moments cruels qui la touchent profondément:

Ma mère, c'était la cruauté mentale au maximum, tout au long de mon enfance. Aucune communication, aucun amour gratuit, aucune compassion. Elle battait ma sœur, la martyrisait, la cachait dans la chambre des semaines...

C'est à un scénario semblable qu'est exposée une autre jeune fille dont la mère, très violente et junkie, « sautait vraiment des cochons » :

Elle m'a pognée par les bras, elle m'a embarquée dans le bain (et) m'a calée; ça a duré longtemps. Elle m'a tenue longtemps en dessous de l'eau. Je suis devenue toute faible. Je me souviens, je me suis débattue longtemps puis, un moment donné, il n'y avait plus rien à faire.

Une autre raconte enfin une agression de la part d'un client :

Le gars m'a embarqué, on était en plein jour. Il avait une drôle de face, vraiment pas beau et même, épeurant. J'ai embarqué pareil, j'étais en manque, j'avais le goût de me geler. Une chance que j'étais à jeun parce que je serais peut être morte. Il m'a amenée dans un bois et là, il me donne 25\$ pour y faire une pipe. J'y fais. Après, il sort un couteau et là, monsieur décide qu'il en voulait encore. Il m'a réellement menacée, il m'a crissé un couteau en dessous de la gorge et m'a traitée de tous les noms. C'était la panique! J'ai vu que c'était un fou. Un moment donné on est parti. Il a dit qu'il viendrait me reporter mais il refaisait un détour pour s'en aller dans les bois. Je capotais, j'essayais d'ouvrir la porte. Il m'a crissé un coup de poing sur la gueule. On est arrêté à une lumière et sa fenêtre était baissée. Il y avait deux chars à côté et j'ai crié au secours, tout fort. Il m'a crissé un coup de poing et quand il est arrivé pour regarder de l'autre bord, j'ai débarré la porte. Il a crissé le pied dans le fond, la porte était ouverte et là, il me tenait par un bras. Il était quasiment rendu à 80, 90 km à l'heure. Il a fallu que je saute en bas du char. Là, il a essayé de reculer pour me faire embarquer mais je courais pis je courais, hostie que j'avais peur, j'étais sûre qu'il allait me frapper, m'écraser.

À la lumière des informations fournies par les participantes, deux processus ont été identifiés en lien avec la violence. Un premier tient à la participation de la violence à l'insertion dans l'univers social à risque. Toutes les formes de violence vécue, tous les coups et les paroles portés à leur corps, leur sexe, et leur âme les amènent vers cet univers. Une fois dans cet univers, commence un

deuxième processus, que nous avons appelé processus d'ancrage dans l'univers social à risque. Une fois insérée dans un univers de violence, de toxicomanie, etc., le processus de victimisation précipite l'ancrage et conduit à l'adoption d'une conduite toxicomaniaque et à une augmentation de la violence : plus je me prostitue et plus je vais prendre des moyens pour ne pas sentir; plus je subis de la violence et plus j'ai besoin de me geler pour ne pas souffrir, etc....

Les résultats de cette recherche montrent que, dans ce sous-groupe particulier, il existe indéniablement des liens multiples entre violence et vulnérabilité au VIH. Nous nous sommes par la suite demandé si la situation des prostitués masculins était semblable à celle des femmes prostituées sur le plan de la violence. Nous nous sommes demandé en outre si la façon de réguler la prostitution de rue chez les hommes diffère de celle chez les femmes et si les impacts sur la vulnérabilité au VIH étaient comparables. Il faudra encore deux ans avant d'avoir des résultats de ce projet, mais certaines pistes, que je présenterai ici, ont alimenté la préparation de la demande de subvention. Elles s'appuient sur une analyse de genre, c'est-à-dire une analyse qui utilise à la fois la notion de sexe biologique et celle de sexe social.

La prostitution n'implique pas un mode de vie uniforme et homogène. Elle se décline sur un mode hiérarchique ; une femme peut être danseuse, escorte etc. La prostitution de rue, qui représente 20% de tout le travail du sexe au Canada, se retrouve à l'échelon le plus bas. Elle est la plus risquée, la plus dangereuse en raison de la violence physique et sexuelle vécue par les travailleurs et les travailleuses du sexe. La répression policière y est également importante, violence physique, harcèlement etc.... Enfin, on sait que prostitution de rue et toxicomanie grave vont souvent de pair.

Que sait-on des différences entre la prostitution masculine et la prostitution féminine ? Le travail du sexe au masculin est moins bien documenté que celui de la prostitution des femmes. La recension des écrits signale toutefois des différences selon le sexe biologique. On sait que moins d'hommes que de femmes s'adonnent au travail du sexe. On sait également que les hommes et les femmes prostitués occupent une position sociale structurée selon le genre : la carrière des hommes qui se prostituent est moins longue, ils ne la mènent pas toujours exclusivement ni à plein temps, ils ont des interruptions d'activité prostitutionnelle plus fréquentes. La grande majorité de la prostitution masculine est de nature homosexuelle, bien que cela ne présume en rien des orientations ou des étiquettes identitaires revendiquées par les clients ou par les hommes travailleurs du sexe.

Les hommes qui se prostituent subiraient moins de violence dans leur travail que les femmes de la part des clients et des pimps et cette violence est souvent de nature homophobe; ils vivraient aussi généralement moins d'arrestations et de harcèlement policier que les femmes. Par contre, tous les hommes prostitués ne sont pas identiques : les travestis et les transgenrés — qui n'ont pas les apparences physiques d'un « vrai homme » — vont subir beaucoup plus de violences que les autres. C'est ici que la notion de sexe social ou de genre social intervient : ces hommes — qui sont des hommes et non des femmes — subissent une violence fort semblable à celles de femmes parce qu'ils ne répondent pas aux normes sociales.

En conclusion, les stratégies de prévention à l'égard des travailleuses et des travailleurs du sexe doivent tenir compte de la différence quant au sexe biologique, parce qu'il existe une différence entre les femmes et les hommes prostituées, mais doivent également tenir compte de la différence quant au sexe social. Plus spécifiquement, ces stratégies doivent prendre en compte le fait que les travestis, les transgenres etc.... tous ces hommes qui ne correspondent pas au modèle hétéronormatif sont autant, sinon plus, victimes de violence que les femmes.

Références

Descarries, F. (1998). Le projet féministe à l'aube du 21e siècle, un projet de libération et de solidarité qui fait toujours sens, *Cahiers de recherche sociologique*, 30, 181-210.

Mathieu N-C. (1991). *L'anatomie politique, catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Côté-femmes.

Mathieu N-C. (1994). Dérive du genre, stabilité des sexes, dans *Madonna, érotisme et pouvoir*, sous la dir. de Dion, Michel, Paris, 54-70.

Filles et gangs de rue : quand le rêve tourne au cauchemar¹

MARIE-MARTHE COUSINEAU²

MICHÈLE FOURNIER³

SYLVIE HAMEL⁴

Le phénomène des gangs de rue n'est certes pas nouveau. On n'a qu'à se référer aux travaux de Trasher, publiés en 1927, pour s'en convaincre. Toutefois, plus récemment, l'intérêt pour le phénomène des gangs paraît avoir pris un véritable essor, à tel point qu'on peut dire que les recherches sur le sujet se sont multipliées à un rythme quasi inflationniste. De nombreuses facettes des gangs de rue ont ainsi été étudiées, notamment leur prévalence, leurs caractéristiques, les caractéristiques de leurs membres, la hiérarchie qui prévaut au sein de ces regroupements, ainsi que la violence et la criminalité qui leur sont associées (pour une recension des écrits, voir Hébert, Hamel et Savoie, 1977).

Malgré l'abondance des travaux produits au cours des dernières années au sujet des gangs, l'intérêt pour la place qu'y tiennent les filles, le rôle qu'elles y jouent et les expériences qu'elles y vivent demeurent marginal. Pourtant, les quelques études qui en traitent indiquent qu'un nombre grandissant d'entre elles occupent une place de plus en plus importante et significative dans le sillage des gangs de rue et que leur expérience, dans ce contexte, est spécifique. Ce qui fait dire à Campbell (1984) et Taylor (1993) que les interventions auprès des adolescentes associées aux gangs de rue risquent certainement d'être inappropriées si on cherche simplement à transposer à leur sujet les connaissances acquises concernant les garçons membres de gang. Autre constat, les quelques études qui se sont intéressées aux filles en lien avec les gangs de rue ont presque toutes été réalisées aux États-Unis. Or, si les États-Unis sont les voisins du sud du Québec, il n'en demeure pas moins que la situation qui y prévaut en matière de gang de rue n'est pas nécessairement assimilable à celle qui se développe en contexte québécois. Conclusion : pour bien rendre compte de la réalité vécue au Québec par les jeunes filles en lien avec les gangs de rue, il faut recueillir et analyser des données québécoises qui concernent spécifiquement les filles. C'est le mandat que nous nous sommes donné.

LES OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

Les objectifs que nous nous sommes fixés se définissent de la manière suivante. Il s'agit de :

- comprendre le cheminement ayant mené les filles à joindre un gang ;
- connaître l'expérience qu'elles vivent au sein du gang ;
- tenter de savoir si des expériences de victimisation ont été vécues avant et pendant l'affiliation au gang ;
- comprendre le déroulement ainsi que les motivations ayant mené à la désaffiliation, le cas échéant.

1 Les données présentées ici sont en grande partie tirées du mémoire de maîtrise de Michèle Fournier ayant pour titre : Jeunes filles affiliées aux gangs de rue à Montréal : cheminements et expériences, lequel a été réalisé à l'École de criminologie de l'Université de Montréal, sous la direction de Marie-Marthe Cousineau. Le mémoire présente, en outre, une importante recension des écrits sur le sujet des jeunes filles et des gangs.

2 Centre international de criminologie comparée, Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite au femme, Université de Montréal.

3 École de criminologie, Université de Montréal.

4 Institut de recherche pour le développement social des jeunes, au Centre international de criminologie comparée, Université de Montréal.

LA MÉTHODOLOGIE

L'étude, telle qu'elle a été conçue, s'intéresse aux points de vue des jeunes filles concernant l'expérience vécue en lien avec les gangs de rue. Pour ce faire, elle adopte une approche résolument qualitative s'appuyant sur le récit d'expérience. À la différence des récits de vie, qui concernent l'ensemble de la vie de la personne de ses premiers souvenirs jusqu'à la période précédant la tenue de l'entretien, le récit d'expérience met l'accent sur une partie de la vie de la personne délimitée plus spécifiquement autour d'une dimension de celle-ci, dans le cas présent l'association aux gangs de rue. Ces récits sont organisés suivant une séquence temporelle qui permet de suivre la chronologie des événements. Ils s'initient à partir d'une consigne de départ large — « J'aimerais que tu me parles de ton expérience avec les gangs... » — et se poursuivent en visant d'abord à situer la séquence des événements par des relances — du type « avant cette période, que s'est-il passé ? », « suite à cela, qu'est-il arrivé ? » — tentant, par là, de préciser la séquence ou la configuration des éléments entourant un événement en particulier ou une série d'événements. Par la suite, une fois que le récit paraît complété en termes chronologiques, on passe à des relances plus thématiques, visant alors à approfondir certains aspects prédéfinis de la problématique à l'étude et qui n'auraient pas été suffisamment explorés, voire pas du tout, dans le cours de l'entretien rétrospectif.

L'analyse suit la même logique. Elle se fait d'abord de manière verticale, s'intéressant alors à la chronologie des événements relatés au cours de chaque entretien, puis de manière transversale, tentant cette fois de dégager de l'ensemble des entrevues les thématiques abordées de manière récurrente, que les propos tenus à leur sujet soient congruents ou divergents.

LA CONSTITUTION DE L'ÉCHANTILLON

L'échantillon est constitué suivant la technique du tri expertisé (Anger, 1992), lequel consiste à faire appel à un intervenant qualifié (dans le cas de la présente étude, il s'agit d'intervenants oeuvrant au sein des centres jeunesse) qui identifie au sein de sa clientèle ceux et celles qui correspondent aux critères d'échantillonnage, les aborde, leur fait part de la tenue de l'étude, de ses objectifs et des modalités de réalisation de celle-ci. Il demande ensuite à la personne s'il elle serait intéressée à y participer, auquel cas il la met en relation avec les chercheurs. Cette technique comporte ses avantages et ses limites (à ce sujet voir Pires, 1997).

LE PORTRAIT DE L'ÉCHANTILLON

Les jeunes filles rencontrées ont en moyenne 15,9 ans ; la plus jeune ayant quatorze ans⁵ et la plus âgée, vingt-quatre. Celles-ci se joignent à un gang, pour la première fois, en moyenne à l'âge de 12,5 ans et quittent, en moyenne toujours, à l'âge de 14,8 ans. Quatre d'entre elles sont d'origine canadienne (leur deux parents sont canadiens), trois sont d'origine mixte (un parent canadien et l'autre d'origine différente), et six sont d'origine autre que canadienne (aucun des deux parents n'est canadien). Au moment où nous les rencontrons, la durée moyenne de leur affiliation aux gangs est de 17 mois. Neuf d'entre elles ont quitté le gang alors que les quatre autres affirment y être encore associées.

Bien que la plupart des jeunes filles rencontrées avouent ne pas véritablement connaître la situation économique de leurs parents, leur récit laisse entendre qu'elles proviennent majoritairement de

⁵ Il faut ici préciser que 14 ans représente l'âge limite à partir duquel nous recrutons les jeunes filles, ce qui nous libérait de l'obligation d'obtenir le consentement des parents pour leur participation à l'étude.

familles démunies qui, en outre, éprouvent certaines difficultés qu'elles révèlent au fil de leur témoignage: violence psychologique, physique ou sexuelle au sein de la famille, toxicomanie, problèmes de santé mentale ou physique des parents, faisant en sorte que les jeunes filles doivent assumer de lourdes responsabilités familiales ou sont complètement laissées à elles-mêmes. D'ailleurs, dix d'entre elles ne vivent plus qu'avec un seul de leurs parents biologiques.

Au moment où nous les rencontrons, neuf des treize jeunes filles présentent un retard scolaire s'étalant entre un et quatre ans, pouvant varier selon les matières académiques. Ce retard peut être dû à des difficultés d'apprentissage ou à des troubles de comportement ayant entraîné leur expulsion ou leur départ volontaire de l'institution. Toutes, sauf une, sont l'objet d'un placement en Centre jeunesse en vertu de la *Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ)*, jamais sous le couvert de la *Loi sur les jeunes contrevenants(LJC)*. Pour sept d'entre elles, il ne s'agit pas d'une première prise en charge ; elles se sont préalablement retrouvées soit en famille d'accueil, en foyer de groupe, ou même en centre de réadaptation, toujours sous le couvert de la *Loi sur la protection de la jeunesse*, le plus souvent en lien avec l'article 38H qui prévoit le placement possible des jeunes en institution lorsque ceux-ci manifestent des « troubles de comportements ». Toutes celles-là sont rencontrées en centres jeunesse. La dernière, plus âgée, est rencontrée à l'extérieur.

Il ressort de l'ensemble des entretiens que nous avons réalisés, que les filles qui s'associent à un gang ont, pour la plupart, vécu diverses formes de victimisation avant leur affiliation au gang. Celles que nous interviewons citent, à cet égard, différentes formes de négligence qui, de leur point de vue, ont marqué leur enfance :

Moi dans toute mon enfance, je me suis jamais vraiment sentie aimée de mes parents [...]. Je me sentais pas aimée. Il y a mon père qui était parti quand j'avais quatre ans. Je me sentais pas bien. [...] Ils m'ont donné l'amour qu'ils pouvaient me donner sauf que j'avais besoin de plus que ça. C'est sûr que si je pense plus à mes parents, je me cale plus et je retombe dans mes problèmes, je fais des conneries pour qu'eux autres sachent que « you-hou, je suis là ». C'est pour ça qu'avant, je faisais beaucoup de conneries aussi, pour dire à mes parents que j'étais là... [Nancy, 15 ans]

Elles confient aussi avoir subi des violences psychologiques, physiques et sexuelles au sein même de la famille, en milieu scolaire et, pour certaines, en dehors de la famille et de l'école :

Je me faisais battre par ma mère et mon père. Ça a commencé par mon père puis ma mère disait : « franchement , t'as pas d'allure ». Alors ils se sont séparés et elle est partie avec nous, puis après elle a commencé. Je sais pas, c'est parce qu'elle était en dépression puis sûrement qu'elle voyait que le seul moyen qu'on comprenne vraiment et tout ça, c'était de nous frapper... [Eva, 16 ans]

L'ADHÉSION AU GANG : LA LUNE DE MIEL

Comment...

Le récit que les jeunes filles interviewées font de leur adhésion au gang témoigne du fait que cette étape s'effectue, ordinairement, sur le mode de la séduction et non de la coercition, et suivant un processus plus ou moins long. Pour certaines, il s'agit tout naturellement de suivre les pas d'une sœur ou, plus souvent, d'un frère plus vieux, déjà membre d'un gang :

Moi, j'ai grandi avec les gangs de rue, c'est plus pour ça que j'ai été intégrée là-dedans, parce que je voyais comment ça se passait et mes frères étaient intégrés là-dedans, et mes cousins [...]. Un jour ou l'autre, il y en avait beaucoup là-dedans qui savaient que j'allais rentrer là-dedans, [...] Il y a pas une fille qui peut me dire qu'elle a grandi avec ces gars-là et qui est pas comme eux... [Cassandre, 17 ans]

Pour beaucoup d'autres, comme Laurie, il est question d'une véritable « histoire d'amour ». Ainsi, avant de rencontrer son amoureux Laurie ne savait rien des gangs. Au début de leurs fréquentations, celui-ci se montre très prévenant avec elle : il agit de façon galante et se montre fort attentionné. Après quelques semaines, Laurie réalise que des choses bizarres se passent lorsqu'elle est avec lui : il est impliqué dans plusieurs bagarres, des filles ressortent de la chambre de son colocataire en pleurant, et il mentionne souvent des noms de gangs. Lorsqu'elle se met à le questionner à ce sujet, il finit par lui avouer qu'il fait partie d'un gang et que, puisqu'elle est sonoureuse, elle est aussi considérée comme étant affiliée à ce gang. Elle confie s'être engagée dans cette expérience sans trop savoir ce dans quoi elle s'impliquait réellement :

Moi, au début, je disais que j'étais pas dedans et tout, mais vu que je sortais avec, j'étais considérée comme si j'étais dedans. Et là, ses amies de filles qu'il connaissait ont commencé à me prêter du linge, à me prêter des bandeaux, elles m'arrangeaient. Alors, c'est de même que je me suis embarquée dedans, sans même le savoir. [Laurie, 15 ans]

Cette histoire, à quelques variantes près, nous l'entendrons de plusieurs jeunes filles.

Pourquoi...

Au chapitre des motifs d'affiliation, il apparaît en tout premier lieu que l'adhésion au gang représente, pour plusieurs, une porte de sortie qui leur permet de fuir les situations difficiles qu'elles vivent, notamment au sein de la famille. Cassandre en témoigne :

J'étais plus en sécurité où je restais que chez nous. J'avais moins de choses à me soucier. Mon père quand j'étais chez nous, je le fuyais tout le temps, tandis que, quand j'étais dehors, j'avais personne à fuir ... [Cassandre, 17 ans]

Cassandre, agressée sexuellement par son père sur une base régulière, choisit de se tourner vers les membres d'un gang non seulement pour fuir la situation... mais aussi parce qu'elle a le sentiment que ceux-ci sont les seuls à croire son histoire, et, selon la lecture qu'elle en fait, à lui offrir une certaine forme de protection qu'elle recherche, d'une part vis-à-vis de son père et, d'autre part, en regard des conséquences de sa fuite du milieu familial. Nombreuses, d'ailleurs, sont les filles qui associent un sentiment de sécurité à leur adhésion au gang, du moins au début...

Ils me traitaient comme la fille qui pouvait pas avoir de blessures eux autres. Je sais pas comment le dire, mais si quelque chose m'arrivait, je devais leur parler et ils me protégeaient. Ils disaient : « tel gars, il pourra jamais te toucher ». [Helen, 16 ans]

Moi, j'aime ça de même, je me sens protégée parce que je le sais qu'avec eux autres, il peut rien m'arriver de mal. Il peut m'arriver quelque chose de mal, genre prendre de la drogue ou n'importe quoi, mais si j'ai un problème avec genre un gars qui veut me casser les deux jambes, j'appelle mes amis et ils vont venir à mon secours. [Sophie, 14 ans]

Le besoin de valorisation et de popularité vient au second rang des motifs expliquant, de l'avis des jeunes filles, leur adhésion aux gangs :

C'est venu combler un manque que j'avais, un manque d'amour, manque d'attention... Quand tu as pas d'attention et que t'es adolescente, tu veux parler, tu veux faire-ci, tu veux faire-ça et y'a personne qui a le temps de t'écouter et tout le monde te crie des bêtises... Tu vas les voir eux autres : « criss t'es cool, t'es hot, t'es super comique... » Ça fait changement... Ça me valorisait dans un sens là. [Marie-Pierre, 24 ans]

S'ajoute la recherche de « vrais » amis, selon l'expression même qu'elles emploient :

Quand t'es dans un gang, t'as des amies de filles, t'as des amis de gars... pas des *fakes*, des *reals*. Vraiment des vrais amis. Tu te dis que cette personne-là, elle t'aime pour ce que tu es, non pas pour ce tu as ... [Cassandre, 17 ans]

le goût du risque pour certaines:

Moi j'aime le danger, j'aime la peur. N'importe quand tu vas me dire : « non, va pas là », je vais y aller. C'est le danger... Je vais y aller pour prouver que je suis capable de le faire...

et, enfin, le besoin d'argent sans égard à sa provenance :

Ma mère avait pas d'argent. Essaye de prendre des cours de ci, essaye de prendre des cours de ça, ça coûte tout le temps de l'argent faire ça. Tu fais quoi dans ce temps-là? [...] Tout le monde s'habille en Polo quand c'est la mode du Polo, et tout le monde s'habille en ci et ça, et toi, tu es habillée en Croteau. C'est chiant pareil là. Ou tout le monde se promène avec cinq cents dans les poches et toi tu as un trois piastres. L'argent, ça a aidé disons. Tu vois tout le monde en gros char, et tout le monde avec la palette et les bijoux, à un moment donné ça fait chier sérieux. [Marie-Pierre, 24 ans]

Je trouvais ça attirant, le fait qu'ils faisaient beaucoup d'argent, et facilement. C'était de l'argent sale mais ça se faisait facilement pareil. [Cassandre, 17 ans]

L'affiliation au gang permettrait en particulier aux jeunes fugueuses de survivre le temps que dure leur fugue ou, pour certaines, jusqu'à ce qu'elles atteignent leur majorité.

À tout prendre, il paraît donc que la caractéristique commune aux jeunes filles qui nous livrent leur témoignage est une certaine forme de vulnérabilité, s'arrimant à une combinaison de divers sentiments et besoins qui ne trouvent pas de réponse dans leur entourage immédiat, mais qui trouvent réponse, au moins pour un temps, dans les gangs auprès desquels elles cherchent refuge et réconfort. Elles comprendront toutefois rapidement qu'il y a un prix, fort, à payer.

L'EXPÉRIENCE DES FILLES DANS LES GANGS : UNE DURE RÉALITÉ

Nos premières constatations, à la lumière du récit que font les jeunes filles de leur expérience en lien avec un gang, laissent entendre qu'elles ne feront jamais véritablement partie de celui-ci. Dans certains cas, bien qu'elles soient liées à des membres de gangs, étant ordinairement «l'amoureuse» de l'un d'entre eux, elles en seront littéralement exclues :

C'est : « tu es ma blonde, tu es ma femme, sois belle et tais-toi. Tu es avec moi pendant les breaks, tu fumes ta cigarette, tu me colles, tu m'embrasses et après tu t'en vas ». Ça marchait vraiment de même : « tu restes à la maison, tu sors pas ». Il y en a qui sortaient pas du tout, Les gars sortaient la fin de semaine, les filles restaient à la maison [...]. Les filles étaient là par parure [...]. C'était plutôt filles de gang, des gang-bangs, elles étaient bonnes à baiser, à fermer leur gueule et à être belles : sois belle et tais-toi. [Marie-Pierre, 24 ans]

Il faut que tu sois plus bas qu'eux autres [...]. Il y a des fois aussi, il y a des gars dans les gangs ils vont dire : « toi, tu es ma blonde, les business que je règle ça te concerne pas, c'est mes affaires, ma shit à moi, ma vie et ça te concerne pas toi ». [Cassandre, 17 ans]

Si on accepte de les intégrer au sein du gang, d'une certaine façon, leur statut ne dépassera jamais celui de membre périphérique. Sauf de très rares exceptions, elles ne feront jamais partie du noyau dur. Elles participeront néanmoins à certaines activités délinquantes, trafic de drogues et trafic d'armes en particulier, parce qu'elles sont moins susceptibles que les garçons de se faire prendre :

J'ai commencé à me tenir dans les club, moi je rentrais souvent les armes. Une fille, ça paraissait vraiment moins pire [...]. Mais dans le fond, comment ça peut être aussi cave que ça, comment une fille ça peut passer. Rentrer des armes au début là, le détecteur de métal ils passaient ça rien qu'aux gars, ils le passaient pas aux filles. La fille avec la jupe longue, qui aurait pensé qu'elle aurait un gun de coller après la cuisse? [Marie-Pierre, 24 ans]

Il vendait de la coke et à un moment donné, il y avait les policiers dans le building, des policiers en civil, et là il me disait de le mettre sur moi, dans ma brassière, dans mes bas. Il savait que les policiers iraient pas là. [Cassandre, 17 ans]

De leur propre aveu, elles s'engagent dans des activités délinquantes pour plaire aux membres masculins du groupe, pour prouver leur valeur à leurs yeux, pour payer leur dette envers le groupe qui les a recueillies alors qu'elles se trouvaient en grande difficulté, et pour assurer leur survie lorsqu'elles se trouvent en fugue. Dès ce moment, leur vie tourne autour de la recherche de moyens de plaire aux garçons du gang - et plus spécialement à leur « amoureux » membre du gang - et de moyens d'échapper aux autorités.

Il fallait que je prouve que j'étais forte, que j'étais capable de me défendre, qu'il y avait personne qui était capable de me battre. C'était toujours leur prouver, leur prouver... Leur prouver que j'étais capable de battre n'importe qui, leur prouver que je m'habille bien, leur prouver que je suis capable de faire plein d'affaires, que je suis la meilleure. Tu veux toujours te surpasser, faire plus de mauvais coups sans te faire prendre, plus, plus, plus, plus. [Eva, 16 ans]

Étant donné leur condition, subalterne et accessoire, très rapidement la situation qu'on leur avait fait miroiter va se détériorer et être marquée par différentes formes de victimisation (voies de fait, agressions et exploitation sexuelles) dans le gang comme à l'extérieur de celui-ci, du fait de ses activités délinquantes... Et bientôt vont s'installer la désillusion, la peur, la rancune.

Eux autres, ils te donnent de la drogue, ils t'embarquent dans une drogue forte que tu vas continuer à prendre, et tu vas être accroc là-dessus. Là, tu vas vouloir leur en demander, ils vont être fins, ils vont tout te donner. Eux autres, ils donnent tout mais après ils disent : « paye ». Là, tu as un choix, faire de la prostitution. Là, tu fais de la prostitution [...]. C'est

juste une question de peur parce que si c'était pas de la peur, je suis sûre qu'elles retourneraient pas. [Nancy, 15 ans]

Les expériences que les jeunes filles affiliées aux gangs vivent en tant qu'objets sexuels sont nombreuses et variées. Elles se traduisent d'abord par des abus commis par le partenaire amoureux:

Des fois, il me forçait à faire des affaires que je voulais pas faire, comme avec moi et d'autres gars ou moi et d'autres filles. J'avais beau dire non, c'était : « tu le fais et ça finit là, tu restes chez nous ». [Laurie, 15 ans]

puis par un certain trafic qui s'installe entre les membres du gang :

C'était ça... « lui, c'est mon meilleur ami et ce soir ça lui tente, alors va donc dans la chambre avec ». Moi, je suis une fille bien gênée sur ce point-là, j'ai même de la misère à me déshabiller tout nue devant mon propre chum. C'était vraiment là: « tu y vas » ! Et si je disais non, c'était: « veux-tu y aller ou tu veux une claque sur la gueule? » (Laurie, 15 ans)

Il faisait fumer des filles et après, il amenait ses amis et ses amis passaient dessus et après, il récoltait l'argent. [Sarah, 14 ans]

ou encore par la séduction dont on leur demande de faire usage pour aller quérir des renseignements auprès des membres de gangs adverses.

L'exploitation sexuelle des filles prend aussi des formes plus organisées. Elle constitue une source de revenus importante pour les gangs qui, pour un certain nombre, organisent une grande partie de leurs activités, sinon la totalité, autour de réseaux d'escorte, de danse nue ou de prostitution. Les filles ne consentent pas toujours à ces activités, mais on a vite fait de leur rappeler qu'elles ont une dette à payer, une participation à assurer au sein du gang (qu'on se rappelle l'extrait de Nancy cité plus haut).

CONTRÔLE, ISOLEMENT ET VIOLENCE

La vie des jeunes filles affiliées aux gangs est aussi marquée par diverses formes de contrôle et d'isolement pratiquées notamment par l'amoureux. La possessivité démontrée par les garçons à l'endroit des filles, qui se traduit dans des gestes de contrôle, n'est évidemment pas un phénomène exclusif aux gangs. Toutefois il se voit renforcé par le manque de confiance envers la partenaire, plus spécialement en regard des conséquences que pourrait avoir, pour le gang, la perte de contrôle des faits et gestes de celle-ci puisqu'elle connaît souvent, au moins pour une part, les activités du gang et les membres qui en font partie. Les nouvelles technologies, plus spécialement le téléavertisseur et, plus récemment, le téléphone cellulaire, sont largement employées à ces fins de contrôle, car il s'agit là de moyens permettant de joindre la compagne à tout moment et d'exiger d'elle des comptes. Par contre, ces moyens de contrôle semblent éventuellement ne plus suffire, et alors la violence en vue d'une contrainte purement physique s'installe, comme en témoigne Laurie :

Je pouvais quasiment pas sortir de chez eux parce que sinon je mangeais une volée ou des affaires de même, et c'était vraiment rendu fou. [Laurie, 15 ans]

Le contrôle exercé sur les filles n'est d'ailleurs pas l'apanage de l'amoureux. La situation des filles associées aux gangs se distingue, à cet égard, de celle des autres filles contrôlées par leur amoureux.

La surveillance et le contrôle peuvent, en effet, être pratiqués par l'ensemble des membres du gang qui, tout autant que l'amoureux, voit la jeune fille comme une menace pour le gang si ses faits et gestes ne sont pas encadrés. S'ensuit, pour les jeunes filles, le sentiment d'être continuellement surveillées :

Ils surveillent tout le temps, ils sont tout le temps là, ils sont partout. Je vais être à quelque part, ils vont être là. Il y en a tout le temps un quelque part, tout le temps. Ils sont partout et nulle part en même temps. Ils sont incognitos, ils peuvent tout savoir sur moi. Je peux avoir été dans une fête et le lendemain, ils vont m'appeler, ils vont avoir su. J'ai intérêt à pas faire de niaiseries, C'est ça qu'ils me disent. (Eva, 16 ans)

Une autre façon de s'assurer d'une obéissance sans faille des filles aux règles du gang consiste à les isoler de toute influence extérieure :

J'avais pas le droit de parler quasiment à personne d'autre, c'était juste eux autres et c'était avec eux autres, personne d'autre [...]. Chaque fois que ma mère appelait, il (l'amoureux) donnait toujours un prétexte pour pas qu'elle me parle : « Elle est dans la douche, elle est partie chercher du pain », mais dans le fond, j'étais là. Et j'étais là : « de qui tu parles ? » quand il raccrochait, et il disait : « c'est une de mes amies qui a appelé pour parler à son chum et je lui ai dit qu'il était pas là ». [Laurie, 15 ans]

Tu es une fille, une fille de la gang, tu restes dans la gang et tu t'en vas pas ailleurs. C'est dans leur mentalité : « Tu sors plus avec lui, il va falloir que tu sortes avec un de nous autres » [...]. Tu peux pas choisir en-dehors de la gang. [Marie-Pierre, 24 ans]

Les filles sont d'ailleurs impérativement soumises à la loi du silence, l'omerta, qui régit la vie des membres de gangs et constitue à leurs yeux une condition *sine qua non* pour la survie du groupe. La consigne est claire : les filles associées aux gangs, au même titre que les garçons, ne doivent révéler, sous aucune considération, quoi que ce soit concernant le gang, son fonctionnement, ses activités ou ses membres, sous peine d'en subir les conséquences. Des menaces sont ainsi formulées non seulement à l'endroit des jeunes membres du gang, mais aussi de leur famille et de leurs amis. Cette loi de l'omerta, si elle ne s'applique pas qu'aux jeunes filles, les touche néanmoins plus spécialement étant donné que, d'entrée de jeu, on ne leur fait que très peu, voire pas du tout, confiance :

Je peux jamais dire qu'ils vont me faire confiance à 100% parce que, pour eux, je suis une fille et tu ne peux pas lui faire confiance. Ils ont toujours peur que tu sortes avec un autre gars. Dès que tu laisses ton chum, tu peux facilement aller n'importe où et tout raconter. Pour eux autres, ils font confiance juste aux gars. [Eva, 16 ans]

POURQUOI RESTER?

Plusieurs jeunes filles, on l'a vu, ont quitté le milieu familial, fuit la famille ou le centre de réadaptation parce qu'elles ne s'y sentaient pas bien, parfois même parce qu'elles s'y sentaient en danger, étant victime de diverses formes de victimisation, notamment sexuelle, au sein de celle-ci. Le gang les a accueillies, leur a fourni logement, nourriture et, dans bien des cas, des conditions de vie qui, si elles ne sont définitivement pas idéales, leur paraissent tout de même plus tolérables que celles auxquelles elles étaient confrontées avant la fréquentation du gang. En outre, en fuyant leurs conditions de vie antérieures et les situations s'y rattachant, elles se sont exposées à l'éventualité de

sanctions ou de modes de prise en charge qu'elles redoutent. L'adhésion au gang leur apparaît, dès lors, comme la seule issue envisageable :

Eux autres, ils disaient : « cette fille-là elle est intéressée à être avec nous » et ils m'ont tout fait, ils m'ont violée et moi, j'étais traumatisée mais moi, je me tenais encore avec eux parce que j'avais nulle part d'autre à partir [...]. [Helen, 16 ans]

Dans d'autres cas, l'isolement et le détachement graduels d'avec l'entourage d'avant, la famille, l'école, les amis, suite à l'adhésion au gang, a créé un vacuum faisant en sorte que le gang constitue désormais le seul réseau de relations de la jeune fille :

Mes amis qui étaient restés tranquilles, mes anciens amis, ça s'est détérioré avec eux. De moins en moins je leur parlais, j'étais de moins en moins avec eux. C'était même rendu qu'à un moment donné, je disais qu'ils étaient cons, qu'ils avaient rien à faire, qu'ils avaient pas de vie. J'étais vraiment aveugle, je voyais rien. [Eva, 16 ans]

J'étais juste concentrée gang, gang, il faut que j'aille au parc, après l'école, il faut que j'aille direct là [...]. Quand j'allais pas au parc une journée, je disais : « Mon Dieu, je suis pas allée, il faut que j'y aille, si j'y vais pas, ils vont être fâchés, ils vont dire que je les ai oubliés ». Je pensais juste à eux, ma vie, c'était eux. [Helen, 16 ans]

Quitter le gang, dans ces circonstances, revient à se retrouver devant un grand vide, notamment affectif.

Enfin, pour certaines, le régime de terreur qu'instaure le gang en répétant continuellement toute une série de menaces peut les empêcher de quitter. Et si les menaces ne s'actualisent que rarement, de l'avis même des jeunes filles qui s'ouvrent à nous, l'intimidation demeure suffisante pour créer une peur paralysante, empêchant tout mouvement de retrait du gang :

Il faut que tu fermes ta gueule parce que ça va pas aller bien pour ta peau après. Parce que dans les gangs, tu es en sécurité mais tu l'es pas. Mettons qu'il t'arrive quelque chose, c'est sûr qu'ils vont venir te défendre et tout. Mais si tu dis quelque chose, ils vont te tuer [...]. Je me suis jamais fait péter moi. Je suis une fille qui ferme sa gueule, je suis pas une fille qui ouvre tout à tout le monde. Mais si j'avais ouvert ma gueule, ils l'auraient su et ils seraient venus me voir, c'est sûr. Dans le fond, ils te pètent la gueule pour que tu aies peur et que la prochaine fois que tu sais quelque chose, tu fermes vraiment ta gueule. [Sophie, 14 ans]

[Si une fille parle et que ça se sait], ils vont la menacer, ils vont la battre. Et si elle va sortir et parler de son expérience, ils vont aller chez elle, brûler sa maison ou voler sa maison. [Yanie, 14 ans]

LES APPORTS POSITIFS DU GANG

Il faut reconnaître que, pour plusieurs, l'adhésion au gang ne présente pas que des aspects négatifs, et ce malgré toutes les difficultés, les peines, les expériences de victimisation même, qu'on peut y vivre. En effet, celles qui, au départ, cherchaient à répondre par l'entremise du gang à un besoin d'appartenance, ou encore de valorisation, à trouver une nouvelle famille, de vrais amis, considèrent en grande partie avoir été servies. Les témoignages qui suivent en sont d'éloquentes illustrations :

C'était comme une famille, une famille inséparable. C'était comme une famille là, comme une mère, un père et eux autres, c'était comme mes frères. Moi, j'étais leur sœur et eux autres, c'était mes frères. Et quand j'avais des problèmes, je leur disais tout. Et n'importe quoi que j'avais besoin, eux autres, ils essayaient de me le trouver. [Helen, 16 ans]

Les seules personnes à qui je savais que je pouvais faire confiance c'était les gars de gang et les filles de gang. Parce qu'eux autres, je leur ai dit ce que mon père me faisait et ils m'ont crue [...]. Et ils m'ont donné de l'amour et du temps, et ils m'ont crue dans tout ce que je leur ai dit. C'est pas comme si je parlais dans le vide. C'est pas comme si je disais que quelque chose m'est arrivé et qu'ils vont prendre ça à la légère. Ils le prenaient directement comme si c'est à eux qu'il l'avait fait aussi. [Cassandre, 17 ans]

D'autres bons côtés des gangs sont aussi soulignés avec emphase : l'entraide et la solidarité qu'on y a trouvées :

Les partys qu'on organisait quand c'était la fête de quelqu'un, Noël qui s'en venait. On se backait tous : ta famille est pauvre, besoin de ci, besoin de ça. Il y en a qui arrivaient et qui avaient rien du tout, on se backait. Des appartements, ça se meublait, il y avait des appartements pour tout le monde là-dedans aussi là. Il y a un appartement que si ça va mal chez vous, tu t'en viens ici, tu avais des places, c'était vraiment backé, c'était bon. [Marie-Pierre, 24 ans]

tout comme le plaisir :

C'était pas juste pour les coups, c'était une gang de chums ensemble. On prenait une brosse, on était avec des amis, on allait au cinéma toute une gang. C'était malade, on avait du fun. On jouait à des jeux stupides, on était super brûlés, kick-la-cacanne dans le parc, tous soûls, oublie ça. Les conneries qu'on a faites, on en a fait des niaiseries là (rires). [Marie-Pierre, 24 ans]

Pour plusieurs adolescentes, le gang est devenu l'élément central de leur vie. L'adhésion à celui-ci ayant conduit à l'effritement des relations familiales déjà cahoteuses, à l'éloignement de l'école et des amis, ainsi qu'à l'isolement progressif de tout ce qui est extérieur au gang, les jeunes filles ne vivent plus, au moins pour un temps, que par ou pour le gang. Quitter le gang veut alors dire se retrouver privée de tout réseau social.

POURQUOI QUITTER?

Différents éléments vont conduire au processus de désaffiliation du gang. Le plus souvent, survient un événement ou une constellation d'événements qui remettent en cause la perception de la sécurité que représente le gang. Il peut s'agir d'un ami qui est blessé ou arrêté du fait des activités du gang, ou d'une raclée ou une agression particulièrement violente que subit elle-même la jeune fille au sein du gang ou, encore une fois, en lien avec ses activités (notamment la prostitution). Il peut aussi s'agir de la prise de conscience que l'affiliation au gang mène sur des sentiers que l'adolescente ne veut pas emprunter, qu'un job lui est demandé qu'elle veut pas exécuter..., de la rencontre d'une personne ayant une influence positive sur sa vie (un petit ami, un intervenant, un héros...), de son arrestation ou de son placement dans un centre de réhabilitation ou encore, tout simplement, du sentiment qu'il est temps, pour elle, de passer à autre chose...

Le plus souvent toutefois, la coupure ne se fera pas sans heurts. Il faudra composer avec la peine d'amour — inévitable si l'amoureux est membre du gang —, le réseau à rebâtir, les trous dans le curriculum scolaire ou professionnel et, souvent aussi, des problèmes de santé découlant de mauvaises conditions d'alimentation, d'une trop grande consommation de psychotropes, de relations sexuelles non protégées durant la période d'affiliation au gang.

BILAN ET INTERVENTIONS

L'intervention auprès des jeunes filles qui décident de quitter la vie de gang doit-elle être spécifique ? Elle doit en tout cas être adaptée. Elle doit tenir compte de l'éclairage que nous apporte le récit de celles qui ont fait l'expérience des gangs. Elle doit s'en inspirer. Ce récit nous apprend qu'on est face à des jeunes filles déjà fragilisées avant même leur premier flirt avec les gangs, des jeunes filles vulnérables qui recherchent valorisation, sentiment d'appartenance, sécurité au sein des gangs, et qui ont pensé l'avoir trouvé, au moins pour un temps. Elles ont en effet d'abord été choyées, entourées, écoutées et protégées par le gang et ses membres, du moins est-ce là ce qu'elles ont ressenti. Puis le rêve a, parfois subitement parfois tranquillement, tourné au cauchemar. Les jeunes filles ont dû payer. Elles y ont été contraintes par la menace et par la force. Elles ont été ainsi conduites à poser des gestes qui leur ont rappelé qu'elles ne « valaient pas grand chose ». Mais alors que le gang était là pour les prendre en charge au premier moment de découragement, de révolte, de fuite, elles se retrouvent maintenant isolées de tout contact extérieur au gang dans lequel, d'ailleurs, elles ont possiblement encore des amis, des confidents, un amoureux, difficiles à oublier.

De l'ensemble des propos tenus par les jeunes filles que nous avons rencontrées, il se dégage, au delà des besoins de valorisation, d'appartenance et de sécurité, un grand besoin d'amour qu'elles ont tenté de combler en s'associant à un gang, et souvent plus intimement à un membre de celui-ci qui est devenu leur amoureux. Troublante relation à nos yeux, relation vitale aux leurs.

La toile tissée autour des jeunes filles affiliées aux gangs, faite de gestes de contrôle, d'isolement, de menace, mais aussi de gâteries, d'éléments de survie et de protection, ne sera pas facile à défaire. Il faudra du temps et beaucoup d'encouragement. Le processus de désaffiliation doit être conçu comme une démarche progressive, souvent lente, qui impose un rythme à la guérison se fondant sur la reconstruction de l'estime de soi, l'acquisition de compétences, le renouvellement du réseau de support, d'entraide, d'amitiés et même des liens avec la famille. Il s'agit, en somme, de la reconstruction d'une vie. Ce n'est qu'à cette condition qu'il deviendra possible de faire concurrence aux gangs... au moins aux yeux des jeunes filles.

Références

Anger M. (1996). *Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines* (2^{ème} édition). Anjou: Les Éditions CEC Inc.

Campbell, A. (1984). *The Girls in the Gang*. Oxford: Basil Blackwell.

Hamel, S., Cousineau, M.-M., & Fredette, C. (accepté) Le phénomène des gangs: quelques données récentes sur son ampleur, son organisation, sa criminalité et les moyens d'y faire face en Amérique du Nord dans G. Lopez, S. Tzitzis, & D. Jolivet (dir.). *Dictionnaire critique des sciences criminelles*. Paris: Édition Dalloz.

Hébert, J., Hamel, S., & Savoie, G. (1997). *Plan stratégique : jeunesse et gang de rue, Phase I, revue de littérature dans le domaine de la violence chez les jeunes*. Institut universitaire dans le domaine de la violence chez les jeunes.

Pires, A.P. (1997). Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique dans J. Poupart, J.P. Deslauriers, L. Groulx, R. Mayer, & A. Pires (Eds). *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Montréal : Gaétan Morin, 113-169.

Taylor, C.S. (1993). *Girls, Gangs, Women and Drugs*. East Lansing : Michigan State University Press.

Trascher, F.M. (1927). *The Gang: a Study of 1,318 Gangs in Chicago*. Chicago: University of Chicago Press.

IV – Panel¹ :
Les programmes de prévention en milieux marginalisés doivent-ils être spécifiques selon le genre?

¹ Il est à noter que, contrairement aux communications des chercheuses universitaires qui ont fait l'objet d'un texte écrit, ce n'est pas le cas du panel où les intervenantes étaient invitées à faire une allocution très brève sur la question. Bien qu'elle ait été corrigée en partie, la transcription du panel garde la marque du langage parlé, visant à rendre le dynamisme de cette dernière partie du colloque.

PRÉSENTATION DE CHANTAL FREDETTE, CENTRE JEUNESSE DE MONTRÉAL – INSTITUT UNIVERSITAIRE.

Quand on m'a demandé de réagir à la question « Les programmes en milieu marginalisé devraient-ils s'adresser spécifiquement aux filles ? », j'ai pris le temps de m'arrêter et de me poser personnellement la question. Je tiens à préciser que ce que je vais dire ici n'est pas la position du Centre jeunesse de Montréal – Institut universitaire, mais bien ma position personnelle à la lumière des recherches auxquelles j'ai participé et de ma pratique comme intervenante au Centre jeunesse de Montréal – Institut universitaire. J'ai la chance de travailler à la fois auprès de garçons et auprès de filles touchés par le phénomène des gangs de rue— soit comme témoins, comme victimes ou comme agresseurs —, et je suis appelée à agir directement auprès de ces adolescents, garçons et filles. Je suis ainsi inévitablement confrontée, dans le cadre de mon travail, aux similitudes et aux différences entre les garçons et les filles au point où j'en arrive parfois à me demander si leurs besoins sont les mêmes.

Je suis d'avis que les programmes en milieu marginalisé ne doivent pas spécifiquement s'adresser aux filles. Je suis d'accord avec le fait que les différentes activités ou outils cliniques développés doivent être sensibles aux différences sexuelles ; il est convenu que les garçons et les filles ne sentent pas, ne vivent pas ou ne réagissent pas exactement de la même façon aux différents événements de la vie. Je demeure cependant convaincue que les besoins de protection, d'appartenance, de valorisation et de relations interpersonnelles sont les mêmes pour les garçons et les filles. C'est leur façon d'exprimer leur souffrance qui peut parfois être différente.

Même s'il existe de très bons programmes, entre autres ceux de nature cognitivo-comportementale, qui peuvent très bien s'adapter aux garçons et aux filles, je suis d'avis qu'il vaut mieux intervenir avec des groupes homogènes — les filles avec les filles, les gars avec les gars — et prévoir des périodes où les deux groupes peuvent être ensemble. Je pense, en effet, qu'il y a des choses qui se parlent entre filles, des choses qui se parlent entre garçons, et des choses qui se parlent entre garçons et filles. La structure des programmes devrait être sensible à ces besoins et prévoir des moments de rencontre différents pour les uns et pour les autres.

Une question que les conférenciers d'aujourd'hui n'ont pas soulevée est celle de la formation des intervenants, une dimension que je considère primordiale. Nous avons surtout parlé des besoins des filles, bien qu'il ne faille pas oublier non plus ceux des garçons. Or, en milieu institutionnel, un problème auquel on est souvent confronté est le fait que certains intervenants, hommes ou femmes, qui se retrouvent à travailler avec une clientèle féminine, ne sont pas nécessairement à l'aise ou préparés pour le faire. Ils peuvent ainsi entretenir des stéréotypes — par exemple : « les filles sont plus hystériques, les garçons plus violents », « une fille qui est violente, c'est une fille qui se défend; un gars qui est violent, c'est un gars qui attaque » — qui peuvent entraver involontairement une démarche thérapeutique ou clinique auprès des adolescentes. Je pense aussi qu'il y a un débat à faire à propos de l'approche très paternaliste qu'on a, à tout le moins dans le système des services sociaux, quant à la prise en charge des jeunes filles. À « comportement égal », les jeunes filles vont être beaucoup plus souvent prises en charge en vertu de la *Loi sur la protection de la jeunesse* alors que les garçons le seront en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants*. À mon avis, ceci peut avoir un effet pervers sur le développement de comportements de protection chez les jeunes filles qui vivent des victimisations importantes.

Je crois que, avant de penser à des programmes, spécifiques ou non selon le genre, nous nous devons de prévoir une façon de bien former les intervenants qui, comme on le sait, représentent

une partie cruciale de la réussite ou de l'échec d'un programme. L'outil premier de l'intervention est l'intervenant lui-même; il est donc important de prendre soin de cet intervenant et de bien le préparer à intervenir auprès d'une clientèle avec laquelle il n'est pas toujours à l'aise.

PRÉSENTATION DE CLAUDINE LAURIN, BUREAU DE CONSULTATION JEUNESSE.

Doit-on offrir des programmes basés sur une analyse différenciée selon le sexe ? C'est la question à laquelle nous, de l'équipe du Bureau de consultation Jeunesse, réfléchissons depuis maintenant 5 ans. En ce qui concerne notre organisme, il est clair qu'aujourd'hui, plus que jamais, nous nous devons de répondre oui à cette question. L'analyse que nous en faisons est basée sur notre pratique d'intervention auprès des jeunes en milieu HLM ou des jeunes de la rue, mais, plus spécifiquement, sur notre intervention auprès de plus de 120 jeunes mères âgées de moins de 18 ans, ainsi que sur le soutien que nous donnons à des jeunes au sortir des centres jeunesse via nos appartements supervisés.

Voulant connaître les pratiques des centres jeunesse et le respect des droits des jeunes, nous avons ainsi réalisé une recherche exploratoire auprès d'une centaine de ces jeunes, de 18 à 20 ans, qui sortaient de centres d'accueil. Un des éléments qui nous a le plus interpellés est le regard que les jeunes filles portaient sur les raisons de leur séjour en centre d'accueil. Pour la plupart, en effet, elles semblaient oublier facilement que la raison pour laquelle elles s'y trouvaient était le fait qu'elles avaient été victimes de violence. Elles parlaient plutôt de leur comportement de violence et de délinquance. Lorsqu'on leur posait directement la question — « mais qu'est-ce qui t'a amenée au centre ? » —, elles mentionnaient l'inceste et la violence qu'elles avaient subie; par contre, dans leur réponse au questionnaire, elles parlaient d'abord leur propre comportement de violence. Nous nous sommes ainsi demandé comment il se faisait que ces jeunes femmes intériorisent aussi vite et facilement cette représentation d'elles-mêmes comme violentes, au point d'en oublier la violence qu'elles avaient subie. Il s'agit là d'un constat qui nous questionne encore beaucoup.

Je tenterai d'apporter aussi quelques réponses à partir de situations que nous rencontrons dans les différents milieux où nous intervenons. C'est le cas par exemple des petites écoles fermées (dites écoles de rattrapage) où l'on retrouve des jeunes de centres d'accueil. Dans ces écoles, on applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis de la violence qui ne tient pas compte d'une analyse selon le sexe. Ainsi, lorsqu'une jeune fille répond par une gifle à l'agression d'un gars qui lui a donné une tape sur les fesses, elle se retrouve avec lui en mesure disciplinaire. Je ne sais pas comment cette jeune fille — qui avait été violée trois fois auparavant — a pu interpréter une telle intervention. Quelle analyse en a-t-elle faite ? Comment l'a-t-elle intériorisée ? Je ne sais pas non plus comment, de son côté, le garçon a-t-il compris le fait que la fille soit, elle aussi, amenée en mesure disciplinaire ? De telles observations nous interpellent et nous questionnent au plus haut point, notamment en ce qui a trait aux jeunes marginalisés.

Nous retrouvons un phénomène semblable chez les jeunes mères auprès de qui nous travaillons. Plus de 90% d'entre elles sont victimes de violence conjugale ou de contrôle assez grave. Nous avons remarqué une évolution chez ces jeunes femmes, qui semblent moins tolérer la violence : elles appellent plus vite au secours et vont chercher des ressources d'hébergement plus vite; elles ont aussi le réflexe de se défendre et de répondre à l'agression ou au contrôle. Par contre, elles ont aussi intériorisé que leurs réponses de défense constituent des manifestations de violence. Entrent alors en jeu les groupes pour hommes violents qui offrent des programmes pour jeunes femmes violentes. C'est ainsi que nous avons déjà rencontré une jeune femme qui faisait une démarche pour soigner sa violence et qui se retrouvait dans le même milieu que son conjoint qui suivait un groupe

de thérapie pour homme violent. Tout ceci nous questionne énormément et nous nous demandons comment, à long terme, cela se traduira au niveau des relations hommes femmes. Dans un monde où la violence dans les rapports d'intimité n'a pas été réglée, où les femmes sont toujours victimes d'abus, ne pas tenir compte du genre, ne pas « genrer » les programmes, nous apparaît dangereux. Ce danger, nous le voyons par exemple lorsque nous entendons des phrases comme : « finalement on a les mêmes souffrances, et on est violent également ». Il réside pour nous, d'une part, dans une intériorisation plus grande chez les jeunes femmes d'une représentation d'elles-mêmes comme violentes, au détriment d'une prise de conscience de la violence qu'elles subissent et, d'autre part, dans une banalisation encore plus grande, chez le garçon, de la violence qu'il exerce.

Nous avons également rencontré, lors d'une animation dans une école pour jeunes raccrocheurs, la notion de « viol consenti »; cela nous était énoncé tant par des jeunes femmes que par des jeunes hommes. Les jeunes femmes expliquaient cette notion de « viol consenti » en soulignant que les jeunes hommes étaient obligés de les harceler puisqu'elles se devaient de paraître résister un peu, histoire de réputation. Il faut bien comprendre que les filles qui soutiennent que ce jeu de séduction constitue un viol « consenti », le font devant des garçons. Jamais, ou rarement, ces jeunes femmes ont-elles eu l'occasion de se retrouver dans un groupe homogène afin de développer d'abord une solidarité entre elles et d'amorcer une réflexion sur les rapports hommes femmes, sans que le rapport de séduction, inhérent aux groupes mixtes, n'entre en jeu. Il est évident que tout le rapport de séduction n'a pas encore été travaillé; la jeune fille arrive avec les mêmes archétypes notamment celui de plaire. Dans un tel contexte, il nous apparaît que le fait de ne pas différencier les approches ou les programmes selon le genre risque d'accentuer encore plus le fossé de l'inégalité. Cette expérience nous a amenés à modifier notre façon de faire : nous ne faisons plus d'animations mixtes sur les relations hommes femmes; nous séparons plutôt les groupes selon le sexe.

Enfin, un programme qui me tient à coeur est le programme de *Soutien aux jeunes parents*, qui n'est pas généré dans son titre et qui s'adresse tout particulièrement aux jeunes mères de moins de vingt ans. Ce programme a été créé par le Ministère de la santé et des services sociaux dans le but de prévenir la délinquance au berceau, ce que certains, dont je suis, appellent la « prévention des ovules négligents ». Dans ces programmes, tout, ou presque, repose sur la mère. On ne parle pas du tout de l'absence des pères, de la non-participation des pères. Le BCJ tente de rejoindre les pères : ils partent, on en rejoint d'autres, ils partent, etc. Encore une fois, la responsabilité va être celle de la mère ; plus des trois-quarts des interventions s'adressent aux mères. Le programme Soutien aux jeunes parents illustre le danger de programmes globaux qui incluent des interventions genrées. En plaçant les acteurs sur un pied d'égalité — alors que l'on sait très bien que nous en sommes encore très loin —, de tels programmes dissimulent et contribuent en fait à reproduire les inégalités qui subsistent entre les sexes.

En conclusion, pour nous, au Bureau de Consultation Jeunesse, il ne suffit pas d'élaborer des programmes globaux qui incluraient des interventions genrées. Ce qu'il faut plutôt c'est d'élaborer des programmes qui tiennent compte du genre dans leur conception même.

PRÉSENTATION DE MICHÈLE BURQUE, STELLA.

Les programmes doivent-ils être spécifiques selon le genre ? Nous, à Stella, nous avons toujours pensé que oui. Stella est un organisme « pour et par » des femmes, plus spécifiquement « pour et par » des travailleuses du sexe. Stella s'inscrit dans un contexte global de luttes féministes liés aux réalités vécues par les femmes, notamment la réalité de la violence vécue par les femmes, celle de la violence vécue par les travailleuses du sexe, la réalité du stigmate « pute » qui est présent pour les travailleuses du sexe, mais aussi pour toutes les femmes. Toutefois, certaines situations rencontrées

dans la réalité du travail terrain, plus particulièrement la question de l'intervention avec des transsexuelles et des travestis, nous ont amenées à nous questionner sur la notion de genre.

Bien que nos programmes s'adressent à des femmes, pour des réalités jugées à prime abord comme spécifiques aux femmes, lorsqu'on parle de prostitution travestie et transsexuelle, on entre dans une zone grise. À Stella, nous nous adressons à des femmes mais aussi à toute personne qui s'identifie comme femme dans l'industrie du sexe, incluant les transsexuelles et les travestis. Leur vécu dans cette industrie est, en effet, plus semblable à celui des femmes qu'à celui des hommes qui font de la prostitution ; les lieux où les transsexuelles et les travestis travaillent sont les mêmes ou très près de ceux où les femmes travaillent ; les violences que les transsexuelles et les travestis subissent sont aussi très souvent les mêmes que celles que les femmes subissent.

Nous intervenons ainsi avec des transsexuelles sur la rue et dans les milieux ; elles peuvent aussi venir chercher des services du centre de jour. Dans le cas des transsexuelles, ceci ne nous a jamais vraiment posé problème : ces personnes s'identifient comme femmes dans le travail et dans la vie, ce sont donc pour nous des femmes. Nous ne nous demandons pas si la transformation physique est complétée, si elles ont été opérées ou non. Cela n'a pas d'importance pour nous ; ce qui compte, c'est comment la personne elle-même s'identifie, quelle est son identité de genre. C'est lors des références à d'autres services que peuvent surgir, par contre, des difficultés. Les maisons d'hébergement pour femmes, par exemple, s'adressent aux femmes « biologiquement femmes » ; les transsexuelles ne peuvent donc pas y être hébergées comme les autres femmes avec qui nous travaillons. Et elles ne veulent pas aller dans une maison d'hébergement pour hommes à cause de la violence homophobe qu'elles y subissent trop souvent.

Mais nous travaillons aussi avec des travestis qui, s'ils s'identifient comme femmes dans le travail, ne le font pas dans la vie courante. Lorsqu'ils ne travaillent pas, ce sont finalement des hommes qui veulent venir à nos activités, utiliser nos services, assister à des cours d'autodéfense ou de prévention de la violence. Leurs demandes de participer à nos programmes nous ont amenées à nous questionner en équipe. Nous nous sommes ainsi demandé dans quelle mesure il est possible pour nous d'offrir des services à la fois à des femmes et à des hommes et dans quelle mesure leurs réalités, dans le travail du sexe, se rejoignent ou sont différentes. Nous avons finalement décidé que ces hommes pourraient venir à Stella et utiliser les services, en maintenant malgré tout notre orientation féministe « pour et par des femmes ». Des travestis ont ainsi commencé à venir à Stella et nous essayons de les intégrer à nos activités ; ici aussi, leur intégration soulève parfois des difficultés, notamment leur demande de participer à des programmes d'autodéfense féministes qui sont conçus uniquement pour des femmes et auxquels, dans cette optique, les hommes ne doivent pas avoir accès.

Le fait de travailler plus étroitement avec des groupes de prostitués masculins nous a, par ailleurs, amenées à constater que ceux-ci vivent des violences parfois fort semblables à celle que vivent les femmes, les transsexuelles ou les travestis : par exemple la discrimination et la violence institutionnelle, celle des services de police ou des services sociaux et de santé, la judiciarisation à outrance, etc. Ainsi, si, pour nous, des programmes spécifiques sont nécessaires, des programmes communs pourraient s'adresser à la fois aux femmes et aux hommes qui vivent les mêmes réalités. Bien que cette question ait suscité beaucoup de discussions chez nous, elle a ouvert un espace de réflexion très riche. Notre questionnement sur le sujet n'est pas terminé et nous ne savons pas encore où il nous mènera : par exemple, si des hommes peuvent venir dans l'organisme et utiliser nos services, devons-nous à un moment donné embaucher des hommes pour leur offrir ?

Pour conclure, oui, nous pensons que les programmes doivent être spécifiques selon le genre, mais qu'il y a des nuances à apporter. On retrouve des différences, mais aussi des similitudes importantes dans les réalités du travail du sexe vécues par les femmes, par les transsexuelles, par les travestis et par les hommes, et, en regard de ces réalités, les programmes peuvent être communs. Stella offre ainsi des programmes spécifiquement aux femmes, mais nous pensons qu'il y a lieu de faire preuve de souplesse quant à la participation des transsexuelles et à celle des travestis.

Notes sur les conférencières

Helene Berman est professeure à l'École de Nursing de l'University of Western Ontario. Elle est responsable de plusieurs projets de recherche sur la violence dans les vies des femmes et des enfants, et porte un intérêt particulier à la question de la violence à l'endroit des petites filles. Elle est membre du conseil d'administration du Centre de recherche sur la violence faite aux femmes et aux enfants de London en Ontario.

Michèle Burque intervient auprès des travailleuses du sexe depuis plus de dix ans. À Stella, elle a notamment travaillé comme travailleuse de rue, comme responsable de la coordination de l'intervention et a assuré la direction générale. Elle est actuellement responsable de l'intervention à Passages, une maison d'hébergement pour jeunes femmes. Elle s'intéresse également aux enjeux reliés à l'identité sexuelle et à l'homophobie.

Catherine Ann Cameron travaille avec l'équipe du Creating Peaceful Learning Environments du Centre de recherche Muriel McQueen Fergusson de l'Université du Nouveau-Brunswick, qui intervient tout particulièrement dans le domaine de la prévention de la violence dans les écoles, de la garderie au niveau secondaire, et de la prévention de la violence dans les relations amoureuses au Nouveau-Brunswick. Elle est également associée au Département de Psychologie de l'University of British Columbia, où elle travaille surtout sur les différentes perspectives culturelles sur la cognition et la communication.

Marie-Marthe Cousineau est professeure à l'École de criminologie et chercheure au Centre international de criminologie comparée de l'Université de Montréal. Elle est également associée à l'Institut de recherche pour le développement social des jeunes et au CRI-VIFF. Ses champs d'intérêt sont notamment les jeunes en difficulté (membres de gangs ou jeunes de la rue) et les expériences de victimisation vécues par ces jeunes, les filles en particulier.

Dominique Damant est professeure à l'École de service social de l'Université Laval et codirectrice du Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence faite aux femmes et la violence familiale. Ses intérêts de recherche comprennent l'interaction entre les différentes formes de violence et la compréhension des conséquences de la violence sur la santé physique et mentale des victimes. Ses projets actuels portent sur la prostitution, ainsi que sur la concomitance de la violence conjugale et de la violence familiale.

Chantal Fredette a une maîtrise en criminologie et travaille au Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire, à titre d'agente de formation sur le phénomène des gangs. Elle intervient à la fois auprès des adolescents confrontés au phénomène des gangs et auprès des intervenants appelés à agir auprès d'eux. Elle s'intéresse tant à l'étiologie du phénomène des gangs, de la délinquance et de la violence qu'à ses différentes formes et manifestations de même qu'aux méthodes d'intervention à privilégier à son égard.

Janet Izumi a une maîtrise en counseling et est conseillère au Family Service de London en Ontario. Elle a travaillé pendant 3 ans comme professionnelle de recherche sur le projet de la violence à l'endroit des filles avec l'équipe du Centre de recherche sur la violence faite aux femmes et aux enfants de London en Ontario.

Margaret Jackson est professeure de criminologie à l'École de criminologie de l'Université Simon Fraser et est co-fondatrice du centre de recherche FREDA sur la violence. Ses intérêts de recherche

portent principalement sur les domaines de la violence à l'endroit des femmes et des enfants, de l'analyse des politiques publiques en matière de criminalité, ainsi que sur les femmes criminalisées.

Claudine Laurin a une longue expérience de travail communautaire, notamment dans des organismes de service ou de défense des droits en santé mentale et auprès des jeunes. Elle est coordonnatrice du Bureau de consultation Jeunesse, un organisme qui couvre la grande région de Montréal, et travaille tout particulièrement auprès des jeunes marginalisés de 16-25 ans qui sortent de centres d'accueil, et auprès de mères adolescentes ou jeunes adultes.

Sylvie Normandeau est professeure à l'École de psychoéducation de l'Université de Montréal et directrice générale de l'Institut de Recherche pour le Développement Social des jeunes. Elle s'intéresse aux facteurs favorables à l'adaptation scolaire et sociale des enfants et à l'intervention auprès des parents d'enfants présentant des difficultés de comportement. La question de la prévention de la violence rejoint à la fois ses intérêts pour le développement des enfants et pour la prévention des problèmes d'adaptation chez les enfants.

Leslie Tutty est professeure de travail social à l'University of Calgary. Elle est coordonnatrice de la recherche universitaire pour RESOLVE (Recherche et éducation pour des solutions à la violence) Alberta, un centre de recherche sur la violence dans la famille, affilié à six universités des provinces des Prairies. Ses projets de recherche portent principalement sur les femmes victimes de violence, sur les groupes pour femmes, pour enfants ou pour hommes affectés par la violence, et sur la prévention de la violence à l'endroit des enfants.



Collection Réflexions

Nos partenaires fondateurs

Université 
de Montréal

 UNIVERSITÉ
LAVAL

ASSOCIATION
QUÉBÉCOISE
d'établissements de santé
et de services sociaux

 Relais
femmes